

# SUPERNOVA

revue communiste

N.6 2024



**Fascisme**

**Zombies et prolétaires**

**Palestine Turquie**

**Argentine Inde**

# SUPERNOVA

revue communiste

"*rêver, mais sérieusement*" Lénine

Un magazine de travail et d'organisation entre camarades. Une revue capable de lier la nécessité du parti révolutionnaire à l'autonomie prolétarienne. Non pas de manière abstraite, mais dans un contexte urbain et impérialiste. Un outil pour commencer à travailler sur une stratégie et des tactiques appropriées, basées sur le socialisme scientifique.

**revuesupernova.blogspot.com**  
**mail: supernovarevue@gmail.com**  
**instagram: ce\_supernova**

Éditorial: Nous serons tout !	3
Fascisation et mouvements réactionnaires de masse Mouammar K.	5
Fascisme, fascistes, le retour vers l'avenir ? F.Marini	10
Zombies du monde entier, unissez-vous ! O.R.	16
Interview avec le camarades New Solution (Turquie)	18
Interview avec les camarades du Parti révolutionnaire des travailleurs (Argentine)	25
Brochure: Réformisme et réformistes, Classe contre Classe (Belgique)	29
Nationalisme réactionnaire en Inde, People's March (Inde)	30
La cage du souverainisme-populisme, Anita. G	35
Lénine 2024, Pol Lavrenti	38
De la Palestine à la France, trois lignes de démarcations, J.S.	42
Enquête ouvrière restauration et hôtellerie, interview avec Iniciativa Comunista (Espagne)	46



# Éditorial

## Nous serons tout !

*"Un fascisme américain serait "démocratique"."*

Bertolt Brecht

Nous vivons une phase marquée où l'urgence est la norme, où la militarisation et la rhétorique belliqueuse envahissent différents aspects de la vie sociale et de l'organisation de l'État.

Le classisme (haine et mépris des classes inférieures)<sup>1</sup>, le racisme, étroitement liés à la dimension sociale, sont les éléments qui cimentent la "guerre entre les pauvres" qui envahit la classe ouvrière. Une guerre qui permet à la bourgeoisie impérialiste de maintenir fermement son commandement. Et ce, alors que l'érosion des garanties des travailleurs (salaires, temps de travail, pensions, santé publique, etc.) se poursuit. Nous assistons donc à l'émergence de nouveaux mouvements et comportements réactionnaires de masse, produits par les contradictions liées à la concurrence impérialiste mondiale et à l'absence de perspective adéquate dans la gauche prolétarienne et ouvrière.

Face à tout cela, l'antifascisme militant prolétarien et anti-impérialiste semble submergé et réduit à un simple exercice culturel de petites minorités. Mais pourquoi en est-on arrivé là ? Les facteurs sont multiples, mais un élément nous semble central : le renoncement à la politique, à la lutte pour l'hégémonie et le pouvoir. Renoncer à l'hégémonie, rejeter le pouvoir, c'est renoncer à la lutte des classes elle-même, et donc accepter passivement les rapports de force actuels entre les classes. La politique n'est pas seulement "participation", elle est avant tout direction, action, et pour les communistes, elle se traduit par l'identification d'un programme politico-militaire en fonction de la phase que l'on traverse. Mais le combat pour le "programme" devient littérature si elle ne trouve pas son application concrète dans l'autonomie prolétarienne, c'est-à-dire dans les formes de résistance concrète que se donnent aujourd'hui les masses populaires. Aujourd'hui, pour la "gauche"<sup>2</sup>, ce sont les "minorités" et non plus les "majorités" qui sont le terrain d'action. On ne veut inclure parmi les "opprimés" que des minorités et des groupes "marginalisés" et non la majorité des gens. De ce point de vue, la majorité fait fondamentalement plus partie du problème que de la

solution en raison de ses "privilèges" et de sa participation à la reproduction des conditions.

L'un des éléments centraux du marxisme est la théorie du "sujet révolutionnaire". Le prolétariat est la seule classe du capitalisme qui possède la force numérique, le potentiel organisationnel conditionné par sa situation de vie, par sa position dans le processus de production, pour avoir le pouvoir nécessaire pour renverser la bourgeoisie en tant que classe dominante. Le prolétariat est en même temps la première classe dans l'histoire de l'humanité à pouvoir abolir complètement la domination de classe. Par rapport au capital, le mouvement ouvrier incarne *"le mouvement indépendant de la grande majorité dans l'intérêt de la grande majorité"* Karl Marx<sup>3</sup>.

C'est une caractéristique de la "gauche", contrairement au marxisme qui met l'accent sur l'unité malgré la diversité face à l'ennemi commun, que de placer unilatéralement la différence au centre de sa politique. La démarcation nette de la "gauche" par rapport au marxisme s'exprime le plus clairement dans son rejet fondamental des "grands narrations" et des "sujets collectifs" historiques. Du point de vue de la "gauche", seuls les individus existent dans une société devenue fluide et prétendument "post-industrielle", sans structures fixes. La "gauche" ne trouve l'espoir d'un changement émancipateur (et non plus d'une révolution) que dans les "communautés" individuelles, discriminées et marginalisées, qui luttent pour la reconnaissance de leur identité et des droits qui y sont associés. Le potentiel de résistance aux conditions dominantes ne vient donc que des marges de la "société majoritaire", et non plus de la majorité sociale elle-même. La "gauche" a depuis longtemps fait ses adieux à la classe ouvrière et aux masses populaires en tant que point de référence positif. Les débats au sein de la "gauche" tournent essentiellement autour de nouvelles démarcations et "catégories de différence" au sein des diverses minorités et entre elles. De nouvelles identités sont constamment construites, qui ne sont plus compatibles avec les constructions antérieures des groupes.

La tendance de la politique "identitaire" est que les minorités respectives, au lieu de se concentrer sur leurs points communs en tant que personnes opprimées et de présenter un front uni contre les conditions qui prévalent, tentent de faire valoir leurs intérêts particuliers en leur nom propre et au nom de leur "communauté". Il n'est pas rare que l'État bourgeois cible précisément ce

<sup>1</sup> Surtout contre les chômeurs et les précaires, en utilisant la "vieille" litanie toujours à la mode : ils ne veulent pas travailler, ils sont paresseux...

<sup>2</sup> Nous parlons de la gauche bourgeoise, libérale, libertaire, corporatiste, "démocratique"

<sup>3</sup> La gauche prolétarienne et ouvrière ne nie pas les différences et les particularités au sein même de la classe, elle les assume comme des contradictions inhérentes au capitalisme et au développement inégal de l'impérialisme : *"Nous ne combattons pas le capitalisme blanc avec le capitalisme noir, mais avec le socialisme"* Fred Hampton (1948-1969) militant marxiste léniniste afro-américain, dirigeant des Black Panthers.

point sensible avec le levier des mécanismes de division et d'intégration. Contradiction utilisée par les patrons pour déclencher la "guerre des pauvres" au sein des secteurs prolétaires et populaires<sup>1</sup>. La "classe inférieure" est au mieux traitée d'en haut et avec un doigt moralisateur levé au nom de la politique identitaire. Les questions sociales et politiques difficiles sont laissées plus ou moins sans combat à la vieille gauche réformiste<sup>2</sup> ou simplement aux charmeurs de serpents fascistes et à leur démagogie sociale...

Ces mécanismes renforcent le sentiment d'impuissance des classes populaire. Toute classe dirigeante a toujours essayé de faire croire aux classes qu'elle opprime qu'elle est indispensable à la vie des classes opprimées elles-mêmes et qu'elle est invincible. À une époque, et dans une certaine mesure encore aujourd'hui, elle alimente la croyance que l'oppression qu'elle exerce fait partie de l'ordre divin du monde. Quiconque le conteste et montre qu'il est un produit historique et transitoire est un hérétique, quiconque dénonce ses méfaits est un blasphémateur, quiconque le viole est un fou. Depuis le lendemain de la révolution française, lorsque la bourgeoisie s'est donné pour tâche de façonner le pouvoir qu'elle avait conquis, son credo était : *"Une société sans inégalité est impossible, l'inégalité est intolérable sans code moral, un code moral est inacceptable sans religion"* (Napoléon). Toute classe dirigeante a toujours essayé de convaincre les masses de son droit de dominer et d'opprimer, de faire accepter aux classes opprimées sa domination comme une loi de la nature et un lieu commun qui ne peut même pas être discuté. "Que ferions-nous sans le pape ? que ferions-nous sans le roi ? que ferions-nous sans le maître ? Ce sont des phrases qui couraient et, dans une certaine mesure, courent encore sur les lèvres des opprimés encore assujettis, même idéologiquement, par la classe dirigeante.

Mais le maelström des contradictions impérialistes, des crises et des processus de guerre peut ébranler la conviction des masses opprimées : la bourgeoisie impérialiste sait comment assurer la vie des classes opprimées elles-mêmes, elle sait comment gérer la société, "le maître sait mieux que nous ce qu'il faut faire". Les différentes formes de résistance populaire et anti-impérialiste, les soulèvements et même les petites victoires remportées dans les luttes revendicatives peuvent saper l'hégémonie de la bourgeoisie impérialiste sur les masses opprimées, la croyance que la bourgeoisie impérialiste est invincible.

<sup>1</sup> En opposant, dans certains cas, l'ethnie de certaines couches sociales populaires. Ou encore opposer le degré de "légalité", l'ancienne contre la nouvelle immigration ...

<sup>2</sup> En reproposant avec nostalgie les "mythiques" Trente Glorieuses...

Relier les nouvelles et les anciennes générations de militants, reconstruire un tissu militant qui met au centre des catégories telles que le pouvoir, l'hégémonie et l'action politique est une tâche cruciale aujourd'hui. Il ne s'agit pas d'autocélébrer sa propre "secte", ni d'agir par "marketing rackettiste" sur le plan organisationnel. Aujourd'hui, même en l'absence de parti, il faut agir dans un esprit de parti. Placer le marxisme au centre signifie concevoir le socialisme comme une science, et donc comme un élément de recherche et de perspective en constante évolution. Interagir dans les secteurs sociaux qui traversent les masses populaires signifie agir et organiser des fronts : des luttes pour les garanties des travailleurs aux batailles pour la liberté politique et sociale, dans l'anti-impérialisme qui doit se concrétiser sur le front extérieur : en solidarité avec la résistance des peuples, et sur le front intérieur dans la lutte implacable contre sa propre bourgeoisie impérialiste, à la lutte féministe et écologiste, LGBTI... Des fronts de lutte et des organisations capables d'intervenir dans le contexte actuel, en acceptant les contradictions que la lutte entraîne. Nous agissons dans un contexte métropolitain et impérialiste spécifique. Cela nous oblige à réfléchir : comment les formes de résistance prolétariennes et populaires se développent-elles dans un contexte métropolitain et impérialiste ? Comment peuvent-elles prendre une dimension révolutionnaire ? Comment définir aujourd'hui une ligne révolutionnaire adaptée au contexte historique que nous vivons ?

Mettre nos pages au service de tous les camarades qui étudient, interviennent, dans les différents contextes est un premier pas vers la réponse à ces questions. Un journal capable d'être un instrument et un outil de travail pour tous les camarades qui agissent en tant que **cadres politiques**. Relevant le défi de la politique, de l'hégémonie, du pouvoir. Nous serons tout ! Nous voulons tout !



# Fascisation et mouvements réactionnaires de masse

Les fascismes étaient des phénomènes historiques précis, nés et produits à une certaine époque. Le fascisme était l'émanation d'un certain type de démocratie bourgeoise-libérale, tout comme la "démocratie" qui a émergé après la Seconde Guerre mondiale a également été influencée par 20 ans de fascisme et le rôle hégémonique des États-Unis, bien que ces influences aient été très partiellement atténuées par l'expérience même des mobilisations de masse des travailleurs, des luttes anti-impérialistes et du rôle des pays socialistes (URSS, Chine, Cuba, etc.).

Ainsi, les phénomènes que nous connaissons aujourd'hui tels que le populisme, le souverainisme, les mouvements réactionnaires de masse, la militarisation, l'état d'urgence permanent, etc. ne sont pas décrits par le terme de fascisme, mais plutôt par celui de fascisation, ce qui implique de comprendre les liens entre les éléments de l'ancien fascisme et le présent et, en même temps, d'identifier les nouvelles caractéristiques. D'autre part, dire - comme le font certains mouvements - que "le fascisme est une forme qui une fois advenue ne peut pas être supprimée" ou que le fascisme est la forme moderne de la démocratie bourgeoise est une erreur parce que l'on ne saisit pas les spécificités de la fascisation aujourd'hui.<sup>1</sup>

Les éléments qui sous-tendent les phénomènes de la fascisation peuvent être ramenés à deux caractéristiques principales : la crise et la phase impérialiste.

Nous vivons dans un marché de plus en plus anarchique et une production volcanique. Ce phénomène s'accompagne d'une "prolétarianisation" progressive du travail, d'une augmentation des prolétaires sans réserve, de la misère et de la pénurie "artificielle", créées par la logique même du marché capitaliste. Tout cela se déroule dans un contexte marqué par l'impérialisme, c'est-à-dire une phase historique dans laquelle les processus de monopole et de concentration du capital s'accroissent, se traduisant par une concurrence et une organisation du travail à l'échelle mondiale, où les différentes bourgeoisies monopolistes et leurs États ou blocs respectifs s'affrontent de manière de plus en plus féroce. Cela provoque un appel constant à la guerre (intérieure et extérieure) et une situation de guerre inter-impérialiste "constante", pour l'instant de faible intensité et multipolaire. Cela a des répercussions sur les structures des différentes bourgeoisies monopolistes nationales, prises entre des projets globaux et des intérêts nationaux spécifiques.

<sup>1</sup> Ne pas pouvoir saisir l'importance de la dynamique de l'affrontement des classes dans l'évolution de l'histoire (et donc aussi des formes étatiques), s'enfermer dans une vision déterministe et mécanique (donc anti-dialectique) de cette évolution est toujours le symptôme d'une incapacité qui ne peut se cacher derrière des phrases ampoulées et des "professions de foi" (totalement injustifiées) dans le marxisme.

## État d'urgence permanent

Souvent, il peut être trompeur de décrire une réduction de l'espace d'action démocratique en recourant trop hâtivement au schéma de la "fascisation de l'État", de la "dérive autoritaire" des institutions. Or, il est clair qu'il peut y avoir des États plus ou moins autoritaires et des phases dans lesquelles un État est plus ou moins autoritaire. Le niveau de "démocratisation" et le niveau d'autoritarisme dépendent de l'équilibre social particulier qui régit les relations entre les différentes classes de la société ; et cet équilibre n'est pas une concession définitive de la bourgeoisie éclairée, mais le produit dynamique de la lutte des classes et des rapports de force particuliers.

Les espaces démocratiques, tels que le droit de grève, s'étendent ou se rétrécissent en fonction de la force et du consensus populaire avec lesquels les luttes des travailleurs s'expriment.

La question se pose de savoir si la "dérive autoritaire" et la répression qui la caractérise sont déterminées par un affaiblissement des classes exploitées ou si elles sont la réponse conséquente ou préventive à leur renforcement (réalisé ou supposé). C'est d'ailleurs plus ou moins le cas. Avec cette variété, on peut supposer que la dérive autoritaire se produit plus ou moins toujours, en action ou en réaction, parce qu'on a certains rapports de force ou parce qu'on ne les a pas (et qu'on tente de les conquérir). Aujourd'hui, nous sommes confrontés à des contradictions qui rendent les structures de "pouvoir" de la bourgeoisie monopoliste moins stables, mais en même temps, les classes opprimées sont incapables d'exploiter cette faiblesse. Aujourd'hui, les mécanismes de contre-révolution ne luttent pas contre la révolution, mais à titre préventif.

L'État peut recourir à la force pour réprimer une révolte ou pour l'empêcher de se développer. Il peut aussi ne pas y recourir. C'est la possibilité immanente d'exercer le recours à la violence légitime qui caractérise le fait même d'"être un État", et cette possibilité se résout, par le biais du pouvoir législatif, dans le pouvoir de décider de ce qui est légitime et de ce qui ne l'est pas, c'est-à-dire dans le pouvoir de redéfinir la légitimité en fonction des besoins. Il a donc le pouvoir de décider sous quelle forme se manifeste sa force : cinétique ou potentielle<sup>2</sup>.

Aujourd'hui, un "état d'urgence permanent" s'est stabilisé, faisant de lui la "normalité" ; à cet égard, l'ancien fascisme est réuni avec les phénomènes de fascisation.

Dans les situations d'urgence, qu'il s'agisse de crises, de guerres, de catastrophes, de pandémies, des mesures sont prises, par nécessité, qui impliquent - parfois dans une mesure minimale, parfois dans une mesure plus large - des restrictions de la liberté personnelle: l'armée dans les rues, les lois spéciales, crimes d'opinion (comme le soutien à la Palestine), etc.... Par conséquent, il y aura toujours des personnes qui croient que la situation d'urgence a été créée artificiellement par les gouvernements afin d'affaiblir ou de détruire cette liberté.

<sup>2</sup> L'énergie cinétique est l'énergie dans son déploiement, l'action active et répressive. L'énergie potentielle est l'énergie sous sa forme statique, l'équivalent d'avoir la force mais de ne pas l'exercer

L'explosion du phénomène de la conspiration est liée à cette dynamique. Il s'agit d'un mauvais remède à une véritable maladie.

Une différence fondamentale entre l'État libéral et l'ancien fascisme réside dans l'effondrement de la "loi". Dans le fascisme, c'est l'arbitraire qui régnait (négarion de la "loi"), tandis que dans l'État démocratique-libéral, c'est l'État de droit qui régnait. Ces deux formes constituaient, bien que de manière différente, une dictature de la classe bourgeoise contre les travailleurs. Aujourd'hui, nous assistons à une intégration des deux modèles, où l'"état d'exception" (négarion du droit) est façonné au sein de l'État de droit, puisque la démocratie est toujours le meilleur contenant pour les relations de classe bourgeoises.

Nous vivons donc une phase où "l'exception de l'état d'urgence" ne nie pas le droit (ses règles), mais ne fixe pas ses propres règles et les rend indéterminées et fluctuantes. Que signifie aujourd'hui pour les gouvernements de lutter contre le terrorisme ... contre la criminalité ... contre la précarité ... contre la guerre ... pour la paix ... pour les droits des femmes ... pour la liberté ... etc.

L'état d'urgence "continu" doit être lu concrètement comme une guerre contre les classes subalternes et les masses populaires (attaque contre les garanties ouvrières, incitation à la guerre entre pauvres, etc.), une guerre des bourgeoisies monopolistes et de leurs États respectifs, pour l'hégémonie économique et sociale internationale et territoriale.

L'appel constant à la guerre, l'efficacité de la machine d'État "en clé répressive", la politique comme espace technique, la normalisation et l'"institutionnalisation" des structures intermédiaires (associations, syndicats), les campagnes culturelles visant à criminaliser les classes subalternes (les classes dangereuses) sont les phénomènes de la "fascisation" de la société qui, bien qu'ils partagent des traits communs avec ceux du fascisme, présentent en même temps de profondes nouveautés.

L'ancien fascisme pensait que la politique pouvait dominer l'économie, aujourd'hui c'est l'économie qui domine la politique. Le Parlement, les partis, tout en continuant à coaguler des tendances spécifiques, s'inscrivent de plus en plus dans une dimension de lobby. Le problème n'est pas de gagner le consensus, mais de garder "leurs électeurs", dans un contexte où les élections elles-mêmes sont délégitimées<sup>1</sup>.

La "participation démocratique" n'est pas niée, mais elle est simplement secondaire... les gouvernements techniques, les technocrates sont les exécutants de cette "politique". L'hologramme de Macron en est un exemple.

Dans l'ancien fascisme, on voulait intégrer les masses, dans la fascisation d'aujourd'hui, ce n'est pas le

<sup>1</sup> Aux États-Unis, les républicains et les démocrates s'accusent mutuellement d'être en dehors de la légalité parlementaire. Le gouvernement américain accuse Poutine d'être un "gouvernement illégitime", etc. En France, ce phénomène prend des formes différentes, mais n'en est pas moins présent, il suffit de penser à l'utilisation frénétique du 49.3.

cas. Aujourd'hui comme hier, on veut les utiliser, mais "de loin", à l'intérieur de cages urbaines modernes, désintégrées de la société elle-même.

Le fascisme s'est présenté, au-delà des phrases pompeuses initiales "anti-bourgeoises", comme interclassiste, croyant pouvoir offrir une troisième voie, non-bourgeoise et non-prolétarienne, pensant pouvoir décharger l'exploitation uniquement sur d'autres prolétaires et sur des peuples d'autres nations. Comme dans l'ancien fascisme, nous avons deux éléments dialectiques : la dictature de la bourgeoisie et le mouvement des masses petites-bourgeoises. Cependant, fascisation ne signifie pas "organisation" des masses. Les mêmes organisations de masse de la nouvelle droite et des mouvements populistes réactionnaires se présentent comme des sujets "neutres" et "liquides". Vive le mouvement, à bas les partis... est aujourd'hui un slogan de l'extrême droite et plus généralement des mouvements de masse réactionnaires. La militarisation, l'appel à la guerre pour les gouvernements libéraux d'aujourd'hui et pour les mouvements réactionnaires de masse eux-mêmes ne signifie pas seulement la guerre contre les ennemis, mais contre les "prétendus" envahisseurs intérieurs eux-mêmes et plus généralement contre les classes dangereuses modernes, la masse multiforme des prolétaires sans réserve.

Ce processus commence par la déshumanisation des minorités. En effet, le symptôme le plus évident est la division, la séparation de la population entre "nous et eux". Cependant, mettre sur le même plan les divisions raciales, religieuses et sociales et les divisions de classe est non seulement erroné, mais aussi réactionnaire. La litanie est toujours la même : *nous sommes d'honnêtes travailleurs et avons gagné notre place dans la société grâce à notre dur labeur et à nos propres mérites. Ce sont des paresseux, qui vivent sur le dos des vertueux que nous sommes en exploitant la générosité des aides sociales ou l'aide d'institutions corrompues comme les syndicats. Nous faisons, ils prennent.* Cela découle d'une frustration individuelle et sociale. Cela explique pourquoi l'une des caractéristiques typiques des fascismes historiques a été l'appel aux classes moyennes frustrées, à l'inconfort d'une crise économique. A ceux qui sont privés de toute identité sociale, le populisme, le souverainisme, les nouveaux mouvements réactionnaires de masse disent que leur seul privilège est le plus trivial qui soit, celui d'être né dans le même pays.

Les thèmes fascistes racistes et discriminatoires à l'égard des femmes peuvent exister et coexister, mais en même temps, ils peuvent coexister en toute sécurité avec des attitudes libérales et libertaires dans des mécanismes fascistes. Les drapeaux de la gay pride hissés sur les décombres de Gaza par les forces sionistes, les généraux et la propagande lgbt de l'OTAN : nous savons qu'il s'agit d'une propagande utilisée pour cibler et dépeindre de manière stéréotypée et raciste les masses populaires qui se rebellent, et certainement pas pour soutenir les garanties légitimes de la personne lgbt. Cependant, cela nous oblige à analyser le présent et la fascisation, et non pas comme un simple retour du vieux fascisme : machisme, racisme, nationalisme, militarisme.

S'arrêter aux nostalgiques de Mussolini ou d'Hitler, c'est stéréotyper notre critique et notre capacité

d'intervention, ce qui les rend inefficaces pour lutter dans le présent. Il existe une galaxie d'extrême droite "nostalgique" qui, comme par le passé, joue un rôle "néo-militaire", mais il ne s'agit pas des éléments principaux et hégémoniques des mouvements réactionnaires de masse, qui peuvent prendre des formes populistes ou élitistes, locales ou universalistes, libérales et conservatrices en même temps.

Ceux qui assimilent aujourd'hui Hitler à Staline ou Mao, le fascisme à la dictature du prolétariat, la violence patronale à la terreur rouge, les opérations de police d'État à la résistance armée des masses populaires, le socialisme au chaos, ne sont pas seulement un bastion du vieil et robuste anticommunisme, mais plus généralement un partisan des tendances irrationnelles et réactionnaires liées à l'impérialisme. Ce n'est donc pas seulement la conservation qui est réactionnaire, mais aussi le post-modernisme et tous ses débris<sup>1</sup>. L'opinion publique libérale devrait se rappeler, maintenant qu'elle réclame des gouvernements souverainistes, que c'est sa social-démocratie qui a créé le terrain idéal pour l'infection "néo-fasciste", à cause de son mépris pour les masses incultes et arriérées, de ses coupes dans les salaires et les services, de ses coups de matraque pour les travailleurs, de ses délires constants sur la sécurité et la police, de ses accords avec les criminels de guerre et de ses camps de concentration anti-immigrés. La gauche bourgeoise de salon, favorable aux entreprises et aux réformes sociétales, carriériste et mercenaire jusqu'au bout des ongles, s'est efforcée d'incuber le germe de la peur dans la population pour lui faire ingérer des politiques mortelles, jusqu'à ce que cette peur se retourne contre elle en termes de votes, de consensus, de légitimité. Jusqu'à ce que la population se tourne vers ceux qui ont fait de la peur et de la matraque une croyance et une réponse tout court.

### Les mécontents de la mondialisation

*"Le fascisme est une dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins et les plus impérialistes du capital financier"*, telle était, en résumé, l'évaluation historique de l'ancien fascisme par le mouvement communiste<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Sur le rôle et le poids du post-modernisme, en tant qu'idéologie anticommuniste moderne, nous renvoyons au numéro 5 de notre magazine

<sup>2</sup> *"Le fascisme au pouvoir est la dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins et les plus impérialistes du capital financier. C'est la variante la plus réactionnaire du fascisme à l'allemande, qui s'appelle impudemment socialisme national, sans rien avoir en commun avec le socialisme. Le fascisme hitlérien n'est pas seulement un nationalisme bourgeois : c'est un chauvinisme bestial. C'est un système gouvernemental de banditisme politique, un système de provocation et de torture contre la classe ouvrière et les éléments révolutionnaires de la paysannerie, la petite bourgeoisie et les intellectuels. C'est de la barbarie, de la sauvagerie médiévale. C'est une agression débridée contre d'autres peuples et d'autres pays. Le fascisme allemand se présente comme l'unité d'assaut de la contre-révolution internationale, comme l'instigateur principal de la guerre impérialiste, comme l'initiateur de la croisade contre l'Union des Soviétiques, la grande patrie des travailleurs du monde entier".* Le caractère de classe du fascisme, rapport au septième congrès de l'Internationale communiste, G. Dimitrov, 1935.

Aujourd'hui encore, c'est la bourgeoisie monopoliste qui conserve fermement le pouvoir. Cependant, il serait erroné de considérer les classes sociales comme des blocs homogènes et fixes, car même à l'intérieur des mêmes classes, il y a des luttes<sup>3</sup>. Ainsi, des tendances libérales, souverainistes, conservatrices et néo-populistes coexistent parmi les factions de la bourgeoisie monopoliste. Ces différentes attitudes, cependant, deviennent beaucoup plus floues lorsque l'ennemi est le prolétariat combattant et la résistance anti-impérialiste des masses populaires.

Aujourd'hui, la base sociale des nouveaux mouvements de masse réactionnaires est constituée par ce que l'on appelle les "mécontents de la mondialisation". Par ce terme, nous entendons des groupes importants de la bourgeoisie monopoliste, qui considèrent le développement actuel de la "mondialisation" et sa crise comme un obstacle ou un danger pour leurs intérêts et leur statu quo. Ces groupes sont capables de coaliser autour d'eux une série de forces petites-bourgeoises, également effrayées, affectées et appauvries par ce processus, et des secteurs populaires poussés dans la logique rigoureuse des guerres entre les pauvres (concurrence sur le marché du travail, gigantisme urbain, montée de l'armée de réserve, paupérisation, déclin démographique).

Ces nouveaux mouvements ont non seulement une vocation contestataire, mais aussi des projets politiques, même s'ils sont confus et contradictoires. Jusqu'à récemment, il était de bon ton de parler des 99 % contre les 1 %, c'était l'un des principaux slogans de l'altermondialisme.

La thèse était simple : nous sommes nombreux, "ils", nos ennemis, ne sont que quelques-uns. Le jeu d'acteur était perçu comme une action "liquide" et "mouvante" qui évitait le "pouvoir". On pensait qu'il existait encore une hégémonie culturelle "de gauche" capable de dominer même dans le cadre de relations de classe défavorables. On ne se rendait pas compte que cela avait été possible grâce à un cycle antérieur de luttes et de révolutions qui avaient fait du mouvement communiste et des pays socialistes (au-delà de leurs contradictions) une alternative réelle et concrète aux rapports de classe existants.

Aujourd'hui, nous avons des tendances culturelles néo-conservatrices, libérales, réactionnaires, irrationnelles, technocratiques, populistes et conspiratrices qui investissent et hégémonisent des masses importantes. Dans certains cas, ces masses réactionnaires ont trouvé un ciment politique qui a fait d'elles la véritable nouveauté sur la scène internationale<sup>4</sup>.

La capacité d'organiser, de produire une hégémonie consensuelle des forces défendant un point de vue prolétarien est très faible aujourd'hui si l'on regarde lucidement les rapports de force actuels entre les classes. Il existe des secteurs des masses populaires et des peuples dominés qui développent des actions ou des

<sup>3</sup> Dans le prolétariat se trouve l'aristocratie ouvrière, base historique du réformisme et de l'opportunisme.

<sup>4</sup> Cependant, il serait erroné de ne pas souligner l'extrême variété des formes que prend cette tendance dans les pays respectifs. Cela est dû au rôle inégal joué par l'impérialisme.

résistances. Mais le lien entre les formes populaires de résistance, l'autonomie prolétarienne et la gauche révolutionnaire est très ténu. Les carapaces organisationnelles manquent : des syndicats aux collectifs et associations, de la capacité d'hégémonie culturelle à l'expertise militaire.... Ce qui manque, c'est la capacité de synthèse politique, une stratégie et une tactique qui placent la question du pouvoir au centre.

Faute de cela, les mouvements réactionnaires de masse se renforcent de plus en plus, et toutes les tendances prolétariennes ou celles qui luttent simplement pour un modèle social plus rationnel sont de plus en plus marginalisées.

### **L'antifascisme aujourd'hui**

Les fascistes sont des ennemis, les mouvements réactionnaires sont des ennemis. Cependant, il faut garder à l'esprit que lorsque nous parlons d'"ennemis", ce ne sont pas les masses qui se trouvent dans les organisations et mouvements fascistes. Nos ennemis sont les organisations et mouvements fascistes. Les masses qui y adhèrent ou qui sont fascinées par eux ne sont pas nos adversaires. Ce sont les masses de prolétaires que nous devons conquérir par tous les moyens.

C'est peut-être la leçon la plus précieuse que le vieux mouvement communiste du siècle dernier nous a laissée en ce qui concerne la lutte antifasciste.

Lorsque nous sommes confrontés à des masses profondément influencées par des dynamiques réactionnaires : racisme, nationalisme, particularisme, localisme, sexisme, conspirationnisme, etc. Il est clair que nous ne pouvons pas les considérer en bloc comme des ennemis. Cela nous condamnerait à l'impuissance totale en acceptant le minoritarisme comme inéluctable. Il faut au contraire avoir la force de saisir les contradictions que ces mouvements et ces positions portent en eux pour mettre en évidence et élargir les ruptures et les fractures. Prenons quelques exemples concrets. Au sein d'un syndicat, le problème n'est jamais la pureté idéologique, mais la défense intransigeante des intérêts de notre classe, qui est multinationale, interracial et multigenre. Plus ces intérêts sont orientés vers les travailleurs et les secteurs précaires, plus leur emprise sur la classe ouvrière et leur capacité à développer une autonomie prolétarienne sont grandes.

Aujourd'hui, il est clair que la tendance dans les syndicats est à l'opposé de cette dynamique. Les catégories sont mises au centre, les catégories "riches" souvent liées aux aristocraties du travail "intellectuel" conservent le pouvoir et la préservation des structures. Le précaire et les formes organisées liées à la précarité sont utilisés, dans le meilleur des cas, comme des moments de propagande "sympathiques" et "jeunes" et non comme des formes d'organisation territoriale de nouvelles masses de prolétaires sans réserves économiques. Les mêmes secteurs organisés liés au travail ouvrier sont considérés comme un réservoir numérique, mais pas comme un sujet syndical central dans la diffusion de l'associationnisme et de la solidarité ouvrière.

Il est clair que les tentatives généreuses des syndicats pour contrer les fascistes, à partir de bonnes propositions, sont souvent réduites à une coordination

intersyndicale caractérisée par une vocation morale, éthique et intellectuelle... et non comme une véritable plate-forme où les cadres syndicaux s'interrogent sur la manière de conquérir des portions de travailleurs et de prolétaires et de les arracher aux mouvements réactionnaires de masse. Ce travail se fait non seulement par la défense rigide des garanties ouvrières et prolétariennes, mais aussi par un travail d'hégémonie culturelle. Hégémonie culturelle que le prolétariat exerce lorsqu'il assume son contenu de classe et son projet historique : le socialisme. Comment exercer une action hégémonique quand on nous dit que nous sommes contre le "pouvoir", contre la "centralisation", contre l'"efficacité", contre la "violence", etc.

A défaut, l'action hégémonique culturelle se réduit à une campagne indéfinie d'accusations et d'invitations à l'autoflagellation, à une campagne de moralisation libérale ou à une acceptation conformiste du présent. Le chemin vers le vieux fascisme a été pavé d'appels au "moindre mal" et à la "voie de la moindre résistance".

Dans la société, dans ses différentes structures, écoles, quartiers, associations culturelles, clubs sportifs, etc., l'action antifasciste doit toujours pouvoir se combiner avec le développement de l'autonomie prolétarienne. Prenons par exemple la vie d'un groupe sportif, l'action antifasciste n'est pas de faire du sport "antifasciste", ce qui n'a pas de sens en soi, mais de créer de véritables espaces sportifs où les communistes, la gauche prolétarienne et les antifascistes en général peuvent exercer leur hégémonie sur certains secteurs populaires.

La résistance, l'action des masses populaires, même si elle est contradictoire, doit toujours être valorisée. Nous vivons une époque où la "guerre entre pauvres" traverse les principales métropoles impérialistes, la contrer n'est pas présenter des solutions éthiques au problème des garanties prolétariennes, mais lutter au sein des mille contradictions que présente aujourd'hui l'action de classe.

Les militants communistes sont des révolutionnaires, pas des rebelles romantiques. Il est clair que dans un monde conformiste comme celui dans lequel nous vivons, la rupture de la "norme" est un facteur de vivacité sociale et de santé mentale, mais il ne faut pas la réduire à la "culture underground"...

L'activisme des antifa est salutaire par rapport à la passivité de la gauche prolétarienne et révolutionnaire en France aujourd'hui, surtout si l'on comprend les antifa comme le principal réservoir d'activisme de la jeunesse. L'archipel antifa est aujourd'hui divisé, avec des positions, des actions et des solutions discordantes et parfois antithétiques. Ce n'est pas l'objet de cet article que d'évaluer les différents courants antifa en France aujourd'hui, leur potentiel et leurs limites. En tant que communistes, nous nous sentons plus proches et solidaires des expériences qui saisissent le lien entre l'antifascisme et le prolétariat, entre l'antifascisme et la lutte anti-impérialiste. Mais cela ne suffit pas.

L'ancien fascisme, ainsi que la "fascisation", n'est pas seulement l'utilisation d'une force contre-révolutionnaire et anti-populaire, c'est aussi l'hégémonie des masses, un comportement réactionnaire et la

modification des structures de l'État. Pour combattre tout cela, nous avons besoin d'une synthèse politique, d'un projet politique adapté à cette confrontation.

Si nous ne sommes pas capables d'accomplir cette tâche, nous subirons une double défaite politique, sociale et militaire :

1. Nous accepterons indéfiniment la logique qui voit les libéraux comme des adversaires et les droitiers comme des ennemis. Dans le concret de la politique française, la gauche radicale présente souvent les dirigeants du Rassemblement National comme des ennemis, tandis que les "macronistes" sont des "adversaires" et la gauche bourgeoise même des "amis"... cela se résume à une soumission totale aux politiques réformistes et sociales-démocrates, celles-là mêmes qui ont servi de base de soutien aux mouvements réactionnaires de masse.

2. L'isolement total face à ces mouvements réactionnaires de masse. L'acceptation passive de leur hégémonie. On peut perdre une bataille, mais perdre sans même se battre est un suicide politique.

Lutter aujourd'hui, ce n'est pas "témoigner" de notre existence, c'est lutter, c'est avoir la capacité d'intervenir dans les contradictions, sans avoir peur de se tromper.

## Conclusions

La question centrale pour nous est l'espace qui existe entre le frontisme et l'indépendance dans l'action des communistes face aux mouvements de masse réactionnaires et à la fascisation. Avoir une politique de front signifie avoir la capacité, d'une part, d'intervenir de manière adéquate dans tous les secteurs de la société en créant des fronts communs (politiques, sociaux, économiques, associatifs, culturels, d'autodéfense) qui nous permettent d'organiser et de nous adresser aux couches les plus larges de la classe ouvrière, et d'autre part, de déterminer notre indépendance, notre autonomie, notre capacité organisationnelle spécifique, en tant que communistes, pour défendre non pas tant un "drapeau identitaire" qu'un point de vue prolétarien sur le présent. Les "vides" en politique n'existent pas, s'il n'y a pas de point de vue prolétarien, cela signifie que les avant-gardes prolétariennes sont absentes et que les points de vue des autres classes prennent leur place. Il n'existe pas de formules toujours valables pour trouver le juste équilibre entre ces deux moments, l'indépendance et le front. L'histoire du vieux mouvement communiste est une oscillation continue entre ces deux moments<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> La politique du mouvement communiste au début des années 1930 a assimilé les socialistes aux fascistes. La crise qui a frappé le capitalisme à la fin des années 1920 n'était pas définitive et aucun processus révolutionnaire ne s'est développé. Cette position du mouvement communiste sera plus tard rectifiée par la thèse des fronts populaires antifascistes dans la seconde moitié des années 1930, mais c'est précisément la phase "sectaire" qui a permis aux partis communistes de se consolider et de devenir beaucoup plus solides que les anciens partis socialistes. Cette force et cette capacité opérationnelle des militants communistes seront l'un des principaux facteurs de la capacité des communistes à hégémoniser la lutte antifasciste et à lui permettre de se transformer en guerre nationale, civile et sociale dans certains cas : Yougoslavie, Italie, Grèce, Chine elle-même. Un deuxième élément qui a joué en faveur de l'hégémonie du mouvement communiste sur l'antifascisme est son contact direct avec la classe ouvrière et les masses populaires.

Aujourd'hui, le mouvement communiste conséquent se bat pour un projet politique indépendant (qui dépasse le sentiment de défaite et d'immobilisme post-1989 et le syndrome du moins pire), qui, malgré mille contradictions et difficultés, identifie une stratégie révolutionnaire (politique et militaire) appropriée au contexte dans lequel nous vivons, c'est-à-dire, dans le cas français, un pays marqué par la concentration urbaine et la dimension financière et impérialiste.

En même temps, que signifie développer l'autonomie et l'hégémonie du prolétariat ? Il ne s'agit pas seulement d'un soutien direct aux luttes et aux formes de résistance spontanée des masses populaires, mais des formes d'organisation appropriées. Un tissu organisé qui permette aux secteurs populaires de développer une action non seulement de défense des garanties, mais de lutte politique, sociale, culturelle, au sens le plus large du terme. C'est la politique des différents "fronts", entendus non seulement comme des luttes différentes, mais aussi comme des moments de coordination et d'organisation entre différents militants et activistes en général sur des projets et des programmes spécifiques : de l'action syndicale à l'action anti-répression, de la solidarité internationale aux luttes environnementales et contre les nuisances, des batailles pour les droits des femmes et des minorités de genre aux formes d'organisation et d'action des jeunes, de l'autodéfense à l'école et à la culture populaire. Agir sur ces fronts ne signifie pas abandonner un point de vue global ; au contraire, notre capacité à agir sur ces fronts devient plus efficace précisément parce que nous agissons en tant que cadres politiques communistes.

Pour nous, cela signifie affronter la fascisation et expérimenter un antifascisme adéquat contre les ennemis que nous devons combattre aujourd'hui.

Mouammar K.



# Fascisme, fascistes, le retour vers l'avenir ?

Le fascisme a fait l'objet de nombreuses analyses. La plupart d'entre elles se concentrent sur les aspects idéologiques qui étaient indubitablement pertinents, par exemple sur la signification de la dictature non militaire par opposition à la démocratie parlementaire historiquement déterminée, ou sur la création de mythes ethniques et/ou culturels comme dans le cas du nazisme. Peu de gens, en revanche, se sont demandé comment il s'insérait dans la relation structure/superstructure<sup>1</sup> et où il fondait sa base de masse et son consensus en général.

Des personnalités plus ou moins institutionnalisées en Europe ont chanté ses louanges ces dernières années, ou utilisé le terme fasciste pour "diaboliser" l'adversaire et justifier les pires choix politiques.

Pour réussir à lutter contre ce phénomène, il est nécessaire d'en connaître les mécanismes en profondeur.

Une approche qui égare tout le monde consiste à considérer le fascisme comme le mal absolu. Dans cette perspective, sa clé vicieuse, génocidaire et exterminatrice recouvrirait et effacerait tous les autres aspects qui sont alors ceux qui l'ont construit et maintenu debout. Sa fureur exterminatrice, aussi horrible et inhumaine soit-elle, ne représente qu'un aspect du nazi-fascisme, et même pas le plus important, aussi exécrationnel soit-il. Sinon, nous devrions penser que les populations d'Italie et d'Allemagne, ainsi que, dans une certaine mesure, celles de France, d'Ukraine et de Croatie, n'ont participé à ces régimes que par terreur, et que par terreur, les classes bourgeoises ont participé de manière fructueuse à la direction et à la gestion de ces États.

L'approche correcte consiste à examiner scientifiquement le fascisme comme l'une des formes possibles de gouvernement au sein de la dictature de classe de la bourgeoisie, une forme de gouvernement basée sur des aspects structurels et superstructurels qui la caractérisent dans le cadre plus général de l'affrontement entre la bourgeoisie et le prolétariat.

## Genèse du fascisme

Le fascisme ne peut être compris et conçu en dehors d'une conception matérialiste historique, c'est-à-dire si l'on ne comprend pas l'affrontement politique bourgeoisie-prolétariat comme une expression superstructurelle du conflit structurel déterminé entre les forces productives et les rapports de production

<sup>1</sup> La structure est l'économie, c'est-à-dire les forces productives (hommes, moyens, modes) et, ensemble, les rapports de production, les rapports juridiques de propriété. La superstructure, quant à elle, est l'idéologie, c'est-à-dire le droit, la philosophie, la politique, l'éthique, la religion, l'art, etc. Tous ces domaines de connaissance n'ont pas, à proprement parler, d'histoire en eux-mêmes, mais seulement en relation avec une structure historique correspondante. Pour le reste, il suffit de parler de conditionnement, qui peut aussi être réciproque entre les deux éléments.

caractéristiques de la phase supérieure du capitalisme, c'est-à-dire de l'impérialisme. En d'autres termes, c'est à partir de cet affrontement et des rapports de force qui en résultent que se déterminent les rapports politiques réels, toujours concrets et donc non pas liés à un idéal ("la démocratie représentative comme forme idéale de gouvernement pour la bourgeoisie"), mais à la forme de gouvernement qui permet de dépasser la phase de la conjoncture spécifique. Ainsi, d'autres formes de gouvernement que la démocratie représentative peuvent être déterminées pour la bourgeoisie, pour autant qu'elles soient efficaces dans la phase concrète.

Marx avait théorisé ce mouvement royal et en avait donc une compréhension profonde, c'est pourquoi il s'est opposé à l'insurrection prévue à Paris. Il savait déjà qu'il ne pourrait pas gagner. Pour les mêmes raisons, cependant, une fois que la Commune de Paris a pris son essor, il a fermement soutenu qu'elle devait être menée jusqu'au bout et que quiconque ferait un pas en arrière devait être considéré comme un traître et fusillé sur-le-champ.

En fait, la détermination même à aller jusqu'au bout a montré à la bourgeoisie que la révolution était à portée de main, et ce choix a non seulement déclenché la férocité qui a abouti au massacre des communards, mais a aussi alerté ses intellectuels sur le fait que les idées marxistes ne pouvaient pas être sous-estimées et qu'il fallait compter avec elles.

En effet, depuis Marx, la bourgeoisie s'est posé le problème de trouver une alternative au libéralisme lorsque l'élan de la classe ouvrière est devenu trop puissant pour le combattre frontalement, sans rien concéder à ses revendications. C'est-à-dire envisager un minimum de conception sociale étrangère au libéralisme, qui conçoit au mieux des "œuvres de charité" strictement assumées par des individus privés.

On peut dire qu'une forme de proto-fascisme est née en France entre 1880 et 1890 sous l'impulsion d'intellectuels et d'artistes tels que Drumont, Péguy, Barrès et Maurras qui rejetaient l'individualisme rationaliste de la société libérale. Ces intellectuels ont absorbé puis synthétisé le socialisme et le nationalisme et ont ainsi créé une nouvelle idéologie, "un socialisme sans prolétariat". Cette idéologie est une synthèse du nationalisme et du socialisme antimarxiste, une idéologie "révolutionnaire" fondée sur le rejet simultané du libéralisme, du marxisme et de la démocratie<sup>2</sup>.

Nous ne savons pas si, combien et comment ces idées ont circulé en Europe. Ce qui est certain, en revanche, c'est que le 7 novembre 1917, à 9 h 45, la Russie féodale a été réveillée par le coup de canon du croiseur Aurora, marquant le début de l'attaque du Palais d'Hiver et le début de la révolution socialiste. L'écho du canon de l'Aurora retentit dans tous les pays industrialisés. Des soulèvements socialistes éclatent en Allemagne (révolte spartakiste et République soviétique de Bavière), en Italie (Biennale rouge), en Hongrie (où naît la République soviétique), en Hollande (Semaine rouge), au Royaume-Uni (grève générale) et même aux États-Unis, où la grève

<sup>2</sup> Un autre auteur à inclure dans ce courant est certainement G.Sorel (1847-1922), le père avec Proudhon (1809-1865) du syndicalisme révolutionnaire et autogestionnaire. Ici aussi, les prolétaires n'étaient que des "travailleurs" et non la classe sociale et politique dans son ensemble. On peut donc ici aussi parler de "socialisme sans prolétaires".

générale de Seattle s'étend bientôt au reste du pays, se mêlant à la révolte contre la ségrégation raciale. L'écho de cette révolution a également traversé les continents colonisés, donnant naissance à de nouveaux et modernes mouvements anticoloniaux et de libération nationale.

La bourgeoisie européenne a réagi en finançant la contre-révolution par tous les moyens possibles et en garantissant, avec des fonds illimités, la persistance de la guerre civile en URSS pendant de nombreuses années. Mais cette contre-révolution a finalement échoué, montrant clairement à tous qu'un peuple déterminé à conquérir une société socialiste ne peut être arrêté par des bombes.

## Création du fascisme

Si les intellectuels français avaient vu juste, mais n'ont pas pu ou n'ont pas eu les conditions nécessaires pour réaliser leur vision, le choc de la révolution russe a rapidement déterminé les conditions historiques pour que quelqu'un tente de mettre en œuvre concrètement un "socialisme sans prolétariat".

Évidemment, pour ce faire, il fallait une personne ayant une bonne compréhension du marxisme et du socialisme, et en Italie, il y avait quelqu'un à la hauteur de la tâche : Benito Mussolini<sup>1</sup>.

Mussolini commence sa carrière politique en rejoignant le Parti socialiste italien (PSI). Peu après, il se lance dans une véritable aventure. En effet, pour échapper au service militaire, il se réfugie en Suisse, où il rencontre d'importants acteurs révolutionnaires et se passionne pour les idées marxistes. De retour en Italie en 1904, après avoir été expulsé des cantons pour activisme antimilitariste et anticlérical répété et exaspéré, il échappe à la peine de renonciation au service militaire grâce à une erreur bureaucratique ; il accomplit finalement son service militaire dans le régiment des bersaglieri stationné à Vérone. Pendant une brève période, il trouve également le temps d'enseigner à Tolmezzo et à Oneglia (1908), où il collabore activement, entre autres, à la revue socialiste "La lima".

L'activité politique se poursuit sans relâche. Il est emprisonné pendant douze jours pour avoir soutenu une grève d'ouvriers. Il devient ensuite secrétaire de la Chambre du travail de Trente (1909) et dirige un autre quotidien : "L'avventura del lavoratore". Il se heurte rapidement aux milieux modérés et catholiques et, après six mois d'une activité de propagande frénétique, il est expulsé du journal au milieu des vives protestations des socialistes du Trentin. Cette décision a eu un grand retentissement dans la gauche italienne. Il se fait notamment connaître comme antimonarchiste en inscrivant la phrase "monument à Bressi" sur la pierre tombale d'Umberto Ier de Savoie dans la chapelle expiatoire de Monza<sup>2</sup>.

Par la suite, la direction socialiste de la ville de Forlì lui offre la rédaction de l'hebdomadaire "Lotta di classe" et le nomme secrétaire. A l'issue du congrès socialiste de Milan d'octobre 1910, toujours dominé par les réformistes, Mussolini envisage de secouer la minorité

maximaliste<sup>3</sup>, au risque même de faire éclater le parti, amenant la fédération socialiste de Forlì à quitter le PSI. Mais personne ne le suit dans cette initiative. Lorsque la guerre éclate en Libye, Mussolini apparaît comme l'homme le mieux placé pour incarner l'idéal et le renouveau politique du parti. Protagoniste du congrès de Reggio Emilia et prenant la direction du quotidien "Avanti !" à la fin de l'année 1912, il devient le principal catalyseur de l'insatisfaction de la société italienne, tiraillée par des crises économiques et idéologiques.

Cette description précise de la biographie du jeune Mussolini est nécessaire parce qu'il s'agit d'un aspect ignoré par la plupart, elle permet de préciser que Mussolini n'a rien inventé. Il a seulement eu conscience de la nécessité d'un programme social capable d'impliquer les masses, programme désavoué par le libéralisme.

*"En 1919, à la fin de la guerre, le socialisme était déjà mort en tant que doctrine : il n'existait que comme rancune, il n'avait encore qu'une seule possibilité, surtout en Italie, celle de se venger de ceux qui avaient voulu la guerre et qui devaient l'"expié". Le sous-titre de Il Popolo d'Italia était "quotidiano dei combattenti e dei produttori". Le mot "producteurs" est déjà l'expression d'un état d'esprit. Le fascisme n'a pas été tenu en échec par une doctrine élaborée à l'avance, sur un bureau : il est né d'un besoin d'action et il a été action ; il n'a pas été un parti, mais dans les deux premières années, anti-parti et mouvement. Le nom que j'ai donné à l'organisation en a fixé le caractère.*

*Ou encore, celui qui relit le récit de la réunion fondatrice du parti fasciste italien dans les journaux de l'époque, aujourd'hui abîmés, n'y trouvera pas une doctrine, mais une série d'allusions, d'anticipations, d'indices, qui, libérés de l'inévitable gangue des contingences, devaient ensuite, après quelques années, se transformer en une série de positions doctrinales qui ont fait du fascisme une doctrine politique à part entière, par rapport à toutes les autres, passées et contemporaines.*

*"Si la bourgeoisie, disais-je alors, croit trouver en nous des paratonnerres, elle se trompe elle-même. Nous devons nous mettre au travail... Nous voulons habituer les classes ouvrières à diriger, les convaincre aussi qu'il n'est pas facile de diriger une industrie et un commerce... Nous combattons l'arrière-garde technique et spirituelle... Une fois la succession du régime terminée, nous ne devons pas être imbéciles. Nous devons courir ; si le régime est supplanté, c'est nous qui prendrons sa place. Le droit de succession nous revient parce que nous avons poussé le pays à la guerre et l'avons conduit à la victoire ! La représentation politique actuelle ne nous suffit pas ; nous voulons une représentation directe des intérêts individuels... On pourrait dire contre ce programme que nous retournons aux corporations. Peu importe ! Je voudrais donc que l'assemblée accepte les revendications du syndicalisme national au point de vue économique...". N'est-il pas étrange que dès le premier jour, place Saint-Sépulcre, retentisse le mot "corporation", censé désigner, au cours de la Révolution, l'une des créations législatives et sociales à la base du régime ?". MUSSOLINI . Points programmatiques exposés par Mussolini lors du Congrès des 7-11 novembre 1921 à Rome, à l'occasion de la fondation du Parti national fasciste.*

<sup>1</sup> Mussolini, Ruggero Zangrandi, 1970

<sup>2</sup> Gaetano Bresci, l'anarchiste qui a tué le roi d'Italie Umberto I en 1900

<sup>3</sup> Maximalisme : programme maximal. Il s'agit d'un courant politique caractérisé par un radicalisme verbal débridé et un réformisme de fond.

Cette citation des "Points programmatiques" énoncés par Mussolini lors du congrès de fondation du PNF est éclairante. Outre qu'elle documente le fait que le nouveau parti n'est pas né d'une théorie générale préconstituée mais d'une construction en cours, elle montre comment le projet de Mussolini cherchait à lier le gouvernement du capital à des parties du programme socialiste afin de rallier le consensus d'une grande partie de la population autour du projet. Cela clarifie concrètement la nature de la transition à affronter : la nécessité de garantir au capitalisme solidité et développement mais, en même temps, la nécessité de donner au prolétariat une base concrète d'adhésion au projet, capable de le sortir partiellement de l'état de dégradation auquel la bourgeoisie de l'époque l'avait réduit.

La principale différence avec le pacte social conçu par la social-démocratie réside dans le fait que, dès le départ, la solution à la crise est la guerre. Ainsi, d'un point de vue structurel, le fascisme se pose d'emblée comme une conception d'un capitalisme de guerre qui consacre une partie des surprofits qui peuvent en résulter à l'amélioration partielle des conditions du prolétariat industriel et des classes intermédiaires ; le prolétariat rural reçoit beaucoup moins d'attention, ce qui démontre que le fascisme n'a pas voulu se détacher des choix de la bourgeoisie savoyarde<sup>1</sup>. La question n'est pas anodine mais concerne les choix de la bourgeoisie savoyarde au moment du développement de la construction de son Etat avec l'unification de l'Italie. Elle avait deux choix devant elle : construire un Etat qui garantirait un développement "harmonieux" du capital, ce qui signifiait donner à la petite bourgeoisie la possibilité d'un élargissement large avec une réforme agraire au détriment des grands latifundia, ou chercher un compromis avec ces derniers au détriment d'un développement capitaliste rapide<sup>2</sup>. La nécessité d'une large base petite-bourgeoise, comme Marx l'explique clairement dans *Le Capital*, est un facteur du grand et rapide développement du capital car pour lui, la petite-bourgeoisie représente le véritable "consommateur" (un mot qui ne signifie rien pour Marx) puisqu'elle est un acheteur en dehors du circuit du grand capital. Ce n'est pas pour rien que Marx, dans une note du premier livre du *Capital*, fait la prophétie facile qu'en raison du grand nombre de petits producteurs, le capitalisme sera destiné à se développer aux États-Unis à pas de géant ! L'histoire a montré comment la bourgeoisie savoyarde a choisi la seconde voie, très féline<sup>3</sup>, en ordonnant à Garibaldi<sup>4</sup> de réprimer les révoltes paysannes et en choisissant de construire la "question méridionale"<sup>5</sup> qu'elle porte encore aujourd'hui. Mussolini,

<sup>1</sup> La bourgeoisie piémontaise liée à la famille royale italienne

<sup>2</sup> Marx et Engels ont consacré beaucoup de matériel à la question italienne et à son processus d'unification.

<sup>3</sup> Expression italienne dérivée du roman *Il gattopardo* de Tommaso di Lampedusa. Ce livre raconte l'extrême malléabilité de la bourgeoisie méridionale qui, face à l'unification de l'Italie, a "tout changé" pour "ne rien changer", du royaume méridional des Bourbons au royaume italien unifié sous la domination de la famille royale de Savoie de Turin dans la seconde moitié du XIXe siècle.

<sup>4</sup> Giuseppe Garibaldi (1807-1882), général "pré-socialiste", figure emblématique du processus d'unification de l'Italie. Sa figure est également bien connue en Amérique du Sud, ayant contribué à la lutte pour l'indépendance de l'Uruguay et aux luttes régionales de Brésil.

<sup>5</sup> Sous-développement des régions du sud de l'Italie par rapport à celles du nord.

même dans sa volonté de moderniser le capitalisme, pour ne pas perdre les financiers, décide de ne pas interrompre la stratégie savoyarde et pour développer la petite production, il se tourne vers des lieux défavorisés comme les marais Pontins (région du Latium).

Cette forme d'"État-providence", mais non socialiste, se heurtait fortement aux conceptions libérales, dominantes à l'époque, qui envisageaient un "État léger" dépensant son argent exclusivement ou presque pour des organes répressifs (armée et police) et des représentations diplomatiques.

Cet exposé ouvre le discours sur la partie superstructurelle du projet. Une forme de capitalisme de guerre ne peut certainement pas céder à des versions trop lentes, lourdes et incertaines de la démocratie représentative, elle exige un État fort.

*"La Nation n'est pas la simple somme d'individus vivants ni l'instrument des partis pour leurs fins, mais un organisme comprenant la série indéfinie des générations dont les individus sont des éléments transitoires ; elle est la synthèse suprême de toutes les valeurs matérielles et immatérielles de la lignée... Le Parti National Fasciste affirme qu'au moment historique actuel la forme dominante d'organisation sociale dans le monde est la Société Nationale et que la loi essentielle de la vie dans le monde n'est pas l'unification des diverses Sociétés en une immense Société : "l'Humanité", comme le croit la doctrine internationaliste, mais la concurrence fructueuse et, espérons-le, pacifique, entre les diverses Sociétés nationales".*

*"L'Etat doit être réduit à ses fonctions politiques et juridiques essentielles. L'Etat doit investir les associations de capacités et de responsabilités en donnant également aux corporations professionnelles et économiques des droits électoraux au sein de l'organe des Conseils techniques nationaux. Par conséquent, les pouvoirs et les fonctions actuellement attribués au Parlement doivent être limités. Le Parlement est responsable des problèmes concernant l'individu en tant que citoyen de l'Etat et l'Etat en tant qu'organe de réalisation et de protection des intérêts nationaux supérieurs ; les Conseils techniques nationaux sont responsables des problèmes qui se réfèrent aux différentes formes d'activité des individus en tant que producteurs" (Points programmatiques exposés par Mussolini au Congrès des 7-11 novembre 1921 à Rome, à l'occasion de la fondation du Parti national fasciste).*

Inspirée par l'histoire de la Rome antique, cette ligne avait pour objectif essentiel de donner aux classes une direction unique et incontestable, un "Duce" (dictateur) qui trouverait son assentiment dans des masses de foules applaudissantes. Or, il fallait faire digérer aux fractions dominantes et subalternes de la bourgeoisie un lourd coût social, et cela ne pouvait se faire dans les règles de l'art sous peine d'effondrement de tout le projet.

*"Le Parti national fasciste se propose d'agiter les postulats suivants en faveur des classes ouvrière et cléricale :*

1. *La promulgation d'une loi d'État consacrant la journée moyenne (légale) de huit heures pour tous les salariés, ainsi que les exceptions justifiées par les besoins de l'agriculture ou de l'industrie.*
2. *Une législation sociale adaptée aux besoins actuels, notamment en ce qui concerne les accidents, l'invalidité et la vieillesse, qu'il s'agisse de l'agriculture, de l'industrie ou de l'administration, pour autant qu'elle n'entrave pas la production.*
3. *Représentation des travailleurs dans le fonctionnement de chaque industrie, limitée au personnel.*
4. *Confier la gestion des industries ou des services publics à des organisations de travailleurs moralement dignes et techniquement préparées.*
5. *L'extension des petites exploitations dans les zones et pour les cultures qui le permettent de manière productive".*

Points du programme exposés par Mussolini lors du congrès du 7 au 11 novembre 1921 à Rome, à l'occasion de la fondation du Parti national fasciste.

Les thèses sur les entreprises ne font que répéter la manière technico-politique dont la partie la plus importante du contrôle social est développée. En résumé, on peut dire que le fascisme, d'un point de vue structurel, s'articule autour des bénéfices supplémentaires découlant d'une économie de guerre et de la guerre, tandis qu'à un niveau superstructurel, il nécessite un État autoritaire et sélectivement social, ainsi que le contrôle de l'information.

### **L'évolution fasciste-nazie et l'introduction du génocide des voisins**

Si nous examinons les quelques documents théoriques disponibles sur le nazisme, nous ne trouvons aucune différence et/ou critique du fascisme dans sa conception structurelle ou superstructurelle, mais une acceptation tacite et totale de celui-ci. Même dans *Mein Kampf*, il n'y a pas d'élaboration théorique articulée : *"Un mouvement qui veut honnêtement ramener le travailleur allemand à son propre peuple et le sauver de la folie de l'internationalisme doit s'opposer fermement à l'attitude qui règne parmi les grands employeurs, qui interprète la nationalité commune dans le sens d'une soumission économique impuissante de l'employé à l'employeur. Le travailleur va à l'encontre de la nationalité commune lorsque, sans se soucier du bien commun et de la préservation de l'économie de la nation, il pose des exigences exorbitantes en s'appuyant sur ses propres forces, tout comme l'employeur se comporte gravement lorsqu'il abuse de la force de travail de la nation par des méthodes d'exploitation inhumaines et réalise des profits exorbitants sur la sueur de millions d'individus. Le vaisseau dans lequel le jeune mouvement doit puiser ses adhérents sera donc en premier lieu le corps des travailleurs. Sa tâche consistera à les arracher à la folie de l'internationalisme, à les libérer de leur pauvreté*

*sociale, à les sortir de leur dépression culturelle et à les convertir en un facteur de la communauté, qui sera solide, précieux et plein de sentiments et d'aspirations nationales. Notre but n'est pas de produire une subversion dans le camp nationaliste, mais de conquérir le camp anti-national et de le rallier à notre cause".*

C'est l'un des passages les plus pertinents du point de vue théorique dans les écrits d'Hitler. Pour le reste, il est question de tactique et d'"encenser" la partie "saine" du marxisme, signe évident qu'un objectif fondamental est d'impliquer les travailleurs d'orientation communiste dans le projet.

En fait, le nazisme ajoute un aspect important au fascisme, un aspect qui l'impliquera jusqu'à la fin : la conception génocidaire. Il ne s'agit pas seulement de faire la guerre, mais aussi de rayer de la surface de la terre tous ceux qui dérangent. Le génocide n'est pas très éloigné des conceptions des dirigeants occidentaux du début du XXe siècle : il suffit de penser aux massacres perpétrés par les corps expéditionnaires coloniaux en Afrique et en Asie ou à la politique américaine à l'égard des indigènes. Il s'agit pourtant de peuples (pour eux de "races") très éloignés dans l'espace et dans le temps (sur la côte est des États-Unis, les Indiens avaient disparu...). Pour les idéologues fascistes, l'ennemi est toujours politique, des communistes aux ploutodémocraties. Le nazisme a introduit le nouveau concept de "génocide" du voisin, c'est-à-dire qu'il a théorisé la guerre civile permanente et identifié le premier ennemi comme étant "le Juif". Ce type de génocide, bien que pratiqué dès l'origine, ne sera jamais théorisé publiquement : cela aurait porté atteinte à la "cohésion nationale". Il ne sera public que dans les zones de guerre où la victoire militaire se traduira par la suppression généralisée de l'ennemi.

En résumé, on peut dire qu'Hitler a terrorisé les Européens parce qu'il a fait en Europe ce que les Européens avaient fait pendant des siècles dans le reste du monde.

Ces réflexions autorisent à parler de "fascisme-nazisme" (version correcte car le second dérive du premier et non l'inverse) comme projet généralisé d'une forme de gouvernement basée sur une économie de guerre et un État-providence autoritaire. Au sein de ce dernier, le racisme représente un ciment idéologique, mais lorsqu'il passe de "modéré" à absolu, ce n'est pas une force car il conduit à une dégénérescence non politique qui a accéléré sa chute.

Quoi qu'il en soit, le fascisme-nazisme est un régime, une forme de gouvernement d'État au sein de la forme de dictature de classe de la bourgeoisie, construit pour durer en tant que forme se reproduisant automatiquement. Cela en fait une forme de gouvernement distincte des dictatures militaires (par exemple Pinochet au Chili, Videla en Argentine) : ces dernières ont besoin de l'aide du "parrain" américain et des chars d'assaut dans les rues pour se maintenir.

Le contrôle de l'information doit faire l'objet d'un discours distinct. Pour le fascisme mussolinien, il s'agit du contrôle de tous les organes disponibles à l'époque, à savoir la presse, la radio et le cinéma. La première est contrôlée

grâce à la "veline"<sup>1</sup> de la Questura, la seconde par la nationalisation et la gestion directe, la troisième par le financement de l'État qui garantit le choix des acteurs et des réalisateurs. En somme, un système assez obtus qui pouvait facilement déplaire aux gens, quelle que soit leur classe sociale. Avec le nazisme, en plus d'opérer sur les mêmes plans, on entrevoit la "prospectivité", c'est-à-dire comment intervenir sur l'information incontrôlable (ce qui constitue alors le problème actuel de tous les gouvernements bourgeois, quel que soit leur degré d'autoritarisme) et c'est là que se situe l'apport de Goebbels avec sa théorie sur la création de l'information nécessaire pour gouverner la situation. Il est évident que le contrôle de l'information est un support précieux pour assurer l'autoreproduction du système.

À l'époque des deux fascistes, nous avons deux autres régimes autoritaires en Europe : l'Espagne de Franco et le Portugal de Salazar. Ces deux expériences historiques ont en commun un anticommunisme viscéral, aggravé, dans le cas de l'Espagne, par une pratique très autoritaire.

En ce qui concerne le fascisme, la situation est différente. Franco était un fasciste convaincu et même les fascio-nazis en étaient persuadés et lui ont apporté une aide décisive pour gagner la guerre civile. On peut également dire qu'il était un fasciste opportuniste de droite, pas trop convaincu que la recette économique fascio-nazie était la meilleure. De plus, sa victoire sur les républicains, malgré le bain de sang qu'il a fait subir aux vaincus, n'a jamais été définitive et la résistance contre son régime s'est poursuivie jusqu'à sa mort. Dès lors, brandir le drapeau de la reconstruction et du danger intérieur s'est avéré être une bonne excuse pour ne pas entrer en guerre et maintenir un possible canal ouvert avec l'impérialisme occidental.

Salazar est un personnage plus controversé malgré son admiration explicite pour le fascisme et le nazisme. Salazar peut être défini comme un libéral de droite fortement autoritaire. Son action en tant que ministre des finances doté des pleins pouvoirs en 1928 ne peut être décrite que comme un libéralisme conservateur. Et c'est ce même libéralisme qui a guidé les années suivantes de son gouvernement. Les conditions de la classe prolétarienne n'y sont adoucies que par les profits supplémentaires garantis par les colonies. En politique étrangère, en bon libéral, il a toujours choisi l'opportunisme maximal en félicitant les fascistes et en faisant des affaires avec eux, en collaborant avec Franco pour maintenir la neutralité et en permettant aux Américains d'établir des bases aux Açores pour contrôler l'Atlantique.

Il ne s'agit pas ici d'examiner tous les aspects qui ont conduit à la chute du fascisme.

En évoquant brièvement les principaux aspects : le racisme est l'un des facteurs de cette déchéance. Lorsqu'il est poussé à l'excès, la "race supérieure" prend conscience qu'elle est invisible aux yeux de tous et que, même si l'on peut réussir contre beaucoup, il est impossible de le faire contre tous. Pour donner un exemple flagrant, les Slaves étaient classés parmi les races inférieures mais, pour faire de la place en Ukraine,

ils ont promu au moins "une partie" des Ukrainiens en race supérieure pour pouvoir les enrôler dans la SS Galizien

Un autre aspect est l'incroyable force d'âme et la cohésion politique du peuple soviétique. Il a pu infliger à "l'invincible armée du Troisième Reich" une lourde défaite au grand dam de Churchill, véritable âme noire de la bourgeoisie, qui rêvait d'une URSS détruite par le fascisme. Un troisième aspect généré par cette grande victoire est l'invasion de la Normandie décidée par l'impérialisme après les invitations répétées de l'URSS. Les Soviétiques réclamaient l'invasion depuis 1942, car ce sont leurs forces qui ont supporté le poids de la guerre contre le nazisme. De leur côté, les Alliés ont retardé l'intervention précisément pour saigner à blanc l'armée soviétique. Un dernier aspect est la capacité des masses à lutter par les armes contre le fascisme (Russie, Yougoslavie, Italie, Grèce, Albanie, France, etc.) Cette lutte a pris un triple contenu dans de nombreux cas : guerre civile, guerre nationale, guerre de classe.

### Les post-fascistes

À la fin de la guerre, le fascisme-nazisme a été anéanti dans ses structures... dans ses structures, mais pas dans ses hommes : il y a eu beaucoup de fascistes. Les plus notoires s'étaient enfuis à l'étranger (notamment en Amérique du Sud), les plus malins et les plus opportunistes s'étaient recyclés dans l'appareil public, notamment dans les services de sécurité, les plus avancés avaient rejoint les associations secrètes impérialistes (Stay Behind), les plus fidèles à la cause s'étaient divisés entre putschistes et assassins, et enfin les ouvriers de bas étage et les nouveaux adeptes avaient créé les rangs des rabatteurs. Une petite partie s'est convertie au fascisme "démocratique" des diverses formations parlementaires d'extrême droite en Europe (l'actuel parti politique Fratelli d'Italia, de l'actuel Premier ministre Meloni en Italie, est issu de ces expériences).

Ensuite, il y a le phénomène du "troisième positionnisme" pratiqué par les "rouges-bruns" qui s'est surtout développé à partir des années 1970 en redécouvrant les théories d'Evola et d'Eliade qui, avec Douguine, sont devenues la Quatrième théorie politique. Ils ont participé à des tentatives de coup d'État en Italie, ou aux escadrons militaires de l'OAS dans la lutte contre la libération de l'Algérie. Il y a aussi le travail des "tueurs à gages" des anciens fascistes, qui sont les plus impliqués dans les différents services secrets européens, responsables de nombreuses sales besognes (de l'élimination des communistes aux massacres terroristes contre la population et les manifestations syndicales).

La troisième position, dite de "rouge-bruns", doit faire l'objet d'un discours distinct. Dès le départ, il faut dire que le fascisme, tel qu'il a été décrit, est né d'une troisième position, bien exprimée par la synthèse "socialisme sans le prolétariat". Cet aspect fait partie de sa conception générale. Lorsqu'il agit au niveau général d'une forme de gouvernement (le fascisme réalisé), il a

<sup>1</sup> "Suggestions" imposées par la police sur les informations à publier dans les journaux

une valeur concrète, au niveau particulier, il a presque toujours la valeur d'infiltrer les mouvements communistes afin d'en détourner au moins une partie, comme les "nazimaoïstes" dans les années 1970 ou les formations gouvernementales anarchistes de Zelensky dans la guerre actuelle en Ukraine ou les "national-communistes" qui ont surgi après la fin du mur en Russie.

### Possibilité d'un nouveau développement fasciste-nazi

À ce stade, après avoir pris conscience du danger réel que représente le fascisme, nous devons nous demander si le développement de forces qui rappellent le fascisme ou le nazisme constitue la formation d'un nouveau fascisme.

Afin d'observer ce problème avec précision, il est nécessaire de se poser quelques questions :

1. Le fascisme peut-il exister sans programme social ?
2. Le fascisme peut-il exister sans un État fort et un dictateur (au sens large, un triumvirat, un groupe, etc.) ?
3. Le fascisme peut-il exister sans une économie de guerre et pour la guerre ?
4. Peut-il y avoir du fascisme sans racisme ?
5. Peut-il y avoir un fascisme sans génocide ?
6. Le fascisme peut-il exister sans contrôle de l'information ?

Nous pouvons répondre aux deux premières questions par un NON catégorique, car il s'agit d'options structurelles du fascisme, qui ne peut résister et ne peut appliquer un État fort s'il n'a pas l'appui d'une partie de la population.

La réponse à la troisième question est plus complexe. Les aspirations fascistes se manifestent davantage en période de crise économique grave et, pour le capitalisme, le réarmement est toujours une solution, au moins pour tenter d'intervenir contre la crise. Cependant, il faut tenir compte du fait que dans la géopolitique actuelle, seules les guerres locales ou par procuration sont autorisées. Nous pouvons dire qu'un compromis adéquat pourrait être trouvé à ce niveau afin de maintenir des profits élevés pour le capital.

La quatrième question peut recevoir une réponse négative, à condition qu'elle soit modérée. L'histoire a montré que le racisme extrême est une forme d'autodestruction. Il faut considérer qu'un racisme "modéré" est bien présent dans le libéralisme de droite. Prenons l'exemple de l'homme d'État Churchill, toujours présenté comme un "démocrate de fer", qui fut l'un des premiers acheteurs du nouveau fusil Mauser "Marine", l'un des premiers pistolets semi-automatiques, parce que dans les guerres coloniales auxquelles il participa en tant qu'officier, il lui permettait de tuer rapidement beaucoup plus d'indigènes.....

On peut répondre par l'affirmative à la cinquième question si l'on entend par là l'anéantissement de communautés ou de populations entières. En revanche, il

est évident que l'anéantissement sélectif des opposants est considéré comme physiologique pour l'existence du régime, même s'il ne doit pas nécessairement être rendu public.

La sixième et dernière question peut recevoir une réponse négative, même si, dans la réalité actuelle de la diffusion d'informations complexes, une étude approfondie des théories goebbelsiennes serait nécessaire.

Voyons donc si des régimes néo-fascistes se sont développés dans l'après-guerre au-delà de l'Espagne franquiste et du Portugal salazariste.

En dehors de diverses dictatures militaires, comme celles déjà mentionnées, et presque toutes nées et élevées sous l'égide de l'impérialisme américain, la seule forme de gouvernement qui correspondait aux données fondatrices du fascisme était le populisme de Perón. Dans ce cas, la seule différence est qu'au lieu d'avoir un dictateur, il y en avait deux : Perón représentant la gestion du développement capitaliste et Evita représentant le programme social. La preuve en est que lorsque le développement du programme social a échoué avec la mort d'Evita, le régime a été de courte durée. En d'autres termes, les coups d'État de 1955 ont été favorisés par la perte de popularité due à l'échec du programme social.

Il y a un autre exemple à évaluer, et c'est le régime qui a été établi en Ukraine après les événements de la place Maïdan. Il ne fait aucun doute que les événements qui ont conduit à sa construction sont imprégnés de fascistes, et le régime lui-même suit le fascisme, des paramilitaires du Pravi Sektor aux soldats du bataillon Azov. Toutefois, il s'agit essentiellement de fascistes sans régime fasciste, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas de programme capable d'influencer les choix du régime, qui est plutôt basé sur un libéralisme rigide de droite qui convient aux dirigeants de l'UE et des États-Unis. Il n'a pas de programme social, si ce n'est qu'il envoie ses citoyens travailler en Europe car ils n'ont pas besoin de visas d'entrée. Ce régime a conduit l'Ukraine à un appauvrissement profond, avec le niveau de vie le plus bas d'Europe depuis qu'il existe.

Il est important de pouvoir faire la distinction entre le libéralisme de droite<sup>1</sup>, toujours dominant aujourd'hui, et le véritable fascisme. Beaucoup sont convaincus qu'il suffit d'être raciste et violent pour être fasciste. Ce n'est pas le cas, mais un véritable fascisme les enrôlerait tous, sauf à éliminer les "auteurs de troubles" avec quelques longs couteaux à la nuit.....

F.Marini



<sup>1</sup> Les lignes politiques actuelles qui caractérisent le parti de Macron.

# Zombies du monde entier, Unissez-vous !

## les zombies arrêteront-ils la vague hégémonique de droite?

Lorsqu'on désigne un pouvoir, un mouvement fasciste, il ne faut jamais s'arrêter aux aspects immédiats : violence, racisme, criminalisation de la pauvreté, etc. Dégager une définition claire, simple et précise semble être bien difficile ; historiens, intellectuels de tous bords s'accordent sur ce fait.

Antonio Gramsci a analysé la montée du fascisme en Italie et ne s'est pas contenté de dénoncer les violences et les prévarications perpétrées par les fascistes, mais l'a considérée comme la dégénérescence ultime de la petite et moyenne bourgeoisie contre le prolétariat organisé.

Et ce afin de prendre le pouvoir et d'agir pour défendre les intérêts de la classe dominante - en particulier la propriété industrielle au Nord et la grande propriété agraire au Sud - contre le bloc révolutionnaire de la classe prolétarienne.

Ainsi, la violence fasciste, d'abord tolérée puis approuvée par le gouvernement libéral, n'était rien d'autre qu'une réaction d'abord désorganisée puis progressivement organisée contre la conscience de classe de plus en plus évidente du prolétariat le plus avancé. En d'autres termes, le pouvoir en place avait peur de la lutte des classes déclenchée par les masses populaires.

Le fascisme historique n'a pas été et ne sera jamais un mouvement idéologisé, parce qu'il manquait de fondements, étant né d'une réaction du capital contre les masses populaires organisées<sup>1</sup>.

La petite bourgeoisie elle-même n'aurait jamais agi comme une "classe hégémonique", mais plutôt de manière servile par rapport au pouvoir patronal, puisque les idéologies ou pseudo-idéologies qui l'animaient étaient incapables d'exprimer un point d'indépendance.

Cela n'enlève rien au fait que l'action du mouvement fasciste a pénétré le ventre mou du parlementarisme, ainsi que les structures de l'État : le pouvoir judiciaire, la police, les administrations centrales et périphériques, par lesquelles il a consolidé son pouvoir<sup>2</sup>.

Le fascisme, puis le nazisme, ont "encouragé" la participation et l'action. Il a créé, sur le modèle du mouvement ouvrier et socialiste, des organisations de masse pour structurer et diriger des blocs sociaux précis.

Cependant, les contradictions d'un tel modèle se sont brisées sur les mécanismes de l'impérialisme et de la lutte des classes.

Le capital, à travers ses propres structures et superstructures, s'est rapidement rendu compte que l'expérience historique du fascisme était dépassée et ne produisait pas les résultats escomptés, d'autant plus que le véritable vainqueur de la Seconde Guerre mondiale était l'URSS.

La guerre froide ne s'est pas seulement jouée dans la confrontation et la tactique entre les États-Unis et l'URSS. Elle s'est aussi développée à travers le contrôle planifié des pays européens qui ont adhéré au Pacte atlantique et au Plan

Marshall (y compris la Turquie, en vue de l'expansion au Moyen-Orient).

La philosophie américaine, avec les concepts de "libre entreprise", de "concurrence", d'"État allégé"<sup>3</sup>, de "maximisation du profit",... a soutenu ce processus. Autrement dit sur les principes fondamentaux du libéralisme économique - s'est développée cette idéologie en Europe, qui jusqu'alors ne connaissait que relativement bien de tels concepts.

Il va sans dire que des années de courte prospérité économique, (les crises sont inhérentes au mode de production capitaliste), suivront en Europe sous l'impulsion du "libéralisme", grâce au financement et à la reconstruction. Elles favoriseront la diffusion de la "philosophie de la consommation".

L'émergence de groupes néo-fascistes (tels que les groupes para-militaires) était en grande partie une réaction de peur du capital contre les masses populaires qui adhéraient à l'idéologie socialiste et savaient la diffusion de la pensée libérale ainsi que l'enracinement du consumérisme qui en découlait.

En fait, l'explosion de la force libérale dominante, combinée à la faiblesse politique de l'URSS, minée par l'usure de la guerre froide et les gestions politiques douteuses, en commençant par Khrouchtchev, en passant par Brejnev et en finissant par Gorbatchev, a conduit à la défaite de l'URSS.

Il est clair, en effet, que l'idéologie marxiste avait mis en évidence les distorsions du capitalisme et, dans l'affrontement avec ce dernier, avait produit des effets sur le progrès de l'Humanité : recherche scientifique, lois protégeant les garanties des travailleurs, l'antiracisme, les luttes anticoloniales... etc, jusqu'à des tentatives de socialisme réel.

Aujourd'hui, les effets produits par la domination capitaliste mondiale sont visibles, qui en moins de 40 ans environ (si l'on prend la date de l'effondrement du mur de Berlin) a remis en cause (voire supprimé) toutes les conquêtes sociales obtenues par les communistes dans leurs affrontements avec le bloc de pouvoir capitaliste. Il suffit de penser à la déconstruction des services publics, à la réapparition de la haine raciale, de la violence de genre, de l'exploitation du travail - pour ne citer que quelques exemples - pour comprendre comment l'absence d'action prolétarienne conséquente conduit à la remise en cause des principes les plus élémentaires de la vie sociale.

Si l'ancien régime fasciste n'existait plus, la tendance à la fascisation prenait forme. Nous pourrions dire qu'un élément fondamental de la fascisation est son côté "hédoniste" et "consumériste". Dans la matrice capitaliste, cela désintègre toute forme de critique, pour passer à un niveau du processus dialectique collectif à celui de l'hédonisme individuel.

L'individu a été isolé de sa communauté de référence par le marché. Il a avalé toute forme d'alternative culturelle à l'hégémonie dominante. Celui-ci a transformé ces formes en produit commercial (le cas des cultures populaires est emblématique<sup>4</sup>), persuadé les masses que les classes ont disparu, parlant d'interclassisme, pris les éléments essentiels de la philosophie existentialiste, humaniste et nietzschéenne. Il a produit un système coordonné de règles dictées par des superstructures telles que les industries cinématographiques, télévisuelles, musicales et littéraires, la

<sup>3</sup> Mais toujours militarisés

<sup>4</sup> Aujourd'hui, il existe un intérêt bourgeois pour la récupération des expériences populaires des "opprimés", opération culturelle visant à nier les bases de classe et les ruptures qui ont été établies localement et internationalement.

<sup>1</sup> Leçons sur le fascisme, P.Togliatti 1933

<sup>2</sup> Hitler l'irrésistible ascension?, Hurt Gossweile, 1988

publicité, la mode, les médias-virtuels, etc. afin de générer puis de satisfaire de nouvelles formes de critique, de nouveaux besoins, entièrement individuels.

Ces besoins comprennent non seulement la possession de biens au sens "positif", tels que les symboles de statut ou les produits de consommation et de haute technologie, mais aussi les biens "négatifs", c'est-à-dire les produits et services liés à la sécurité pour se défendre contre les peurs induites, qui sont intimement liées à la dictature du consumérisme (peur de l'autre, de la criminalité commune, de la spoliation des biens, etc.)<sup>1</sup>.

Dans la dictature consumériste, l'individu est isolé et vit (souvent) inconsciemment le drame de la déconstruction systématique des institutions éducatives et sociales (également fonctionnelles au consumérisme hédoniste) et peut difficilement agir efficacement contre les ravages du modèle économique actuel. C'est pourquoi toute tentative de collectivisation des actions pour contrer les effets de l'exploitation capitaliste s'auto-implose, disparaît en peu de temps, reste reléguée au niveau local ou se limite à une simple critique thématique. Il s'agit au fond d'une somme d'individus dépourvus de processus dialectique et de vision d'ensemble, alors qu'il faudrait construire un "front" unique et large, capable d'orienter les masses.

Le livre anticommuniste "1984" de G. Orwell, écrit pour critiquer l'avancée du pouvoir rouge, de la dictature des classes laborieuses, dans un destin moqueur de l'histoire, va à l'encontre des aspirations de son auteur lui-même, car il parle davantage du capitalisme actuel.

Pour autant, il ne faut pas croire que nous sommes face à un processus inéluctable. Ces mécanismes peuvent fonctionner à travers des processus de consensus et d'intégration. C'est précisément dans ces mécanismes que se trouvent les plus grands problèmes du processus fasciste : d'une part, il doit promouvoir des mécanismes homologants et conformistes, mais d'autre part, il développe la désintégration. Les structures intermédiaires (syndicats, partis, volés par les fascistes au mouvement ouvrier) ne peuvent être utilisées dans ce mécanisme.

Le fascisme était un "socialisme sans prolétaires", mais il conservait, même de façon opportuniste, une dimension "socialiste" ; maintenant est sans prolétaires et sans socialisme.

Les appels au nationalisme, à l'amour de la patrie, même s'ils ont une retombée effective (le racisme) ne sont plus des catalyseurs de l'énergie sociale dans la métropole impérialiste<sup>2</sup>. Les mouvements réactionnaires de masse sont paradoxalement parfois combattus par les classes dirigeantes elles-mêmes lorsqu'elles revendiquent leur "autonomie", leur "participation". Les manifestants du Capitol Hill, leur répression, sont là pour nous le montrer. C'est précisément sur cet aspect qu'il faut identifier les fissures et les contradictions dans les mécanismes de consensus de l'hégémonie culturelle de droite.

Nous vivons une période historique marquée par des processus socio-économiques qui poussent les masses humaines vers des mécanismes de dé-intégration, une nouvelle masse de "zombies".

L'accumulation capitaliste crée une diminution de l'offre de travail et en conséquence une augmentation de l'armée

industrielle de réserve<sup>3</sup>. Ce processus s'accélère avec la crise. C'est dans cette armée de réserve qu'on trouve la partie excédentaire du prolétariat migrant. Les métropoles deviennent les centres de ce prolétariat. Diverses représentations de la réalité par la littérature ou le cinéma ont comparé les nouveaux damnés et condamnés des métropoles aux zombies, comme dans le film "Le territoire des morts" de George Andrew Romero. Le film raconte que, suite à une invasion massive de zombies, la société humaine s'effondre et que les morts-vivants se déplacent sur toute la planète. Les survivants se sont organisés en villes fortifiées réparties sur le territoire des États-Unis. Une de ces villes est Pittsburg, protégée contre les morts-vivants, de deux côtés par des fleuves et d'un troisième côté par une barrière électrique. A l'intérieur de la ville, on trouve un sanctuaire où les riches se sont installés dans un luxueux gratte-ciel appelé Fiddler's Green tandis que le reste de la population croupit dans la misère. On retrouve ici la subdivision de la société capitaliste moderne entre une partie de la population qui vit, dans la même zone de protection que les riches, mais dans une extrême pauvreté, tandis qu'une masse énorme (les zombies) est, quant à elle, expulsée aux marges de la ville. Une sorte de figuration des conditions de ceux qui travaillent (toujours plus dans les conditions infernales des working-poor) et de la masse condamnée au chômage.

Ces zombies, les nouvelles "classes dangereuses", sont le signe de cette crise du consensus. Un programme politique pour ce nouveau prolétariat "sans réserve"<sup>4</sup> doit être défini et rendu actif.

O.R.



<sup>3</sup> Le prolétariat n'est pas plus misérable si le salaire baisse, comme il n'est pas plus riche si celui-ci augmente et que les prix baissent. Il n'est pas plus riche quand il travaille que lorsqu'il est chômeur.

Quiconque est entré dans la classe des salariés est pauvre au sens absolu (ceci n'empêche pas que, dans des cas particuliers, certains puissent en sortir, surtout si les guerres et les invasions "démocratiques" leur fournissent l'occasion de devenir cireurs de bottes ou maquereaux). Il n'y a pas de relativisme ni de progressisme qui tiennent. Ce qui définit le régime du salariat, c'est que celui qui travaille n'accumule pas, et celui qui ne travaille pas accumule. Ce n'est pas par hasard que le Manifeste du Parti Communiste (Marx et Engels) dit, à propos de la crise que le salaire devient toujours plus incertain, et la condition de vie de l'ouvrier toujours plus précaire. Salaire incertain, et non plus bas; condition précaire et non plus modeste. Plus d'accumulation, moins de bourgeois. Plus d'accumulation, plus de travailleurs, encore plus de prolétaires semi-employés et chômeurs, et le poids mort d'une surpopulation sans ressources. Plus d'accumulation, plus de richesse bourgeoise, plus de misère prolétarienne...

<sup>4</sup> Marxisme et misère, 1949, Battaglia Comunista

<sup>1</sup> Produisant inévitablement aussi un phénomène miroir, un retour au mythe du passé, de l'archaïque. Le retour à la famille, à l'abstinence sexuelle, à la religion sont des signaux que nous pouvons discerner dans les nouvelles tendances culturelles. Il s'agit d'un phénomène qui n'est pas nécessairement lié aux anciennes traditions religieuses, mais qui se présente comme un mouvement contre la modernité, présentant parfois des syncrétismes curieux et tragiques (mécanique quantique et apparition de la Madone, Islam et IA...).

<sup>2</sup> Le déclin démographique est un fait souvent négligé.

## Erdogan et le fascisme caché...

Interview avec le camarades turcs de New Solution

### 1) Comment définissez-vous le régime d'Erdogan, quelles sont les différences entre le gouvernement actuel d'Erdogan et la dictature militaire en Turquie ?

Dans des pays comme la Turquie, qui ont été transformés en États néocoloniaux et dépendants de l'impérialisme, le fascisme existe sous deux formes principales : secrète et ouverte. Le fascisme caché est la forme habituelle d'existence du fascisme dans ce type de pays, l'appareil répressif fonctionne pleinement ou presque, mais n'exerce pas de répression massive et généralisée. Il existe également des institutions démocratiques conditionnelles telles qu'un parlement, un gouvernement civil, un système judiciaire et une séparation formelle des pouvoirs. Il existe un système fonctionnel de partis bourgeois et même une "gauche" qui agit comme une "opposition radicale" contrôlée au gouvernement à partir de positions nominale de gauche. La répression est principalement dirigée contre les communistes et les éléments de la gauche (s'il y en a, bien sûr) qui n'ont pas encore perdu leurs mécanismes de résistance et qui adhèrent à un degré ou à un autre aux principes fondamentaux du marxisme-léninisme. Les répressions peuvent également être dirigées contre certains cercles bourgeois qui s'opposent, à un degré ou à un autre, à la faction dirigeante de la bourgeoisie dans un pays donné.

Le fascisme ouvert, quant à lui, est utilisé par les classes dominantes lorsqu'elles perdent le contrôle de la situation dans le pays, c'est-à-dire dans les périodes où les contradictions de classe sont exacerbées au point de menacer l'existence de ces classes et le maintien du système capitaliste dans le pays. La répression est menée universellement, sans scrupules et avec une cruauté particulière contre toutes les couches de la société et, dans une certaine mesure, contre l'opposition bourgeoise et la gauche contrôlée.

La junte militaire fasciste qui a pris le pouvoir après le coup d'État du 12 septembre 1980 doit être considérée comme une mesure temporaire visant à mettre en œuvre un fascisme ouvert, tout comme l'avait été la junte qui avait pris le pouvoir après le coup d'État du 12 mars 1971. Les deux juntes militaires visaient à détruire la lutte révolutionnaire dans le pays. Alors que celle de 1971 a partiellement réussi dans cette tâche en éliminant physiquement la première génération de révolutionnaires qui était devenue l'avant-garde de la lutte pour le socialisme, la junte de 1980 a eu des conséquences beaucoup plus durables dans tous les domaines de la vie. Cela s'explique également par le fait qu'en 1980, les impérialistes américains ont préparé un programme beaucoup plus vaste et complet de restructuration de l'ensemble de l'appareil d'État de la Turquie. Cette junte a achevé le processus d'institutionnalisation du fascisme dans le pays, qui avait commencé dans les années 1950 et s'est poursuivi de manière intermittente au cours des décennies suivantes.

Le régime actuel d'Erdogan et la structure générale du pouvoir d'État en Turquie peuvent être caractérisés comme une sorte de mélange entre le fascisme caché et le fascisme ouvert. Bien qu'Erdogan soit le seul président, ceux qui le soutiennent forment une coalition dont les participants sont

loin d'être les seuls partis politiques officiels qui soutiennent son régime.

Depuis leur arrivée au pouvoir, Erdogan et son parti ont créé leur propre nouvelle oligarchie et des réseaux de sociétés et d'entreprises qui, au fil des ans, sont devenus des mégastuctures concentrant des flux de capitaux toujours plus importants, acquérant progressivement d'énormes richesses sur le dos du travail, du sang et de la souffrance des millions de travailleurs en Turquie.

Aujourd'hui, il existe un système fonctionnel de différents partis en Turquie, y compris ceux qui se réclament de la gauche et même du communisme. Mais la vérité est qu'aucun de ces partis n'est guidé par les intérêts du peuple et ne représente les masses populaires. Tous ont pour tâche de faire croire aux masses populaires qu'il est possible de changer le système capitaliste actuel par des moyens parlementaires et pacifiques. En outre, les partis bourgeois ont également pour tâche d'exécuter les ordres des cercles oligarchiques qui se trouvent derrière eux.

Dans la Turquie d'aujourd'hui, le parlement n'est qu'une chambre d'enregistrement et un lieu de débat formel sur les lois et les divers règlements qui sont de toute façon adoptés par le gouvernement. Ces lois sont l'incarnation des désirs des impérialistes et de l'oligarchie qui les sert, et elles visent à légitimer les crimes qui ont été commis ou qui sont sur le point d'être commis contre les peuples de Turquie et de la région. En d'autres termes, elle n'est qu'une façade et n'a aucune influence réelle sur les processus politiques dans le pays.

Le pouvoir judiciaire - le tribunal et le bureau du procureur dans le pays aujourd'hui sont littéralement comme le bureau d'un notaire. Le pouvoir judiciaire est devenu un organe répressif utilisé pour détruire - mentalement, physiquement et moralement - toute personne qui s'oppose au gouvernement. Les procès et les décisions prises sont entièrement motivés par des considérations politiques et n'ont aucune valeur juridique.

Oui, il existe différents types d'élections et de référendums en Turquie aujourd'hui, mais ils servent principalement à légitimer le système existant et à neutraliser l'énergie des masses populaires en faveur du changement. Ce n'est pas une coïncidence si, l'année dernière, Erdogan a programmé les élections présidentielles et parlementaires un mois plus tôt que prévu. Après les tremblements de terre dévastateurs qui ont touché des millions de personnes, tout le monde en Turquie s'attendait à une révolte ou à un soulèvement majeur par lequel les masses populaires libéreraient leur colère contre le régime dans les rues et sur les places du pays. Malheureusement, cela ne s'est pas produit, car presque immédiatement après ces événements, la campagne électorale a commencé, ce qui a donné aux masses populaires l'illusion que cette fois-ci, il était vraiment possible de chasser Erdogan du pouvoir par le biais des élections. Mais il est clair que l'opposition bourgeoise n'a pas réussi à prouver à l'oligarchie et aux impérialistes qu'elle serait capable de continuer à maintenir le système comme Erdogan et les forces qui le soutiennent l'ont fait. En fin de compte, l'énergie de changement des masses populaires s'est diluée dans les urnes, et les partis bourgeois ont rempli leur mission d'instrument de dissuasion de la lutte pour la justice sociale et les droits démocratiques.

Pour résumer cette première partie de l'interview en quelques mots. La junte fasciste est une mesure temporaire appliquée uniquement dans des situations extrêmes, et la dictature d'Erdogan est la forme permanente de gouvernement de la Turquie, qui est une conséquence directe des réformes menées par cette même junte. Le pouvoir d'Erdogan, bien qu'unipersonnel et autoritaire, est en fait le pouvoir d'une large coalition de cercles bourgeois réactionnaires, qui forment une alliance entièrement fondée sur leurs intérêts commerciaux et leur recherche du profit. Le parti d'Erdogan est un outil entre les mains des impérialistes pour faire passer leurs politiques en Turquie et dans les régions voisines. Et pour l'oligarchie turque, et en particulier pour ceux de ses représentants qui ont accumulé l'essentiel de leur capital depuis son arrivée au pouvoir, ce parti est un instrument de pillage sans scrupules du travail et des ressources des masses populaires.

Erdogan est contraint de s'allier avec différents cercles oligarchiques et sectes islamistes pour rester au pouvoir. Au début, son principal allié était le mouvement de Fethullah Gülen, mais au fil des années, les conflits sur la répartition des parts de pouvoir entre eux se sont amplifiés et une rupture dans leurs relations s'est produite. Après l'escalade du conflit à l'été 2016, les partisans de Gulen ont été largement neutralisés, et une partie d'entre eux a accepté de coopérer pleinement avec le gouvernement en renonçant à leurs liens avec Gulen. Il n'a pas fallu longtemps pour que la place du mouvement Gülen soit prise par d'autres sectes. Certains des cercles oligarchiques qui osaient critiquer Erdogan ou désobéir plus ou moins aux autorités ont été neutralisés et leurs richesses redistribuées.

## **2) La structure du parti d'Erdogan, son consensus et les classes sociales auxquelles il se réfère et qu'il exprime.**

Officiellement, le Parti de la justice et du développement dirigé par Erdogan est structuré comme tous les autres partis bourgeois ; aux côtés des principaux cadres du parti, il y a une organisation de femmes et de jeunes. Ses structures se sont étendues à tous les coins du pays, des grandes villes aux villages. Les structures du parti, qui ont été mises en place à tous les niveaux de l'État, ont, au cours des 15 dernières années, progressivement fusionné avec l'appareil d'État. La preuve en est abondante si l'on regarde un peu, par exemple, la conduite des élections dans le pays ou la sélection et la nomination des fonctionnaires.

Mais en plus de ses structures, le parti au pouvoir s'appuie également sur un réseau de diverses ONG islamistes et de sectes religieuses. Certaines de ces ONG se disent impliquées dans des actions caritatives et dans l'acheminement de l'aide humanitaire, y compris à l'étranger : dans des pays comme la Somalie, le Soudan, la Syrie et la Libye. À l'intérieur du pays, ces organisations, qui affirment n'avoir aucun lien avec le gouvernement, jouent le rôle de centres de recrutement pour le parti, en formant des groupes réactionnaires-fascistes de différentes tailles pour opérer dans une localité donnée. Leur activité se concentre sur le travail parmi les jeunes issus de familles pauvres et conservatrices, le but ultime étant bien sûr de maintenir ces jeunes dans les cercles réactionnaires, bourgeois et fascistes, et d'empêcher leur contact éventuel avec des représentants du mouvement de gauche. Même si les positions des communistes sont affaiblies par rapport aux périodes historiques précédentes, la gauche, bien que

difficile, parvient toujours à atteindre les jeunes issus de ces familles et à les faire adhérer à la lutte pour le socialisme.

Il convient également de noter que ces organisations ne sont pas seulement actives en Turquie, au Moyen-Orient et en Afrique. Depuis une quinzaine d'années, elles travaillent également parmi les communautés turcophones et musulmanes des Balkans, d'Europe occidentale et d'Asie centrale. Parmi eux, la Turquie utilise, outre ses institutions telles que le ministère des affaires religieuses / Diyanet /, l'Agence de coopération et de coordination / TİKA /, l'Agence pour les Turcs à l'étranger et les communautés apparentées / YTB /. Bien entendu, tous les pays ne voient pas d'un bon œil les institutions d'un autre pays opérer sur leur territoire, et parmi les ressortissants étrangers en particulier. C'est dans ces pays que ces ONG directement liées au parti d'Erdogan et financées par lui constituent un outil très pratique pour ce que l'on appelle le "soft power". Enfin et surtout, ces organisations sont aussi de bonnes laveries pour l'argent sale et sanglant des dirigeants du parti au pouvoir, de leurs propres réseaux d'entreprises et de toutes les personnes qui leur sont associées.

Les sectes religieuses sont à leur tour un outil entre les mains du gouvernement pour maintenir d'importantes sections de la population, en particulier dans les zones rurales du pays et les petites villes, prisonnières d'illusions religieuses et d'autres idées réactionnaires similaires. Ils ont été utilisés par presque tous les gouvernements en Turquie depuis les années 1950, y compris les juntes militaires qui ont prétendu défendre le caractère laïque de l'État. Ces dernières années, en particulier après 2017-2018, leur influence a recommencé à croître considérablement. Les personnes qui, sous une forme ou une autre, sont tombées sous l'influence de ces sectes religieuses sont littéralement condamnées à vivre dans les ténèbres du Moyen-Âge. Le traitement de tous les membres de base de ces sectes par le clergé supérieur était extrêmement similaire aux relations féodales de l'aube de l'Empire ottoman. Ces sectes sont également des sortes de corporations et disposent d'un capital considérable, tant celui qui leur est octroyé par l'État que celui acquis grâce à l'argent collecté auprès des membres de base de la secte.

Il convient également de mentionner les partenaires formels les plus importants de la coalition du parti d'Erdogan.

En première position se trouve le MHP - le parti du mouvement nationaliste. Il s'agit du plus ancien parti ouvertement fasciste de Turquie. Dans les années 1960 et 1970, sa tâche principale consistait à lutter contre le mouvement communiste et à commettre d'autres crimes tels que le nettoyage ethnique, en menant diverses provocations nationalistes et anticommunistes. Après le coup d'État militaire fasciste de 1980, le MHP a eu trois tâches principales : ses cadres ont commencé à mettre en place des organisations mafieuses engagées dans le trafic de drogue dans le pays et à l'étranger, ainsi que dans toutes sortes d'autres activités sales, y compris la sollicitation de la prostitution. À partir de la fin des années 1980, bien sûr, il a recommencé à faire régner la terreur contre les communistes et les masses populaires. Enfin, et ce n'est pas le moins important, la MHP continue à ce jour de jouer le rôle de source majeure de cadres fascistes, tant pour l'appareil répressif que pour toutes les autres structures de l'État.

HÜDAPAR - Parti de la cause libre. Également connu sous le nom de Hizbul - Kontra, est un parti qui a été officiellement fondé en 2012, mais qui trouve ses origines dans le soi-disant Hizbullah - Turquie ou Hizbullah kurde / Parti de Dieu /. Cette organisation islamiste a gagné en notoriété en Turquie pour ses meurtres brutaux visant les personnes qu'elle considère comme des "infidèles" et des "porteurs de dépravation". Ses activités se concentrent principalement dans les régions à prédominance kurde de l'est de la Turquie. Le Hizbul-Kontra a commis de nombreux assassinats de personnalités du mouvement national kurde et de civils associés à ce mouvement dans ces régions. Dans les années 1990, les publications d'opposition en Turquie ont publié des articles affirmant que les membres de l'organisation étaient formés par la police turque, les agents des services de renseignement et d'autres structures répressives de l'État. Bien que HÜDAPAR nie officiellement avoir des liens avec le Hezbollah ou en être l'aile politique légale, tout le monde en Turquie sait qu'il ne s'agit que de démagogie et que HÜDAPAR est un propagateur d'idées islamistes réactionnaires parmi le peuple kurde et un instrument de l'État pour contrer la lutte pour la libération nationale et sociale du peuple kurde.

Parti du bien-être renouvelé - Yeniden Refah Partisi. C'est dans ce parti qu'Erdogan a commencé sa carrière politique active et qu'il s'est hissé au sommet de la politique turque après avoir été élu maire d'Istanbul en 1994. Ce parti a été fondé et dirigé pendant de nombreuses années par Necmettin Erbakan, qui a été pendant des décennies le visage de l'islamisme politique en Turquie. Aujourd'hui, le parti est dirigé par son fils, Fatih Erbakan. Il est un bon continuateur de l'œuvre de son père et, comme lui, il a su diffuser habilement les idées réactionnaires, obscurantistes et misanthropes de l'islamisme politique qui véhiculent les ténèbres du Moyen-Âge.

D'autres petits partis font officiellement partie de la coalition ou soutiennent le parti d'Erdogan sans en faire partie, mais n'ont généralement aucune influence sur les processus politiques.

Enfin, au risque de me répéter, je voudrais souligner que le parti d'Erdogan est un conglomérat politique, une alliance entre différents cercles oligarchiques unis par leurs intérêts économiques et la volonté de faire des profits au détriment du sang et des larmes des millions de travailleurs de Turquie et des régions géographiques voisines. Cependant, cette alliance est par nature instable et tissée de nombreuses contradictions. C'est pourquoi des luttes quasi constantes pour le pouvoir et la domination se déroulent en coulisses. Les événements présentés dans les médias comme "la lutte contre la corruption", "la lutte contre le crime organisé" et autres titres démagogiques du même genre en sont l'expression directe. Ce sont ces contradictions qui ont conduit à la tentative de coup d'État militaire de l'été 2016. Elles se poursuivent encore aujourd'hui, bien que les partisans de Gulen aient été largement neutralisés, leur place ayant été prise par d'autres groupes et cercles bourgeois réactionnaires, que j'ai tenté de décrire plus haut.

La base sociale que représente le parti d'Erdogan est en fait la grande bourgeoisie monopolistique de Turquie. Certes, il bénéficie également du soutien d'une grande partie des pauvres, mais ce soutien est conditionné par la dégénérescence et des décennies de diffusion d'idées bourgeoises réactionnaires dans la société. Comme je l'ai déjà noté, l'islam politique a une longue histoire dans le pays,

il a toujours eu le soutien de la plupart des pauvres, d'une partie de la petite bourgeoisie, de la population rurale, d'une partie de la bourgeoisie moyenne, qui, au fil du temps, en évoluant et en ayant accès à des sources de capitaux, et en particulier au soutien de la partie étatique de la bourgeoisie moyenne qui soutient les islamistes, a accumulé des richesses assez importantes et a accru son influence. Et le pouvoir de l'influence économique est directement proportionnel aux liens avec les partis politiques. Après son accession au pouvoir, Erdogan n'a bien sûr pas oublié ce soutien, puisqu'il récompense encore aujourd'hui la plupart de ces "capitalistes islamiques". À côté d'eux, il a créé sa propre nouvelle bourgeoisie, qui lui est totalement fidèle, des groupes oligarchiques tels que Cengiz Holding, Kolin Holding, Limak Holding, Kalyon Holding et Makyol Grup, qui, bien qu'établis bien avant l'arrivée au pouvoir d'Erdogan, ont accumulé leurs richesses pendant son règne. Ils sont les représentants les plus éminents de cette nouvelle bourgeoisie.

Le soutien des classes pauvres, des segments de la petite et moyenne bourgeoisie, au pouvoir d'Erdogan peut également s'expliquer dans une certaine mesure par le fait qu'ils pensent qu'il les protège de toutes sortes de "dangers et d'ennemis", qu'il incarne l'image du "père de l'État" en turc, "Devlet Baba", qui prend soin d'eux et leur donne leur pain. C'est pourquoi, lors de chaque campagne électorale et dans toutes les périodes de crise que nous avons connues jusqu'à présent, Erdogan a dirigé la colère de ses partisans vers certains "ennemis" et "cibles", qui étaient souvent collectifs. Si vous avez suivi ses discours publics, vous avez pu constater qu'il est très doué pour cela. Ainsi, au fil des ans, il a pu mobiliser un soutien électoral. En raison de l'absence d'une véritable alternative au pouvoir et de la position affaiblie du mouvement communiste, malgré l'appauvrissement massif, le chômage et l'inflation galopante de ces dernières années, il a largement conservé le soutien d'une partie des masses populaires.

**3) Ces dernières années, la Turquie a joué un rôle de plus en plus important sur la scène internationale. Est-il correct de parler de la Turquie comme d'un pays impérialiste ? Actuellement, la Turquie veut être l'aiguille de la balance dans les conflits majeurs (médiation avec la Russie sur la guerre en Ukraine) en exigeant en retour davantage de sanctions contre les exilés politiques en Europe. Elle veut être une force hégémonique au Moyen-Orient. Sommes-nous face à une nouvelle politique "ottomane" ?**

Ces dernières années, la question de savoir quel type de pays est la Turquie a été débattue plus fréquemment dans les cercles de gauche, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Turquie. Certains de ces cercles affirment qu'il s'agit d'un pays impérialiste, d'autres qu'il s'agit d'un "pays alt-impérialiste", ce qui signifie qu'il existe plusieurs types d'impérialistes, la Turquie appartenant dans ce cas à une sorte de "deuxième échelon" ou de deuxième catégorie de pays "impérialistes". Il existe également un certain nombre de partisans de la thèse selon laquelle la Turquie est un pays semi-périphérique.

Selon ce concept, les pays du monde sont divisés en 3 types : centre / Europe occidentale, Amérique du Nord, Japon, Australie, Nouvelle-Zélande /, semi-périphérie : Turquie, Inde, Afrique du Sud, Brésil, Mexique, Corée du Sud, Chine, Russie, Pologne /, et périphérie / Balkans, Europe de l'Est, Afrique, Océanie, majeure partie de l'Asie et de l'Amérique du Sud /.

Selon cette théorie, la Turquie occupe une position intermédiaire entre les pays impérialistes du centre et les pays de la périphérie du capitalisme. En d'autres termes, le développement du capitalisme en Turquie est à un stade tel qu'il n'est plus aussi dépendant des pays du centre et peut se développer de manière plus indépendante qu'auparavant et développer ses propres intérêts.

L'affirmation selon laquelle la Turquie poursuit une politique étrangère néo-ottomane recoupe également, dans une certaine mesure, le raisonnement ci-dessus selon lequel le statut du pays dans le système des relations internationales a changé.

Dans une certaine mesure, la thèse de la semi-périphérie a un lien avec la réalité, mais d'un autre côté, ses partisans oublient quelque chose de très important. La bourgeoisie turque n'a pas de caractère "national", c'est-à-dire qu'elle ne s'est pas développée grâce à la dynamique interne du développement du capitalisme dans le pays. La bourgeoisie turque a commencé son véritable développement après la fin de la Seconde Guerre mondiale grâce aux liens qu'elle a développés principalement avec les impérialistes américains. Pendant des décennies, le capital étranger : américain, allemand, français, canadien, britannique, etc. a dominé tous les secteurs de l'économie.

Il n'est pas possible pour les impérialistes d'utiliser constamment leurs propres armées dans des conflits régionaux et d'occuper d'autres pays. C'est coûteux, politiquement risqué et, dans la pratique, souvent impossible. Dans le cadre de la doctrine Nixon, élaborée par les États-Unis à la suite de la guerre du Viêt Nam, ils ont commencé à développer la thèse de l'utilisation de certains États régionaux d'importance stratégique comme gendarmes pour leurs interventions militaires et politiques. Les États-Unis l'avaient déjà fait auparavant, mais ce n'est que dans les années 1960 qu'ils en ont fait une doctrine. Les pays que l'on peut qualifier de gendarmes sont désignés par les Américains par les termes "pivot" et "pilier". Pour les États-Unis, la Turquie est l'un des pays piliers. Les armées, ainsi que l'ensemble de l'appareil d'État de ces pays, sont structurés par l'impérialisme en tenant compte de deux fonctions principales :

1 L'armée est préparée à la guerre civile, sa tâche première est de défendre les investissements et le marché des impérialistes dans le pays, contre tous les travailleurs

2 Agir en tant que gendarme dans les conflits régionaux, les interventions militaires et politiques à entreprendre à l'avenir

Sans indépendance économique, il ne peut y avoir d'indépendance politique. Dans cette ligne de pensée, l'oligarchie fasciste en Turquie, bien que dans une certaine mesure, a ses propres intérêts dans les régions voisines et au-delà, mais ces intérêts se confondent complètement avec les intérêts des impérialistes américains et des autres pays impérialistes occidentaux. Ainsi, tous ces mouvements diplomatiques et toutes les activités de politique étrangère du régime turc et de ses organisations affiliées servent en fin de compte les intérêts et les objectifs des impérialistes des États-Unis et de l'Europe occidentale. Et la démagogie sur la "renaissance de l'Empire ottoman" est davantage destinée à la consommation politique intérieure qu'à une véritable stratégie visant à "rendre à la Turquie sa grandeur".

**4) L'islamisme politique prend différentes formes et se présente dans de nombreux cas comme une force de libération et anti-impérialiste. Cependant, le rôle qu'il joue en**

**Turquie, en Égypte, en Arabie saoudite, au Qatar, etc. est directement réactionnaire à l'égard des masses populaires. Quelle est, selon vous, l'approche que devrait adopter la gauche révolutionnaire ?**

Je pense que les représentants de l'islam politique, en raison de leur caractère de classe, ne peuvent pas être des anti-impérialistes cohérents. Les islamistes ne sont relativement progressistes que lorsqu'ils dirigent leur lutte contre l'impérialisme. Mais, comme on a pu le constater au fil des ans, ils sont tout à fait susceptibles d'être dirigés par les États impérialistes contre les peuples et les organisations qui luttent pour la libération sociale et nationale de l'oppression de l'impérialisme. Par ailleurs, les islamistes adoptent leurs positions politiques en fonction de la conjoncture internationale. Essentiellement, ils sont porteurs d'une ligne politique qui peut facilement faire l'objet d'un compromis et d'une réconciliation avec les impérialistes américains et européens et leurs laquais.

Cependant, tant que les organisations islamistes s'opposent à l'impérialisme, la gauche révolutionnaire peut les soutenir sans aller à l'encontre de ses propres principes. Le soutien à ce type d'organisation en particulier est déterminé par le fait que la principale contradiction dans notre monde est entre les impérialistes et les peuples du monde. Le fait est que les organisations islamistes ont une idéologie réactionnaire qui ne peut ni constituer une alternative au capitalisme, ni développer un gouvernement démocratique des masses populaires. Néanmoins, les organisations islamistes qui, d'une manière ou d'une autre, ont orienté leur lutte contre les impérialistes doivent être soutenues dans leurs efforts, car affaiblir l'impérialisme en tant que système et soustraire des pays et des régions à son influence a des effets plus positifs que de les laisser sous son contrôle. De plus, si les organisations islamistes qui luttent contre l'impérialisme sont abandonnées aux attaques des impérialistes, simplement parce que leur idéologie diffère des principes du marxisme-léninisme, cela signifie que l'on donne carte blanche à de nouvelles attaques, encore plus importantes, contre tous les peuples du monde.

Enfin, je voudrais souligner que lorsque nous parlons d'organisations islamistes, nous ne parlons pas d'organisations telles que l'État islamique et Al-Qaïda, ou d'autres organisations similaires créées, armées et entraînées par les impérialistes. Aucune alliance ni aucun soutien ne peuvent être apportés à ces organisations, car elles sont les ennemies des peuples.

**5) Dans les médias, nous avons vu d'énormes manifestations gouvernementales en Turquie en faveur de la Palestine, alors que c'est le même gouvernement qui attaque ses propres masses populaires. La lutte du peuple palestinien et de ses organisations a démontré l'importance de la lutte anti-impérialiste. Les formes de solidarité directe ont été multiples et ont mobilisé des milliers de personnes, y compris en Europe et aux États-Unis. Dans certains pays, des groupes de travailleurs ont directement boycotté la production et la distribution (travailleurs des ports maritimes). Dans différents pays du Moyen-Orient, il y a une réponse directe contre les forces impérialistes américaines et sionistes (Irak et Yémen). Sur quelle base et en quoi la solidarité de la gauche révolutionnaire turque avec la lutte palestinienne diffère-t-elle des déclarations d'Erdogan ?**

La différence entre la solidarité de la gauche révolutionnaire et Erdogan est diamétralement opposée. Erdogan utilise la rhétorique pro-palestinienne à des fins politiques pour se

présenter comme un anti-impérialiste, un promoteur de la paix et une sorte de "leader" des musulmans du monde. Mais la vérité est qu'il n'a jamais rompu ses relations économiques avec Israël. Les occupants sionistes importent de Turquie 65 % du pétrole qu'ils utilisent, y compris pour leurs besoins militaires. C'est le pétrole azéri qui est acheminé par l'oléoduc - Bakou - Tbilissi - Ceyhan, où se trouve un port doté d'un terminal par lequel il est chargé sur des navires. Là encore, 65 % de l'acier utilisé par Israël est importé de Turquie. Israël importe 95 % du ciment qu'il utilise de Turquie. En moyenne, 8 navires par jour quittent les ports turcs, chargés de divers produits et marchandises utilisés par les troupes de l'occupant sioniste.

En même temps, la gauche révolutionnaire et le mouvement de gauche en général en Turquie ont une longue histoire de solidarité avec la lutte du peuple palestinien. Qu'il s'agisse d'affiches et de banderoles, de graffitis, de marches et de manifestations pacifiques dans les rues et sur les places, ou d'actions armées, la gauche turque a une longue tradition de solidarité active et de soutien à la libération de la Palestine. Dès la fin des années 1960, des communistes turcs, et en particulier ceux du groupe formé par Deniz Gezmiş et ses camarades, qui ont ensuite fondé la THKO - l'Armée populaire de libération de la Turquie -, se sont rendus en Palestine où, dans les camps de l'Organisation de libération de la Palestine, ils ont suivi un entraînement militaire qu'ils ont utilisé dans leurs activités révolutionnaires après leur retour en Turquie. En 1971, Mahir Çayan et ses camarades du THKP-C, le Parti-Front de libération du peuple de Turquie, ont enlevé et assassiné le consul général d'Israël à Istanbul, exprimant ainsi leur vive protestation contre l'occupation sioniste de la Palestine. Dans les années qui ont suivi, et surtout après l'arrivée au pouvoir de la junte militaire fasciste en 1980, de nombreux communistes turcs ont trouvé refuge dans les camps de résistance en Palestine et au Liban. Certains d'entre eux sont morts en combattant les forces d'occupation sionistes.

Au cours des dix dernières années, un exemple emblématique de la solidarité de la gauche révolutionnaire turque avec la lutte du peuple palestinien a été l'initiative du "bouclier humain" organisée en 2014 par le Front populaire - Turquie. Helin Bölek, la musicienne du Grup Yorum décédée lors d'une grève de la faim contre les répressions du gouvernement en 2020, y avait participé à l'époque. Bien que les membres du Front populaire n'aient pas pu atteindre la destination finale de leur tournée au Moyen-Orient en raison du refus de l'Égypte de les laisser entrer dans le territoire palestinien, ils ont montré leur détermination à poursuivre leur solidarité avec la lutte du peuple palestinien contre l'occupant sioniste.

Parallèlement à cette initiative, la gauche révolutionnaire turque a mené diverses actions de protestation au cours des dix dernières années, certaines plus importantes, d'autres moins, dirigées contre l'agression des impérialistes et des sionistes à l'encontre du peuple palestinien. L'exemple le plus récent et le plus marquant a été la manifestation devant les bureaux de la compagnie pétrolière nationale azerbaïdjanaise SOCAR à Istanbul, sous le slogan "SOCAR, arrêtez d'être complice du génocide". La gauche turque, toutes tendances confondues, à l'exception peut-être des divers libéraux de gauche, continue à soutenir fermement la lutte du peuple palestinien et à dénoncer la complicité de l'oligarchie fasciste au pouvoir dans cet acte sans précédent de génocide ouvert des impérialistes et des sionistes à l'encontre de la Palestine.

**6) Les mécanismes répressifs en Turquie, les prisons spéciales, la police, etc. affectent les militants révolutionnaires et les masses populaires en lutte. Quelle est la situation actuelle des prisonniers politiques en Turquie ? Existe-t-il des formes de groupes paramilitaires organisés directement par le parti d'Erdogan pour contrôler et réprimer les forces de gauche et anti-impérialistes actives en Turquie ?**

Jusqu'à il y a un ou deux ans, les prisonniers politiques en Turquie étaient principalement incarcérés dans des prisons d'isolement de **type F**. Ce type de prisons de "haute sécurité" a été introduit dans le pays en 2000, après la plus grande opération militaire de l'histoire turque depuis l'occupation du nord de Chypre en 1974. Au cours de cette opération, des prisonniers politiques, qui n'étaient armés que de leur corps et d'outils improvisés tels que des ustensiles de cuisine, ont été sauvagement assassinés et des centaines d'autres ont été soumis à diverses formes de torture. Après cette attaque massive, au cours de laquelle des centaines de communistes révolutionnaires ont été emprisonnés dans des cellules d'un ou trois hommes dans des prisons de type F, souvent éloignées de leur lieu de résidence, l'oligarchie n'a pas réussi à briser leur volonté et son vieux rêve de détruire la lutte révolutionnaire ne s'est pas réalisé.

Certes, les révolutionnaires étaient séparés les uns des autres par les murs hauts, épais et froids des prisons, mais d'une manière ou d'une autre, ils sont parvenus à communiquer entre eux et à surmonter, sinon complètement, du moins partiellement, les effets de l'isolement sur la santé mentale et physique de l'être humain. Ils ont pu poursuivre leur résistance même en étant presque totalement isolés du monde extérieur ; leurs structures organisationnelles ont également été préservées, bien que sous d'autres formes. En bref, ils ont su adapter la lutte révolutionnaire aux nouvelles conditions de vie dans les prisons.

Bien entendu, cela n'a pas du tout plu à l'oligarchie et à ses maîtres impérialistes. Il existe de nombreux cas de révolutionnaires qui, même après plus de 10 ans dans des prisons d'isolement de type F, malgré les abus psychologiques et physiques et la torture qui sont devenus quotidiens, ont poursuivi leur lutte et ont même pris part à des actions armées contre le pouvoir fasciste après leur libération. Il était évident que l'isolement n'avait pas réussi à les briser et à en faire le type de personnes que les idéologues impérialistes et les successeurs du Dr Mengele avaient planifié.

C'est pourquoi ils ont décidé de créer de nouveaux types de prisons d'isolement dans lesquelles l'isolement est encore plus fort et ses effets encore plus importants que dans les prisons de type F. Ces nouveaux types de prisons sont :

**Type S** : Leur construction a débuté en 2017. Les cellules sont prévues pour 1 et 3 personnes. La principale caractéristique de ce nouveau type de prison est que les cellules sont dotées d'une surveillance vidéo 24 heures sur 24. L'existence de cette caméra, par laquelle l'espace de vie des prisonniers est surveillé et enregistré, donne le sentiment qu'ils sont constamment surveillés.

Les prisonniers affirment que la torture est fréquente et qu'aucune enquête n'est menée, sous quelque forme que ce soit, contre les auteurs de ces actes. En outre, l'interdiction d'envoyer et de recevoir des lettres continue d'être systématiquement imposée.

Selon les informations publiées par les médias d'opposition, ces prisons sont construites spécifiquement pour les

personnes condamnées à la prison à vie dans le cadre d'un régime restrictif. Ceci est confirmé par les images satellites des prisons, dont les cours sont divisées en cellules extrêmement petites et étroites.

**Type Y :** Le temps que les détenus sont autorisés à passer dans la cour est limité à une heure et demie par jour. Les détenus sont isolés en permanence les uns des autres.

L'introduction de livres, de journaux et de magazines dans les prisons a été pratiquement arrêtée. Le droit de parler et de se rencontrer entre prisonniers, gagné après la grève de la faim de 2000 à 2007, n'est aucunement appliqué. De plus, il n'y a pas d'endroit dans la structure architecturale spécialement adapté à cet effet. Les prisonniers ne reçoivent pas de radios et celles-ci ne sont pas vendues à la cantine. Les détenus sont tenus de nettoyer le couloir où se trouvent 6 cellules individuelles.

Dans une lettre adressée à un média d'opposition au début de l'année 2023, un prisonnier politique détenu dans une prison de type Y se décrit comme "l'homme jeté au fond du puits". La cellule dans laquelle il a été emprisonné a une superficie de 12 mètres carrés et dispose d'un lit, de toilettes, d'une salle de bain et d'une cuisine. La prison se compose de 5 blocs distincts - A, B, C, D, E. Chaque bloc est divisé en 5 unités - A1, A2, A3, A4, A5. Ces unités ont 3 étages, avec 6 cellules par étage, c'est-à-dire qu'il y a 18 cellules dans chaque unité, et chaque bloc a 90 cellules au total. Dans les blocs A, B, C, D, il y a des cellules pour une seule personne et dans le bloc F, il y a des cellules pour 3 personnes.

Contrairement aux prisons de type F, les cellules n'ont pas de cour séparée. Dans les prisons de type Y, chaque unité a sa propre cour, qui est séparée des autres par de hauts murs sans fenêtre donnant sur les cellules, avec des caméras placées aux deux extrémités de la cour pour surveiller le prisonnier. La seule fenêtre donnant sur la cour permet aux gardiens d'observer les prisonniers.

Une autre "innovation" dans ces prisons est que les portes des cellules sont presque entièrement automatisées. Il y a un bouton à l'extérieur de la porte de la cellule que le gardien appuie et signale au quartier général, puis le gardien déverrouille la porte et le gardien l'ouvre simplement avec la poignée. Il y a également des téléphones que vous pouvez utiliser pour parler à la personne responsable de l'unité.

Si le détenu a un "bon comportement", il peut être autorisé à rester dans la cour pendant une heure et demie, soit une demi-heure de plus que la norme. De nouveau, s'il a un bon comportement, il peut être autorisé à utiliser la cour avec les prisonniers du même couloir que celui où se trouve sa cellule. Les critères de "bonne conduite" ne sont pas précisés dans le règlement intérieur du nouveau type de prison. C'est peut-être la seule chose qui n'est pas expressément prévue par le règlement.

Selon les avocats des prisonniers politiques détenus dans ce nouveau type de prison, ils n'ont pas été soumis à la torture jusqu'à présent, mais les conditions de détention elles-mêmes sont bien pires que celles des prisons de type F. Par exemple, ils peuvent à peine voir le ciel depuis les fenêtres de leurs cellules. Par exemple, ils peuvent à peine voir le ciel depuis les fenêtres de leurs cellules, la lumière du soleil atteint à peine l'intérieur des cellules, même au dernier étage des prisons, et dans celles situées au premier étage, il n'y en a même pas et ils sont presque plongés dans l'obscurité éternelle sans accès à la lumière naturelle du jour.

**Type R :** Ces prisons ont été mises en service en 2016. Ces prisons ont été présentées par les autorités comme des "centres de réhabilitation". C'est la "solution" du gouvernement au problème des prisonniers politiques qui souffrent de maladies chroniques ou de divers handicaps physiques et mentaux. Il s'agit d'un problème très grave qui a toujours existé, mais qui s'est aggravé après l'ouverture des prisons de type F, et il y a eu de nombreux décès de prisonniers politiques souffrant de diverses maladies. Actuellement, plus de 1 600 prisonniers politiques souffrent de diverses maladies causées par la torture, les mauvaises conditions de détention et d'autres facteurs.

Depuis des années, les organisations de parents de prisonniers et les militants des droits de l'homme exigent la libération de tous les prisonniers malades. Cependant, l'oligarchie fasciste n'a pas donné suite à cette demande ; au contraire, elle a introduit ce nouveau type de prison, qui est devenu une autre forme de camp de concentration, comme s'il sortait d'un film racontant la période nazie en Europe.

Pour l'instant, il existe au total 3 prisons de type R - 1 à Istanbul / l'ancienne prison militaire Metris, ouverte peu après l'arrivée au pouvoir de la junte militaire en 1980 /, 1 prison près de la ville d'Elazığ, dans l'est de la Turquie, et 1 prison près de la ville de Menemen, dans la province d'Izmir, dans la région égéenne du pays. De ces trois prisons, la plus célèbre est celle de Menemen. Ces dernières années, on peut souvent lire dans les médias d'opposition des articles sur les conditions extrêmement mauvaises et dégradantes dans lesquelles les prisonniers sont détenus dans ce lieu. En seulement 8 mois en 2019, 14 prisonniers sont morts, ou plus exactement ont été tués dans cette prison. Ces décès sont le résultat des mauvaises conditions, du dépassement fréquent de la capacité d'accueil, de la mauvaise qualité de la nourriture, de l'absence de soins médicaux adéquats ou même de véritables soins médicaux, et de la torture utilisée contre les prisonniers.

Le problème de ces prisons et celui des prisonniers malades sont liés. Aucun des prisonniers souffrant de maladies chroniques ou de handicaps physiques et mentaux n'est libéré, même après des décisions répétées de l'Institut de médecine légale du ministère turc de la justice. Dans les rares cas où ces prisonniers sont libérés, ils sont déjà dans un état très grave ou en phase terminale de leur maladie, et une issue fatale est malheureusement inévitable. Mais cela ne dérange en rien l'oligarchie fasciste. Chaque année, des dizaines de prisonniers meurent dans ces trois prisons ou dans d'autres prisons d'isolement à travers le pays, sans avoir pu bénéficier de soins médicaux adéquats de la part de professionnels qualifiés.

Bien entendu, les prisonniers politiques résistent à ces nouvelles prisons d'isolement et à ces camps de concentration. Plusieurs grèves de la faim à leur encontre ont eu lieu depuis l'année dernière, les plus emblématiques étant celles des membres du Front populaire - Turquie, Nedim Öztürk, Hüseyin Karaoglan, et Nurettin Kaya.

Leurs grèves de la faim, qui ont duré des mois, avaient deux revendications principales : la fermeture des prisons de type S, R et Y, et le transfert des prisonniers politiques de ces prisons vers des prisons de type F. Les demandes de Nedim Öztürk et Hüseyin Karaoglan d'être transférés d'une prison de type S à une prison de type F ont été acceptées et ils ont mis fin à leur grève de la faim en septembre dernier / 138 jours après le début / et en février de cette année / 143 jours après le début / respectivement. Au moment de la rédaction de cet entretien, Nurettin Kaya poursuit sa grève de la faim depuis plus de 150 jours.

Bakıcan İşık et Sezgin Zengin ont mené une grève de la faim de 100 jours, jusqu'à fin février 2024, en solidarité avec leurs camarades et leurs demandes de fermeture des nouvelles prisons d'isolement et de fin des violations des droits des prisonniers politiques. Fin février, une grève de la faim contre les nouvelles prisons d'isolement a été annoncée par Cem Dursun et Oktay Kelebek, dont les revendications sont identiques à celles de leurs camarades. Prisonniers politiques du Front populaire,

Outre les nouveaux types de prisons d'isolement, une pratique fréquente utilisée par l'oligarchie fasciste contre les prisonniers politiques, et en particulier contre ceux du Front populaire, est ce que l'on appelle l'internement. Les prisonniers sont transférés d'une prison à une autre située à des centaines de kilomètres de leur ville natale et où il n'y a pas de camarades de leur organisation. Ainsi, leurs contacts avec leurs camarades et leurs familles sont limités au maximum.

Ces dernières années, on a également tenté d'introduire de nouveaux véhicules blindés pour transporter les prisonniers qui sont isolés au maximum. Jusqu'à présent, les véhicules transportaient 2 ou 3 prisonniers, mais les autorités tentent d'imposer le nouveau type de véhicules, qui visent à nouveau à isoler complètement les prisonniers politiques et à empêcher tout contact entre eux.

Enfin, pour conclure cette partie de l'entretien, il y avait au total 30 555 personnes condamnées pour "terrorisme" et détenues dans les prisons turques au 31 janvier 2021. Malheureusement, je n'ai pas pu trouver plus de statistiques sur les prisonniers politiques. J'espère que ce chiffre pourra donner quelques informations à vos lecteurs.

Quant aux gangs et aux diverses structures paramilitaires utilisées par le gouvernement, l'oligarchie turque a toujours utilisé divers groupes fascistes et islamistes à cette fin. L'oligarchie turque a toujours utilisé divers groupes fascistes et islamistes à cette fin. En outre, il y a eu plusieurs gangs mafieux. Pendant un certain temps au cours du nouveau siècle, ils sont restés dans l'ombre des structures répressives du pouvoir. Mais depuis 2014, les groupes fascistes et les gangs mafieux ont recommencé à être activement utilisés par les autorités contre la gauche. Les exemples les plus emblématiques ont été les attaques des nationalistes dans le quartier d'Okmeydani après la mort de Berkin Elvan en mars 2014. En octobre de la même année, des islamistes ont attaqué des manifestations de Kurdes contre le soutien d'Erdogan au soi-disant État islamique et ses attaques contre les Kurdes en Syrie et en Irak. Ces attaques ont été suivies par les attentats à la bombe de 2015 contre des événements et des rassemblements organisés par la gauche - l'attaque de Suruc et celle sur la place devant la gare d'Ankara. Ces attentats ont été perpétrés par des islamistes sous le contrôle des structures répressives du gouvernement. Plus tard, des allégations sont apparues dans les médias d'opposition selon lesquelles des groupes d'islamistes et de nationalistes avaient été envoyés dans des régions de l'est de la Turquie où le Mouvement national kurde avait déclaré son autonomie. Les combats qui ont commencé à l'été 2015 ont duré presque jusqu'en mai 2016, avec de

nombreux massacres de civils et des exécutions brutales de combattants kurdes pendant les batailles intenses. Ces crimes ont été commis à la fois par les forces répressives officielles du gouvernement et par ces gangs. La nuit même de la tentative de coup d'État en 2016 et dans les dix jours qui ont suivi, des gangs d'islamistes et de nationalistes partisans d'Erdogan, armés par la police, ont mené des attaques dans des quartiers d'Istanbul où la gauche a une forte influence. Au cours de ces attaques, des fusillades ont eu lieu entre les milices de gauche et les membres de ces gangs.

Après l'élimination des partisans de Fethullah Gulen du pouvoir, Erdogan a commencé à restructurer l'appareil répressif afin de répondre à l'un des souhaits de l'AKP, à savoir la création de ses propres groupes armés fidèles au parti.

À cette fin, une organisation paramilitaire sous le nom de Forces spéciales du peuple / Halk Özel Harekat / a été créée en 2018. Dans le même temps, il a été signalé que le gouvernement avait mis en place 7 camps pour former ses propres brigades d'assaut fascistes illégales à utiliser en cas de nouvelle vague de manifestations de masse dans le pays ou d'un autre événement de grande ampleur qui menacerait la survie du gouvernement de l'AKP. L'un de ces camps d'entraînement serait situé près d'Istanbul. En 2022, des informations sont apparues au sujet d'une autre organisation sous le nom de State Fedain of Turkey / Türkiye Devlet Fedaileri /.

Une autre structure similaire est le soi-disant Mouvement national pour la survie de l'État / Milli Beka Hareketi /, qui, selon certaines sources, est lié à l'ancien ministre de l'intérieur Suleyman Soylu.

Après 2020, une organisation sous le nom de Fraternité de la jeunesse blanche / Ak Gençlik Ocakları / a également vu le jour, blanc ici ne doit pas être compris comme une race, Ak vient des 2 premières lettres de l'abréviation du parti au pouvoir.

L'organisation Ottoman Brotherhoods / Osmanli Ocakları /, qui a vu le jour en 2013 et dispose aujourd'hui d'un vaste réseau dans tout le pays, fait partie de ces "confréries".

L'une des organisations les plus intéressantes, qui disposerait également de ses propres unités paramilitaires liées au gouvernement, est SADAT, une société privée qui fournit des conseils en matière de sécurité, une formation et un entraînement militaires, ainsi que l'achat et la fourniture de munitions. Son fondateur est l'ancien général de brigade de l'armée turque Adnan Tanruverdi.

Toutes ces organisations ont en commun de considérer le président Recep Erdogan comme leur commandant suprême. La seule exception à cette règle est peut-être la société militaire privée (SMC) SADAT.

Une chose est sûre : en cas de nouvelle vague de manifestations de masse contre le gouvernement ou de tout autre événement similaire, la confrontation entre la gauche révolutionnaire et les masses populaires, d'une part, et les forces répressives officielles et les groupes fascistes semi-légaux et illégaux de l'oligarchie, d'autre part, sera bien plus importante que tout ce que nous avons vu jusqu'à présent.



# New Solution

*In the struggle against imperialism and oligarchy*



## **Interview avec les camarades du Parti révolutionnaire des travailleurs PRT (Argentine)**



**Le nouveau gouvernement argentin avec la figure du président Javier Milei, un libéral à la tronçonneuse, font la une de l'actualité en Europe depuis plusieurs semaines.**

**Sa soumission ouverte aux Etats-Unis, la destruction des conditions des travailleurs, la rupture des relations avec les BRICS... ont attiré l'attention internationale.**

**Quels sont les principaux changements du gouvernement actuel par rapport au passé ?**

- La première chose que nous voudrions dire est qu'il serait erroné de penser qu'en Argentine il y a eu un vote "idéologique", que le peuple "s'est tourné vers la droite" ou que "les idées du fascisme progressent de manière fertile" parmi les masses.

Ce n'est pas le cas. Nous, révolutionnaires, devons garder la tête froide, être patients et calmes dans les temps à venir face aux voix qui tenteront de nous isoler et de nous éloigner du véritable axe de confrontation, marqué par la lutte de classe contre classe.

Il y a eu un "vote politique" contre une situation d'exploitation, de faim et de misère, contre les mensonges et les promesses récurrentes de tous les politiciens bourgeois qui nous ont amenés à cette situation.

Mais cela ne signifie en aucun cas un "chèque en blanc" pour Milei et son gouvernement, que celui-ci aura les mains libres pour faire ce qu'il veut. Au contraire, il s'agit d'un avertissement sur la situation à laquelle la bourgeoisie devra faire face lorsqu'il s'agira d'approfondir "l'ajustement", condition exclusive de l'avenir de l'économie argentine (quel que soit le vainqueur des élections).

La bourgeoisie a le problème de gouverner. Une classe qui non seulement n'a pas réussi à résoudre sa crise politique lors des dernières élections, mais également qui s'est retrouvée piégée dans les filets de sa nouvelle tromperie. Ce qui ne manquera pas d'exacerber ses problèmes antérieurs.

C'est un Parlement totalement fragmenté qui se retrouve face à la nécessité d'aligner des gouverneurs ou des maires qui devront évidemment payer leurs factures lorsqu'il s'agira d'offrir leur alignement, et d'être confrontés face à d'innombrables contradictions qui, loin de disparaître, s'aggraveront.

En définitive, ce qui a "changé" avec l'entrée en fonction du gouvernement Milei, c'est la fraction bourgeoise qui a laissé le pouvoir de l'État au service des monopoles, au milieu d'une crise profonde dans laquelle aucune fraction ne parvient à s'imposer face à l'autre avec force.

Nous voulons également être clairs : cette situation ne doit pas être sous-estimée.

Il y a des fractions de la bourgeoisie monopoliste qui, profitant de certains discours réactionnaires, se sont enhardies et essaieront de "tout faire", en avançant politiquement et économiquement contre la classe ouvrière. Nous ne nous attendons pas à ce que certaines décisions soient "rationnelles", ils essaieront de prendre tout ce qui leur est "permis".

Il convient également de noter que l'actuel gouvernement argentin professe un profond anticommunisme, fondé sur un verbiage obstiné, plein de mensonges, de distorsions quant à son interprétation de l'histoire et des processus sociaux et politiques.

**Quels sont les points de continuité avec le passé ?**

La continuité est le maintien de la démocratie bourgeoise elle-même, qui - malgré sa crise et sa décadence (qui s'aggravent) - continue de se présenter aux yeux du peuple comme le seul moyen de "résoudre ses problèmes". En cela, toutes les factions sont alignées et il n'y a pas d'opposition dans le cadre de l'institutionnalité. La bourgeoisie en tant que classe est toujours bourgeoise, les patrons chercheront donc à augmenter la productivité, à ordonner leur productivité, comme ils essaient de le faire partout dans le monde. Et c'est là que la tentative de discipliner la classe ouvrière devient un objectif primordial pour chacun d'entre eux.

À cela s'ajoute le fait que nous avons déjà aujourd'hui une série de conflits qui se déroulent face aux abus de la classe au pouvoir, tant dans la grande industrie que dans les services de santé et d'éducation, par exemple, sur lesquels nous nous attarderons sûrement plus tard.

**Quelles sections de la bourgeoisie monopoliste soutiennent Milei ?**

Dans d'autres périodes historiques de l'Argentine, cette réponse aurait été plus claire. Aujourd'hui, il est plutôt difficile d'être catégorique, en raison de la profonde crise politique décrite ci-dessus, qui n'a pas été résolue.

Tout bouge, ceux qui aujourd'hui semblent soutenir le gouvernement demain s'enfuieront, ceux qui aujourd'hui sont du "côté opposé de la rue" se voient promettre de nouvelles affaires et les rejoignent rapidement...

Ce que nous voulons dire - en substance - c'est qu'il y a une énorme instabilité. Précisément - c'est ce qui place le problème de la gouvernabilité comme l'un des principaux problèmes à résoudre par la classe dirigeante.

Plusieurs secteurs attendent des résolutions concrètes de la part du gouvernement pour le "soutenir" publiquement ou non.

Comme "fait pittoresque" (si vous voulez), nous pouvons mentionner que l'un des plus importants monopoles ayant une base productive dans notre pays (le groupe Techint, avec sa face visible, Paolo Rocca) a placé d'anciens directeurs et/ou PDG de son entreprise à divers postes gouvernementaux importants, dans les domaines du pétrole, de l'énergie ou de la main-d'œuvre.

Aujourd'hui, c'est lui qui a non seulement placé des membres de ce groupe à des postes stratégiques, mais c'est aussi lui qui s'est montré le plus ferme dans son soutien au gouvernement de Milei. C'est ce groupe qui conduit l'aspect principal du projet gouvernemental, qui consiste, comme nous l'avons dit précédemment, à discipliner la classe ouvrière en tant qu'élément décisif et ce pour abattre la résistance de la classe ouvrière et du reste des secteurs populaires. Il n'est pas le seul, bien sûr, ce n'est qu'un exemple.

### **Le gouvernement de Milei reçoit-il un soutien direct de l'armée argentine ?**

Ce n'est pas quelque chose qui a été rendu public de manière expresse, organisée ou institutionnelle.

Il y a bien sûr quelques personnes qui, individuellement, diffusent des paroles de soutien, en particulier en ce qui concerne la position négationniste du gouvernement actuel à l'égard des événements aberrants qui ont eu lieu pendant la dictature militaire qui a gouverné l'Argentine entre mars 1976 et décembre 1983, et la justification des génocidaires.

Mais cela ne va pas plus loin.

En outre, il existe un conflit qui a transcendé et qui se reflète dans l'arène politique : l'intention ou le désir du gouvernement de Milei est que les forces armées interviennent directement dans les problèmes de sécurité intérieure (lutte contre le trafic de drogue, par exemple, dans la ville de Rosario, Santa Fe), ce qui est expressément interdit par la Constitution nationale. Il s'avère que les forces armées s'opposent catégoriquement à être placées dans ce rôle et ne veulent pas être placées dans cette confrontation.

### **La droite argentine est-elle unie dans son soutien à Milei ?**

Sans vouloir débattre ou s'affronter, parce que nous comprenons qu'il existe des mots ou des définitions qui transcendent les frontières et qui, dans chaque pays, ont leur interprétation historique, notre parti pense que des définitions telles que "droite" ou "gauche" n'expriment pas vraiment correctement les positions politiques d'aujourd'hui qui nous disent des choses trop profondes.

Il est vrai qu'il existe une sorte de "tradition", qui consiste à diviser l'"idéologie" selon ce spectre. En tant que marxistes-léninistes, nous comprenons qu'il existe une idéologie révolutionnaire (celle du prolétariat) et une idéologie contre-révolutionnaire (celle de la bourgeoisie). Cela dit, "la droite argentine" est un domaine assez difficile à définir ou à cerner. Nous pourrions dire que dans toutes les expressions politiques de la bourgeoisie (et nous nous référons aux partis politiques du système), il existe des secteurs que l'on pourrait qualifier de "droite". Ils sont profondément contre-révolutionnaires (plus ou moins réactionnaires) et leur objectif est de soutenir l'ordre bourgeois par tous les moyens possibles. Evidemment, ils ne sont pas tous unis derrière le gouvernement de manière "monolithique", ce qui montre également la crise politique qu'ils traversent en tant que classe.

### **Existe-t-il en Argentine des mouvements réactionnaires de masse qui soutiennent directement le**

### **gouvernement et un mouvement politique organisé lié au président Milei ?**

La réponse à cette question découle de ce que nous avons mentionné au début de notre échange : il n'y a pas de mouvement de masse réactionnaire ou de mouvement politique organisé lié au gouvernement Milei. Nous ne voyons pas cela se produire. Ce que nous voyons, c'est une base sociale totalement désenchantée politiquement par rapport à toutes les expériences politiques précédentes et qui a voté pour ce type d'outsider politique à travers lequel elle a canalisé sa colère.

Il convient de noter qu'une majorité de la population a, d'une part, "voté avec ses poches", comme on dit, et, d'autre part, voté contre les mensonges de la politique, d'un gouvernement qui avait appauvri des millions de personnes. Face à deux "options" foireuses, la volonté de "voter contre" l'a emporté.

On peut ajouter qu'il y a un travail assez organisé des centrales gouvernementales dans l'utilisation des réseaux sociaux comme outil de propagande ; où des groupes de "trolls" ont clairement été organisés à travers des entreprises professionnelles, qui cherchent à installer des idées ou des slogans attaquant les "opposants" afin de viraliser leur contenu.

Des médias de masse se font l'écho de ces manœuvres, en essayant de nous convaincre que le monde est désormais ce qui se passe sur les réseaux sociaux et non dans le monde réel.

### **Les précédents gouvernements néo-péronistes de centre-gauche ont "détruit" le pays en créant une dette monstrueuse. Leur horizon politique était le "libéralisme" de gauche, très apprécié même par la gauche libérale européenne. Quel est le poids du bloc gauche-libéral en Argentine ?**

Nous appelons ces gouvernements populistes et réformistes, dont l'une des principales caractéristiques est la conciliation de classe.

Leur base matérielle idéologique et politique est la petite bourgeoisie, mais leur influence dépasse cette couche sociale et s'étend également aux secteurs prolétariens.

En d'autres termes, elle se caractérise par l'ignorance de la contradiction antagoniste entre la bourgeoisie et le prolétariat et, surtout, de la phase impérialiste du capitalisme à l'époque actuelle : le capitalisme monopoliste d'État (CME).

Il aime critiquer les aspects les plus durs du système tels que la pauvreté, la faim, l'inégalité, l'injustice, le manque d'éducation, de santé, de sécurité, etc. Mais il ne remettra jamais fondamentalement en question le pouvoir dominant.

Elle attribue aux gouvernements et aux hommes politiques élus le pouvoir de décider des politiques de l'État. Ils sont les "bons" politiciens qui gouverneront en faveur du peuple.

Ils s'entourent d'une intelligentsia populiste, véritables idiots utiles au service de la bourgeoisie la plus concentrée, véritables pompiers de la révolte sociale.

On pourrait dire que les gouvernements populistes et réformistes qui ont précédé Milei, identifiés au péronisme ou au kirchnerisme, relèvent de cette conception.

Ce seront "eux" qui apporteront les changements qui rendront les masses populaires dignes, parce

qu'aujourd'hui on ne peut pas (et on ne doit pas, ajoutons-nous) parler de révolution.

Ils nous disent que la transition vers l'avantage social est possible sous le pouvoir du capitalisme (un "bon capitalisme, plus humain"). Ils prétendent que, si le gouvernement fait bien les choses, les banques, (ceux qui monopolisent les sources de matières premières, les grandes entreprises industrielles et commerciales, les plus concentrées), accepteront une diminution de leurs profits au profit des masses, au milieu de la plus vive concurrence internationale pour la suprématie des affaires...

On nous dit que la dette extérieure a été acquise par des prêts des banques internationales pour le bien du pays et que l'argent n'a pas été utilisé là où il aurait dû l'être. Par conséquent, malgré l'absence de bénéfice pour la population, il faut maintenant la payer quand même. Alors qu'en réalité, cette "dette" est la manière dont le capital le plus concentré, avec la complicité des fonctionnaires de l'État, a extrait pendant des années une énorme quantité de plus-value générée par les efforts de millions de travailleurs argentins qui, dans des conditions extrêmes de travail intensif, laissent chaque jour derrière eux des miettes de leur propre vie et de celle de leur famille.

En bref, un "plus de la même chose" qui ne cherche qu'à perpétuer au pouvoir la même classe qui nous domine depuis des centaines d'années.

Alors quel est son poids dans la politique argentine ? Bien sûr, il y a " la gauche libérale " telle que vous la définissez, elle ne cesse de faire sa politique de conciliation et de diversion, elle fait de gros dégâts dans les secteurs populaires, elle cache sa véritable conscience de classe et " brouille les cartes " comme on dit en Argentine.

Mais attention : ils ne sont pas à l'abri du profond mépris politique qui traverse de larges masses de la population qui n'adhèrent plus à leur discours "progressiste" et qui savent que la solution à leurs problèmes quotidiens ne viendra pas non plus de là.

### **Comment la classe ouvrière et la gauche révolutionnaire montrent-elles leur indépendance vis-à-vis des sirènes réformistes ?**

Nous supposons que nous avons déjà répondu à cette question dans nos réponses précédentes. Mais pour résumer les positions de notre parti, nous luttons contre toute idée ou action de réformisme et de populisme, en les dénonçant comme une autre expression de l'idéologie bourgeoise. Nous n'acceptons ni la théorie du "moindre mal" ni la théorie du "débordement", parmi d'autres mensonges de la classe dirigeante. Nous oeuvrons pour construire des organisations ouvrières indépendantes de toute tutelle bourgeoise avec l'objectif révolutionnaire de prendre le pouvoir, qu'il soit entre les mains de la classe ouvrière pour son émancipation définitive.

Sur le plan politique et idéologique, notre prédication s'oppose constamment aux formes d'organisation politique et/ou syndicale qui respectent les conceptions bourgeoises de la démocratie représentative. Nous prônons une construction qui organise le pouvoir des travailleurs et du peuple à partir de la base, en exerçant la démocratie ouvrière ou la démocratie directe, afin que

la lutte et l'organisation ne soient pas prisonnières de l'institutionnalité de la classe dominante.

### **Quelle est la réponse de la classe ouvrière argentine aux attaques du gouvernement Milei ?**

C'est une question très intéressante (et importante) parce qu'en général, le rôle de la classe ouvrière et le rôle de la lutte des classes sont sous-estimés. Nous semblons être amenés à croire que la "politique" est ce qui se passe au parlement et non dans la vie réelle.

Il serait très difficile de mentionner tous les secteurs qui sont aujourd'hui en lutte pour défendre leurs acquis ou contre de nouvelles réductions de leurs conditions de travail - et même de leurs libertés politiques. Métallurgistes, sucriers, pêcheurs, ouvriers de l'automobile, du transport, de la construction, des chemins de fer, du textile, de la vigne, des docks, de la viande, des mines, du savon, de l'alimentation, de l'aéronautique, du pétrole, du pneumatique, enseignants, travailleurs de la santé et des sciences, ainsi que des travailleurs des secteurs les plus divers et des organismes d'Etat dans les différentes provinces. La protestation commence à se manifester largement. S'il y a une chose dont nous sommes sûrs, c'est que les plans du gouvernement ne seront pas un lit de roses.

À ce sujet, nous voudrions nous attarder sur un événement important qui s'est produit à la fin du mois de janvier.

Le 24 janvier, la classe ouvrière et le peuple se sont exprimés sur le plan politique. La centrale syndicale (CGT) a été contrainte de convoquer une journée de grève nationale, en raison du mécontentement croissant de la base. Les dirigeants syndicaux et politiques ont été loin de jouer le rôle de protagonistes qu'ils avaient prévu.

Dans les rues des différentes villes du pays, les gens ont ignoré les querelles inter-bourgeoises.

Il y a eu une mobilisation qui a été un événement historique et nous ne serions pas loin de qualifier ce moment de tournant dans la lutte des classes.

Des centaines et des centaines de milliers de personnes ont manifesté contre le plan du gouvernement dans tout le pays. Les rues ont été gagnées et la volonté nous a montré que la résistance se renforce de jour en jour. Les rues étaient remplies de manifestants, d'innombrables groupes de travailleurs organisés en dehors de leurs directions bureaucratiques. Une grande partie du mécontentement populaire s'est exprimée, englobant divers secteurs de la société. Des foules qui ne pouvaient être réduites au silence par des menaces de répression ou par des "protocoles" absurdes.

Le plan du gouvernement des monopoles a été blessé en ce jour historique.

Notre parti était présent, avec l'objectif de continuer à unir les forces politiques pour vaincre le projet bourgeois, sachant que la mobilisation de masse occupera la véritable scène de l'affrontement entre les classes fondamentales.

Notre objectif est d'utiliser cette journée pour faire avancer les références politiques qui exigent de plus en plus d'organisation à partir de la base.

Il y a beaucoup à faire, c'est vrai. Mais ce qui a été fait doit être porté au débat dans chaque secteur de travail. Nous devons discuter des nouveaux pas à faire pour soutenir cette flamme qui a été allumée à un autre niveau.

En même temps, cela exige des révolutionnaires de prendre de la hauteur afin que cette accumulation politique se traduise par une plus grande force politique et vers une organisation indépendante.

Vous n'êtes pas sans savoir que le soutien de la classe ouvrière internationale à cette grève a été très important. Cela ne doit pas être sous-estimé dans un contexte mondial où la classe ouvrière poursuit sa lutte dans ses propres pays.

**Quelles sont les batailles menées par le PTR contre le gouvernement de Milei ? Quels sont les principaux objectifs du PTR aujourd'hui, en relation avec les mouvements de protestation antigouvernementaux ?**

Pour conclure cette interview et remercier SUPERNOVA pour l'intérêt qu'elle porte à la situation de notre pays, en particulier du point de vue du PTR, nous voudrions mentionner que la situation est vraiment accablante.

Tout le poids de la crise capitaliste s'abat sur le dos des travailleurs : la surexploitation, l'inflation, la baisse des salaires, la destruction des retraites, la faim, l'accroissement de la pauvreté et de misère... bref, des souffrances très graves frappent au quotidien la grande majorité de la population.

Pour nous, parmi nos camarades travailleurs, il ne nous importe peu de savoir pour qui nous avons voté et comment nous décidons de faire grève.

Il ne faut pas oublier que l'un des objectifs de la bourgeoisie est de nous dé-classifier, afin que nous ne nous voyions pas comme ce que nous sommes, la classe qui génère tous ses profits grâce à notre travail, la classe ouvrière.

Par conséquent, ce que nous disons, c'est que la seule issue possible à cette situation n'aura une lueur d'effet, dans la réalité que si nous défendons les intérêts de notre classe.

Nous devons poursuivre la lutte sur notre terrain, dans chacun de nos lieux de travail, en commençant par le pouvoir local.

Nous appelons à renforcer l'organisation à partir de la base, comme première étape pour que la classe ouvrière fasse irruption sur la scène politique de notre pays, avec son propre projet, à partir de son indépendance de classe, et ce afin qu'elle remplisse son rôle d'unification du reste des secteurs exploités et opprimés.

Nous sommes convaincus que c'est de là que naîtront les réponses politiques qui constitueront un véritable frein à toute tentative de réduire nos libertés politiques et nos acquis.

Briser le plan du gouvernement est l'objectif tactique immédiat que notre parti se fixe. Se concentrer sur la classe ouvrière, sur l'organisation de base, indépendante de toute variante des forces politiques et sociales de la bourgeoisie, encourager toute initiative politique qui contribue à saper les bases de soutien du plan du gouvernement, avec comme axe central la participation effective des masses et NON des appareils politiques et/ou syndicaux. Pour vaincre tout ce qui menace nos

conditions de vie et de travail, il faut une large unité à caractère de classe, qui mette au premier plan les intérêts et l'intervention effective des masses ouvrières et populaires. Intervention qu'il est impossible de remplacer si l'on poursuit une lutte révolutionnaire cohérente et si l'on ne veut pas être le wagon de queue des variantes bourgeoises.

La défaite du plan du gouvernement Milei (qui n'est rien d'autre que le plan des monopoles pour l'Argentine) exige le renforcement du mouvement de lutte dans une perspective d'indépendance politique et organique par rapport aux partis du système, à leurs politiques populistes et réformistes (qui visent à maintenir le mouvement de masse asservi à l'institutionnalité bourgeoise).

Pour ce faire, nous devons consacrer tous nos efforts à l'organisation de base et démanteler toute lueur d'espoir et d'espérance dans les forces qui appellent à la conciliation de classe, au respect du système, à l'inscription de la lutte dans l'impasse de la voie des institutions du pouvoir en place.

S'il y a une chose dont il faut se méfier, c'est du sectarisme. Il nous faut comprendre que le malaise que certains secteurs du peuple éprouvent face à cette situation ne peut être surmonté à la condition que nous élaborions une voie de résistance concrète par l'action. Une proposition basée sur les intérêts réels de notre classe.

Ce que nous faisons en permanence, c'est d'apporter aux noyaux de travailleurs qui commencent à se frotter aux idées révolutionnaires d'aujourd'hui tout ce débat, en mettant sur la table non seulement la conjoncture mais aussi les objectifs stratégiques.

Nous appelons tous les détachements révolutionnaires de notre pays (il y en a des centaines) à rester proches des besoins des masses et de leurs aspirations, en évitant de tomber dans le piège de l'une ou l'autre des disputes qui nous sont présentées d'en haut par les différentes fractions bourgeoises.



# brochure

## Réformisme et réformistes



« *Réformisme et réformistes* » est une brochure de l'organisation belge Classe contre classe qui tranche avec les positionnements habituels des révolutionnaires sur le réformisme et les réformistes.

Le réformisme a toujours été critiqué dans les milieux révolutionnaires quand à ses effets les plus dommageables (l'éloignement des masses de la voie révolutionnaire) et à ses aspects les plus répugnants (corruption, collusion, etc.).

Mais c'est négliger la dialectique qui oppose et unit révolutionnaires et réformistes dans une relation complexe et dynamique. Sans cette approche, il est impossible de comprendre le processus par lesquels plusieurs générations d'organisations révolutionnaires sont devenues réformistes : les partis socialistes d'abord, communistes ensuite, et les organisations issues du mouvement '68 enfin.

Pour aborder scientifiquement cette question, la brochure aborde des questions clés comme celle du rapport de force, des objectifs partiels ou de l'opportunisme. Elle expose en quoi la ligne de fracture entre ligne réformiste et révolutionnaire ne s'explique par par le rapport à la loi, aux élections ou à la violence (il y a eu des participations révolutionnaire aux élections et des guérilla réformistes).

La relation dialectique entre héritages réformiste et révolutionnaire apparaît d'abord sur le plan historique, comme l'expose la première partie de la brochure. La distinction entre réformistes et révolutionnaires est apparue assez tard dans l'histoire du mouvement ouvrier. Durant toute la période où la moindre velléité de révolte ou de revendication des prolétaires leur valait une répression sans frein, la distinction

réformiste/révolutionnaire ne se posait pas au mouvement.

Le réformisme lui même connaît plusieurs étapes (électoratisme, parlementarisme, ministérialisme) qui ont donné lieu à des batailles politiques et qui laissent des lignes de partage aujourd'hui encore. Toujours d'un point de vue historique, le réformisme aujourd'hui ne peut être compris sans prendre en compte ses succès passés, auxquels renvoient ses défenseurs (du New deal aux trente glorieuses), ni sans sa crise née dans les années '80. La crise économique et la disparition du contre-modèle soviétique ont servi de base à une offensive bourgeoise qui a supprimé la marge de manœuvre du réformisme. Sans comprendre ces succès historiques il est impossible de comprendre l'emprise organisationnelle et idéologique de l'héritage réformiste dans la classe, sans comprendre sa crise il est impossible de développer une politique qui permet d'en exploiter le potentiel révolutionnaire. Cette crise, de plus en plus manifeste, trace une ligne de fracture au sein des forces réformistes, entre ceux qui, attachés au système, prétendent ignorer cette impasse (où la masquent en proposant des avancées sociétales comme compensation des régressions socio-économiques), et ceux qui veulent sincèrement un autre système et qui croyait jusqu'ici pouvoir obtenir ce changement en exploitant/subvertissant les règles du système lui-même. L'enjeu est essentiel, car ce sont ces réformistes là qui sont les révolutionnaires de demain.

Contact: [info@classecontreclasse.org](mailto:info@classecontreclasse.org)

[classecontreclasse.org/reformisme-et-reformistes/](http://classecontreclasse.org/reformisme-et-reformistes/)



# Nationalisme réactionnaire en Inde

## Le fascisme hindutva Le fondement idéologique du capitalisme bureaucratique comprador

La question du fascisme dans le système politique indien existant jusqu'à présent a dominé l'impulsion de la conscience politique de la nation. Mais il existe des différences dans la compréhension théorique du fascisme et dans la pratique concrète visant à le nier. La conception libérale du fascisme reflète la philosophie empirique et positiviste de la connaissance. La question du fascisme que le libéralisme perçoit provient des principes utilitaires de la liberté et de sa réalisation, mais elle nie les relations sociales qui institutionnalisent le concept de liberté. Historiquement, les régimes libéraux n'ont en rien différé des régimes fascistes en ce qui concerne l'exploitation des classes laborieuses. La seule différence possible peut être soulignée en termes de droits légaux formels pour la classe ouvrière et son organisation dans les premiers, alors qu'ils sont totalement absents dans les seconds. La compréhension libérale ne se concentre que sur l'apparence des phénomènes et ne parvient pas à aller au-delà des couches de la peau.

La critique du fascisme à partir de la philosophie libérale garantit en fait la réalisation des perceptions politiques selon lesquelles le système politique idéal de la bourgeoisie et le régime fasciste ont quelque chose d'équivalent entre eux - l'exploitation de la classe ouvrière.

La compréhension marxiste de la société nous donne une approche radicale pour comprendre le fascisme, son universalité et sa particularité. Le fascisme, en tant que système politique socio-économique, apparaît à l'époque de la concentration de masse et de la combinaison des systèmes de production, ce qui, dans la conception marxiste, correspond au stade de l'impérialisme. Ce stade (le plus élevé) du capitalisme est radicalement différent de la période du capitalisme mercantile, qui représentait le stade du libre-échange. Cependant, avec l'effondrement de l'ère du libre-échange et la montée du système monopolistique de production et d'échange (fixation monopolistique des prix), le système politique libéral doré des droits à la liberté de choix est devenu caduc. Dans le contexte indien, le fascisme a généralement été compris en termes culturels, aspirant à établir une hégémonie culturelle, mais les libéraux occultent généralement les structures socio-économiques que l'Hindutva engendre. L'article se concentre sur les questions fondamentales concernant le fascisme dans le contexte indien et sa transformation, ainsi que sur les facteurs conduisant à cette transformation.

### Genèse du fascisme brahmanique Hindutva Fascisme

Le système socio-économique (système semi-féodal et semi-colonial) est à la base de la montée de l'hindutva

brahmanique. Le fascisme de l'Hindutva brahmanique est différent du fascisme petit-bourgeois parce qu'il représente un fascisme de style féodal qui renforce le système des castes sous sa nouvelle forme. L'Hindutva représente la centralisation des religions hindoues, qui sont en fait diverses et variées dans leur forme et leur essence.

Ce processus de centralisation nécessite des bases matérielles, représentées par les "contradictions directes et indirectes" de la société indienne. L'organisation sociale est la personnification des relations sociales et économiques. Pour comprendre l'origine et la montée de l'Hindutva Fascisme, il est pertinent de comprendre les conditions matérielles qui ont produit l'Hindutva Fascisme.

Depuis sa création, le capitalisme a toujours été un colonialisme et la recherche de colonies comme destination ultime. Bien que l'Inde ait été une économie essentiellement agraire au début du XVIIIe siècle, en ce sens que la majeure partie de son produit intérieur brut et de ses emplois provenait de l'agriculture, elle n'était pas autant une économie agraire que la plupart des économies européennes de cette période de l'histoire. Quelques années avant la bataille de Plassey (1757 après J.-C.), en 1750, la part de l'Inde dans le secteur manufacturier mondial était d'environ 24,5 % et celle de la Chine de 32,5 %. L'historiographie coloniale glorifie l'Angleterre comme l'apogée du secteur manufacturier, mais cette réussite a été portée par l'épée coloniale qui a eu des implications négatives flagrantes sur les structures sociales, politiques et économiques de l'Inde.

Le colonialisme britannique peut être divisé en trois phases : La phase du capital mercantile (1757-1813), la phase du capital industriel (1813 au début du 20e siècle) et la phase du capital financier.

### La phase du capital mercantile

Cette étape s'est déroulée de 1757 à 1813. Les méthodes d'exploitation adoptées par les colonialistes britanniques au cours de cette phase étaient principalement liées à l'échange inégal et à l'accumulation primitive de capital. Ces mesures ont eu pour corollaire la destruction de l'industrie autosuffisante et la paupérisation de la paysannerie. Les artisans sont déqualifiés et luttent pour survivre dans le cadre d'une "existence contractée". De telles conditions ont eu de graves conséquences sociologiques. Tout d'abord, les relations féodales ont été fermement soutenues par le pouvoir colonial et ont fait l'objet d'une cohabitation précise. Ces relations féodales ont joué un double rôle dans le domaine idéologique et dans le domaine économique. Dans le domaine idéologique, elles ont construit la réalité de l'altérité sur le paradigme de la caste et de la religion.

Dans le domaine économique, il a assujéti la paysannerie et les artisans par des formes d'exploitation économique. Pour rendre l'exploitation économique obscure, le domaine idéologique de la religion, en fabriquant l'identité de l'altérité, était suffisant pour accomplir cette tâche. C'est ainsi que la haine communautaire entre Hindous et Musulmans a commencé à dresser sa tête d'hydre. La pratique de l'intouchabilité par les classes féodales était

l'un des principaux moyens de maintenir leur hégémonie coercitive sur l'ensemble de la société.

### **L'étape du capital industriel**

L'histoire de l'Inde a connu des bouleversements majeurs au cours de cette phase de la situation économique. Cette étape a duré de 1813 au début du 20<sup>e</sup> siècle. En Europe, c'était l'ère des lumières et de la raison, où toute autorité était placée sous le signe de la rationalité. C'est l'ère de la révolution. Le système de production, tel qu'il s'est transformé, a donné naissance à de nouvelles classes contradictoires, à de nouvelles méthodes d'exploitation et à de nouvelles formes de lutte. L'histoire de l'Inde était sous l'emprise du colonialisme, qui a intégré de manière transparente une conception orientaliste de la société indienne comme étant immobile et sans transformation qualitative du système de production sociale et de la conscience sociale. L'essor de la sphère publique n'a été possible qu'avec le développement du capitalisme imprimé et l'Inde n'est pas restée à l'abri de ses effets. Historiquement, la montée du fondamentalisme hindou remonte à cette étape du colonialisme. Le pouvoir colonial britannique et les nouvelles classes de propriétaires terriens ont ressenti l'unité des hindous et des musulmans comme une menace potentielle pour leur source de profit et se sont efforcés de construire une relation antagoniste entre les hindous et les musulmans. L'historiographie coloniale a classé l'histoire de l'Inde en fonction des lignes communautaires. Les concepts d'ancien, de médiéval et de moderne ont été perçus à travers le prisme de la logique religieuse. Dans son ouvrage "History of British India", James Mill affirme que l'Inde ancienne est l'Inde hindoue, l'Inde médiévale l'Inde islamique et l'Inde britannique l'Inde moderne. Comme les sites des civilisations Mohenjo-Daro et Harappan n'ont pas été exhumés de la surface de la terre et que des milliers d'années d'histoire indienne sont enfouies sous la terre, l'étude de l'histoire de l'Inde est empreinte de préjugés et de communautarisme. Le mouvement de renouveau hindou était prédominant dans les provinces britanniques parce que les dirigeants du renouveau hindou étaient issus de la caste supérieure et des classes de propriétaires terriens et qu'ils étaient suffisamment privilégiés pour utiliser la sphère publique construite par le régime colonial. Pour le revivalisme hindou, l'historiographie signifie naturaliser le pouvoir et l'hégémonie d'un groupe particulier sur l'autre. Cela permet de comprendre que l'histoire reste un espace immuable sur lequel le temps n'a aucune influence, et qu'il existe quelque chose comme un sujet transcendantal qui est la force motrice de l'histoire.

Dans son roman "Ananda Math", Bankim Chandra Chattopadhyay suit la logique orientaliste selon laquelle l'Occident est destiné à développer scientifiquement l'Orient. Cependant, il recherche une union nécessaire entre l'Est, dont l'essence est la spiritualité, et l'Ouest, qui est mû par la science et le développement technologique. Dans cet acte d'unionisme entre l'est et l'ouest, Bankim diabolise les musulmans et les considère comme la seule raison de l'asservissement de l'Inde. Le cri de retour à l'Inde ancienne, qualifiée d'"âge d'or" par le revivalisme hindou, a commencé à faire du bruit. Le revivalisme

hindou a totalement mis de côté l'exploitation de l'Inde par le colonialisme. À cette époque, l'Inde est devenue partie intégrante du capitalisme mondial. Comme le dit Franz Fanon : "L'originalité du contexte colonial est que la réalité économique, l'inégalité et l'immense différence des modes de vie ne viennent jamais masquer les réalités humaines", l'Inde, avec sa diversité culturelle, est restée identique à la réalité économique. L'Inde est devenue une nation désindustrialisée à une vitesse fulgurante et le marché des marchandises britanniques s'est élargi. Marx élucide l'impact du colonialisme britannique sur l'économie indienne : "C'est l'intrus britannique qui a brisé le métier à bras indien et détruit le rouet. L'Angleterre a commencé par chasser les cotons indiens du marché européen ; elle a ensuite introduit le twist dans l'Hindostan et a fini par inonder de cotons la patrie même du coton...La vapeur et la science britanniques ont déraciné, sur toute la surface de l'Hindostan, l'union entre l'agriculture et l'industrie manufacturière" (The British rule in India, 1853).

Les villes commerciales autrefois florissantes comme Dhaka et Murshidabad sont devenues des villes fantômes et une migration inverse de détresse des villes vers les villages a commencé. La destruction des secteurs de l'artisanat indigène a entraîné la perte des moyens de subsistance des artisans. Cette migration inverse a accru les tensions sociales et économiques qui régnaient à l'époque. Les nouvelles classes de propriétaires terriens se sont entendues avec les puissances coloniales et, en collaboration avec elles, ont conçu la politique coloniale de "diviser pour régner" dans la condition indienne.

À partir de 1870, le revivalisme hindou est à son apogée. Avec le soutien débridé des Britanniques, l'United India Patriotic Association (UIPA) a été créée en août 1888 par Sir Sayyed Ahmed Khan et Raja Shiv Prasad Singh de Banaras. Cet organe politique était une coalition de "classes déclinantes de propriétaires terriens, de rois et d'autres nobles, à la fois hindous et musulmans". L'UIPA a attribué à l'UIPA un sentiment de loyauté envers la couronne britannique et s'est ensuite divisée en Ligue musulmane et Mahasabha hindou.

### **Le stade du capital financier**

L'expansion du capital colonial dans le sous-continent indien n'a pas éradiqué le mode de production et les relations de production précapitalistes. Cependant, elle a collaboré avec les relations primordiales dans le contexte indien et a même renforcé les structures féodales par la création du système zamindari dans le secteur agricole. La classe bourgeoise indigène de l'Inde coloniale a collaboré avec les éléments féodaux et le capital impérialiste pour l'accumulation du profit. Le résultat de cette collaboration dans le domaine politique a été la formation du Congrès national indien en 1885. Les programmes politiques lancés par le Congrès national indien (CNI) n'ont jamais été antagonistes avec les éléments féodaux et bourgeois de la société indienne.

La formation du RSS dans l'Inde coloniale s'est faite grâce au soutien et à la collaboration des éléments bourgeois semi-féodaux et compradores. Il est indéniable que le capital a une "tendance à l'universalisation", mais il n'atteint jamais cet objectif de manière uniforme.

Dans le contexte européen, nous pouvons voir directement les contradictions entre la bourgeoisie et les classes féodales pendant la Révolution française de 1789. Mais le contexte indien prend son souffle dans sa propre particularité. Autour de la période de 1920, l'INC a subi avec succès des changements quantitatifs et qualitatifs et s'est transformé en une organisation de masse. La collaboration des classes dirigeantes avait un besoin impératif de manipuler les masses pour les empêcher d'établir et de construire des mouvements de masse radicaux, tant pour la lutte de libération que pour les mouvements des paysans et de la classe ouvrière.

Le 1er mai 1916, B.G. Tilak a déclaré dans un discours sur le Home Rule à Belgaum : "C'est un fait incontestable que nous devrions assurer notre propre bien sous la domination du peuple anglais lui-même, sous la supervision de la nation anglaise, grâce à sa sympathie, à son attention anxieuse et à ces sentiments élevés qu'elle possède". Cela montre clairement l'intention du Congrès national indien. Alors que l'Inde entre dans l'ère du capital financier, nous assistons à une transformation structurelle de la classe bourgeoise qui se transforme en bourgeois compradore. La crainte d'une révolution communiste est restée très présente dans l'esprit des classes dirigeantes. La méthode du Satyagraha et de l'ahimsa pour lutter contre le régime colonial, initiée sous la direction du Mahatma Gandhi, était dans l'intérêt des éléments féodaux. Les programmes économiques de l'INC reflètent clairement la forme petite-bourgeoise du socialisme, qui peut être identifiée par le plan de Bombay (1944) et les principes directeurs de la politique de l'État en vertu de la partie IV de la Constitution indienne. Ce socialisme petit-bourgeois est une forme de fascisme qui a gouverné la nation pendant une longue période depuis le transfert du pouvoir des classes dirigeantes coloniales à la bourgeoisie communale et aux seigneurs féodaux.

Le socialisme petit-bourgeois a pris le système de démocratie parlementaire de Westminster au pouvoir colonial. Cette démocratie parlementaire est devenue un représentant des éléments de la bourgeoisie féodale et compradore et toutes les politiques antipopulaires portent la marque de la majorité des votes et, la plupart du temps, d'un soutien unanime. La tragédie des politiques progressistes de la société indienne est qu'elles s'engagent à protéger les institutions mêmes qui se sont directement livrées à l'oppression du peuple.

La constitution indienne est le reflet de la loi de 1935 sur le gouvernement de l'Inde, que Nehru lui-même qualifiait d'"objet d'esclavage".

Il existe de fortes affinités entre le parti fasciste de Mussolini et le RSS, comme l'a souligné le Dr.

Balakrishna Shivram Moonje (l'un des membres fondateurs du RSS) a reconnu que le RSS avait le potentiel de devenir une organisation fasciste. "Notre institution, le Rashtriya Swayamsevak Sangh de Nagpur, dirigé par le Dr Hedgewar, est de ce type [référence à l'institution Balilla de Mussolini], bien qu'elle ait été conçue de manière tout à fait indépendante. Je passerai le reste de ma vie à développer et à étendre cette institution du Dr Hedgewar dans tout le Maharashtra et dans d'autres provinces".

La prédominance du fascisme hindutva dans la politique indienne remonte à la période des années 1990. La politique de libéralisation, de privatisation et de

mondialisation (connue sous le nom de politique LPG) a facilité la croissance des forces de l'Hindutva. De tels changements structurels apportés par l'État dans l'intérêt des classes dirigeantes prouvent que l'État est un instrument entre les mains des classes dirigeantes. L'ampleur de la violence à l'égard de la classe ouvrière, de la paysannerie, des Dalits et des minorités a augmenté depuis les années 1990 parce que la substance de cette violence tourne directement ou indirectement autour de la question de la crise agraire.

La collaboration entre l'impérialisme et le fascisme hindutva est clairement visible dans les trois lois agricoles, qui constituent une menace directe pour la souveraineté alimentaire de l'Inde. La crise agraire n'a pas été correctement abordée par les principaux partis politiques de gauche. En fait, les politiques économiques des principaux partis de gauche sont guidées par la logique de "l'accumulation par la dépossession".

Les principaux partis politiques de gauche n'ont pas de programmes d'action sérieux pour contrer la tendance à l'hindouisation de la politique indienne. Ils ont totalement recouru à des méthodes politiques populistes. Les principales organisations dalits ont axé leur discours sur l'aspect culturel de la politique, ce qui crée une fausse conscience de la résistance aux forces de l'Hindutva.

L'acte de résistance à la violence de l'Hindutva a été perçu dans les médias de propagande comme une menace pour l'unité et l'intégration nationales.

Il ne fait aucun doute qu'une telle résistance déconsidère en soi l'idée même de nation telle qu'elle est formulée dans le discours de l'Hindutva. Dans son livre *We Our Nationhood Defined*, Savarkar note qu'"une nation est formée par une majorité qui y vit ... Ils [les Juifs] étant en minorité ont été chassés d'Allemagne". Plus loin, il lance le slogan "Hindouiser toute la politique et militariser l'Hindouisme". La nation fondée sur le majoritarisme n'est rien d'autre qu'un projet de darwinisme social qui est une composante du modernisme réactionnaire. Dans cette modernité (que représente l'Hindutva), l'expérience sociale est déformée et remplie d'une fixation spatiale terrorisée, simultanément réoccupée par la représentation orientaliste de l'hégémonie culturelle sous le socle de la formation sociale néo-libérale et technocratique.

### **L'ontologie de la violence de l'Hindutva**

Le lynchage d'Aklat et de nombreux autres membres de la communauté musulmane sous prétexte qu'ils transportaient du bœuf représente la dégradation de la condition de musulman et le silence intentionnel maintenu par Narendra Modi consolide le fait que cette violence est médiatisée par l'État. La création de groupes de vigilance sur le modèle fasciste pour créer un sentiment de peur par leur présence envoie un message clair de répression de la dissidence et de l'opposition à l'Hindu rashtra. Les lynchages et les projets de loi sur la citoyenneté (NRC, CAA) envoient un message aux minorités pour qu'elles respirent une vie d'humiliation et de passivité dans la sphère politique. L'ampleur de la violence anti-musulmane ou anti-minorité montre déjà que cette violence a une signification symbolique et un destin sémiotique. Elle est devenue une technologie essentielle pour l'établissement de l'Hindu-Rashtra.

La politique de l'Hindutva ou le fascisme indien construit un collectif opprimé qui comprend les travailleurs, la paysannerie, les Dalits, les minorités, les nationalités opprimées, les populations tribales et les femmes. La violence à l'encontre de ce collectif opprimé est motivée par des raisons politiques, car il aspire à l'émancipation politique, aux droits à l'emploi et à l'égalité des droits dans l'espace public. La création du collectif opprimé est historiquement fondée, mais elle fournit également une critique de la structure et des conditions mêmes qui conduisent à la formation d'une telle inter-subjectivité collective.

### Politique des Dalits et Hindutva

L'essor de la politique des Dalits s'est articulé autour de la politique de l'intérêt et de la recherche d'une approche communicative en vue de l'amélioration de la situation de la communauté opprimée des Dalits. Le mécanisme politique des Dalits était intrinsèquement lié à la modernité (quelle que soit sa forme en Inde) qui est arrivée en Inde pendant la période coloniale. Toutefois, ce serait faire preuve d'étroitesse d'esprit que d'arriver à la conclusion que l'appareil colonial a totalement assuré l'émancipation des Dalits de leur existence antagoniste. Le Wood Dispatch de 1854 a formellement rendu obligatoire l'inscription des Dalits dans toutes les écoles subventionnées par le gouvernement, mais en réalité, les Dalits n'ont jamais été admis en grand nombre dans les établissements d'enseignement. Cet aspect a été clairement abordé par Ambedkar lui-même : "Dans ces circonstances, l'éducation de masse envisagée par la dépêche de 1854 était en pratique accessible à tous, à l'exception des classes défavorisées.

La levée de l'interdiction de l'éducation pour les classes défavorisées en 1854 n'a été qu'une affaire nominale". Malgré cela, la non-exclusion des Dalits des institutions éducatives n'a pas été totale. On ne peut nier le fait que pour la première fois, les Dalits, après des siècles de refus de lire et d'écrire, sont enfin devenus une réalité grâce au système éducatif anglais. Les Dalits, principalement issus des villes et de la classe militaire, ont eu la possibilité de s'inscrire dans les établissements d'enseignement. Après s'être habituée aux idées modernes, cette nouvelle classe au sein de la communauté dalit a commencé à remettre en question l'identité formée autour du système vicieux de la caste. C'est ainsi qu'est née la politique dalit et la lutte contre le système de castes. Auparavant, la politique dalit restait un phénomène localisé et segmenté. Il y a de nombreuses raisons à cela, mais c'est principalement dû aux conditions socio-économiques (l'économie étant locale). Cependant, au début, le mouvement dalit n'est jamais resté opposé aux questions économiques. Le tournant culturel symbolique de la politique dalit dans l'Inde postcoloniale s'est intégré de manière significative à la politique de droite. Ambedkar lui-même était tout à fait conscient de l'étroitesse et de la nature paroissiale de l'aspect culturel de la politique, qui n'a aucune intention réelle de transformer radicalement la société dans son ensemble. Il a préconisé l'abolition du système des khoti (une sorte de propriété foncière principalement détenue par les brahmanes du chit pavan) et même dans son ouvrage "State and Minorities", il est parvenu à la

conclusion que la nationalisation des terres restait cruciale pour l'anéantissement des castes. Ambedkar conserve une approche politique de gauche. Mais il existe une multitude de différences entre Ambedkar et le mouvement dalit post-Ambedkar. La politique actuelle des Dalits a renié la politique de l'intérêt en soi et s'articule autour d'une politique d'affirmation. Le nombre important de Dalits résidant démographiquement dans les zones rurales, le simple jargon de la justice sociale n'a pas d'effet matériel réel et n'a pas apporté de justice substantielle.

Les aspirations des Dalits de la classe moyenne et des Dalits ruraux qui travaillent sont deux camps opposés.

L'émancipation économique n'est pas la seule finalité de l'émancipation humaine, mais aucune émancipation n'est possible pour un squelette sans vie. Alors que l'Hindutva crée une compréhension du "nous" et du "eux" qui divise la société sur des bases communautaires, ce qui est exclusif par essence, ironiquement, elle crée également un sentiment de fausse inclusion et d'externalité négative du fait d'être un Dalit.

Grâce à ce processus, l'Hindutva a réussi à faire des Dalits des fantassins de l'Hindutva. L'économie néolibérale, qui consiste à créer des forces de travail mobiles et fragiles, a également joué en faveur de l'Hindutva.

Le pogrom du Gujarat s'est essentiellement appuyé sur la crise économique qui avait englouti l'État après une décennie d'expérimentation néolibérale dans l'État. L'application de la politique néolibérale de désinvestissement dans le secteur public et de privatisation de la sphère publique a eu un impact négatif sur les Dalits qui se trouvaient déjà dans une situation pathétique.

Avec la fermeture de 50 usines textiles et d'autres petits secteurs, les Dalits, en tant que classe ouvrière, ont été facilement déplacés avec l'arrivée des machines automatisées, ce qui a affecté la configuration sociale des villes voisines d'Ahmedabad. Les travailleurs dalits des usines textiles étaient principalement des ouvriers non qualifiés, et comme ils manquaient de compétences, ils étaient considérés comme inutiles par l'économie mondialisée. Au bord de la famine, les Dalits des régions d'Ahmedabad ont opté pour des travaux traditionnellement effectués par la communauté musulmane. Ce clivage entre Dalits et Musulmans est entré dans les sacs de la politique Hindutva qui a assimilé l'agonie des Dalits à une création musulmane. L'incapacité des principaux partis politiques de gauche et des organisations de masse à contrer ce discours a également joué en faveur de la politique d'obstruction de l'Hindutva.

Il ne s'agit là que d'une série d'exemples construits sur les facteurs du néolibéralisme et de l'hindutva.

Voyons-en d'autres. La montée du BJP après les années 90 est attribuée à deux facteurs : d'une part, les politiques néolibérales et, d'autre part, le parti du Congrès lui-même. Le néolibéralisme était une réponse à l'économie keynésienne en déclin qui est apparue comme une solution à la crise du capitalisme pendant la période de la grande dépression. La solution était que l'État devait être un État-providence afin de rendre possible l'efficacité de la demande. Cependant, la fin de la période dorée du

## Conclusion

capitalisme dans les années 1970 a également marqué la fin de l'économie keynésienne. Les partisans du néolibéralisme - Milton Friedman et Friedrich Hayek - ont proposé l'idée du libéralisme classique de la main invisible du marché et se sont fermement prononcés en faveur de la déréglementation du marché. Le néolibéralisme a été pratiqué pour la première fois au Chili, en Amérique latine, et l'application d'une telle politique nécessitait un État fasciste. L'année 1960 a été marquée par une grave crise économique en Inde.

La production agricole et industrielle enregistre une croissance négative. La révolte populaire a pris une tournure qualitative lors du soulèvement de Naxalbari et la question de la terre aux cultivateurs est devenue le pivot de la révolution indienne. Aujourd'hui, le CPI (maoïste) porte la question de la terre aux cultivateurs et d'autres formes d'émancipation au plus haut niveau. La politique de Naxalbari a fourni un domaine politique alternatif aux masses appauvries de la société indienne. Sa méthodologie consistait à dire la vérité au pouvoir, à politiser les masses pour s'emparer du pouvoir politique. Le parti du Congrès, sous la direction d'Indira Gandhi, a imposé l'état d'urgence draconien de 1975 à 1977 afin d'endiguer la contestation croissante de son régime. Avant cela, Indira Gandhi, sous la dictée de l'impérialisme américain, a introduit la révolution verte à la fin des années 1960. Cela a conduit à la montée des koulaks de la caste dominante, en particulier dans les États du Nord. À partir de cette période, le RSS a commencé à se présenter comme pro-dalit ou contre l'intouchabilité afin de tromper les dalits et de leur interdire d'adhérer à la politique naxalite. Dans le Maharashtra, les groupes fascistes BJP et Shiv Sena ont commencé à lancer des appels à l'unité "Bhim Shakti et Shiv shakti" afin d'attirer les Dalits dans les camps de l'Hindutva. La violence à l'encontre des Dalits dans l'Inde post-coloniale est directement ou indirectement liée à la question de la terre. À Kilvenmani, un village du Tamilnadu, quarante-quatre femmes et enfants ont été tués en 1968 par les propriétaires terriens au motif que les ouvriers dalits avaient organisé une grève pour obtenir des hausses de salaire. À la fin des années 1980, les Dalits ont été massacrés à Karamchedu, à Chunduru et ont suivi la même trajectoire. Toutes ces atrocités s'inscrivent dans le cadre de l'ordre néolibéral et de la montée des forces hindutva.

Le parti du Congrès a contribué de manière significative à la montée de la politique hindutva dès le mouvement d'indépendance. La politique communautaire menée par le parti du Congrès sous la direction de Rajiv Gandhi à des fins électorales a créé un terrain fertile à partir duquel la politique de l'Hindutva s'est rapidement développée. En 1986, Rajiv Gandhi a ordonné au ministre en chef de l'UP de l'époque d'ouvrir les serrures de Babri Masjid pour que les hindous puissent pratiquer leur culte et, par le biais de l'arrêt Shah Bano, le gouvernement a retiré le droit de pension alimentaire aux femmes musulmanes divorcées. Ce dernier acte visait à satisfaire la section orthodoxe des religieux musulmans. Ces deux actes et l'ouverture de l'économie indienne ont laissé des traces de douleur et d'agonie dans la génération actuelle.

Le fascisme hindutva, avec tous ses mécanismes de fabrication de la vérité, est orienté vers la logique de la déviation des inégalités économiques et sociales perceptibles. L'assaut contre les forces révolutionnaires et les organisations démocratiques par le régime de l'Hindutva dirigé par le BJP indique que les droits et les aspirations du peuple sont assassinés chaque jour. L'économie de l'Inde se dilapide à une vitesse vertigineuse. À force de voir la propagande dans les médias de masse, la vérité nous échappe. Même après 75 ans d'indépendance, l'Inde reste le leader mondial non pas en matière de progrès scientifique pour l'enrichissement humain, mais en matière de mortalité infantile. Cela fait de l'avenir des enfants indiens un cimetière. L'engagement de l'Inde à surmonter les décès ou les problèmes liés à la faim est tout à fait lamentable. Selon l'indice de la faim dans le monde, l'Inde se classe au 110e rang sur 118 pays. En fait, certains pays sous-développés font bien mieux que la plus grande nation démocratique du monde. La population est mécontente et l'exploitation a doublé.

Les gens sont mécontents et l'exploitation a doublé au cours des 7-8 dernières années. Les politiques du gouvernement fasciste du BJP, telles que l'ACA et le NRC, ont aliéné la communauté musulmane. Le gouvernement du BJP, marionnette de la bourgeoisie compradore et des forces impérialistes, a aboli l'impôt sur la fortune et l'impôt sur les successions. Pour le seul exercice financier 2021-22, il y a eu une perte d'environ 1,53 milliard de roupies sous la forme d'avantages fiscaux accordés aux entreprises et, d'autre part, il a imposé la TPS en tant que taxe fasciste sur les produits de base consommés par les masses communes pour leur reproduction sociale. Le CPI (maoïste) se révolte contre les conditions objectives oppressives et la réalité exploitée. Le gouvernement BJP a lancé le programme fasciste de "Samadhan"- Prahar pour éradiquer les forces maoïstes en Inde afin que l'impérialisme et la bourgeoisie compradore puissent accumuler des profits à un rythme plus rapide et réprimer le peuple socialement, économiquement et politiquement.

People's March, Inde



## La cage du souverainisme-populisme



Les termes souverainisme et populisme sont souvent utilisés comme des synonymes, pourtant ils sous-tendent des idéologies diverses. Ces "mots-valises" sont utilisés en des sens contraires tantôt pour "célébrer" la phase politique actuelle tantôt pour la dénoncer ou la décrier.

Ce qui devrait nous amener à distinguer les deux termes, ce sont les contenus (et résultats) politiques différents de ces expériences, de ces mouvements et des partis qui sont parfois arrivés au sommet de l'État précisément sur la vague du binôme populisme-souverainisme.

A travers la définition du souverainisme, il est sous-tendu la récupération, la défense ou la réaffirmation de la souveraineté nationale par rapport aux sphères et aux liens supranationaux. Il est désormais possible de trouver des résultats très différents dans le panorama des mouvements qui se réfèrent à cette définition.

Par exemple, le précédent gouvernement Trump a effectivement tenu nombre de ses promesses mais rappelons également que les États-Unis ont passé des accords et des pactes supranationaux (du Partenariat transpacifique à l'accord sur le nucléaire iranien, en passant par l'accord de Paris sur le climat et le Conseil des droits de l'homme de l'ONU).

Cette tendance ne peut être attribuée à un isolationnisme pur et simple, mais plutôt à une reprise d'un plan bilatéral ou du moins plus circonscrit, qui est devenu plus fonctionnel pour l'impérialisme américain, aux prises avec un affaiblissement relatif par rapport à la dimension multilatérale précédente. Il n'en reste pas moins que le virage de Trump (qui a ensuite conditionné une grande partie de la nouvelle scène politique européenne) concernant les formes et les modes de poursuite de l'intérêt national est un fait.

Il en va de même pour le Brexit du gouvernement britannique.

Les mêmes élans souverainistes se retrouvent au sein des différentes formations politiques françaises (production nationale et producteurs locaux... un slogan qui rassemble tout le monde...). Ils ne remettent pas pour autant en cause le rôle que la France doit jouer dans la contestation internationale : la bataille de l'hégémonie pour la " tête " en Europe, le rôle de la France en Afrique, etc.

Le souverainisme est donc un mot qui, si l'on veut dépasser son usage idéologique, ne peut échapper à la concrétisation dans la phase historique spécifique actuelle : un marché et une organisation du travail internationaux caractérisés par un prolétariat de plus en plus multinational. Le terme populisme est souvent utilisé de manière générique pour désigner des mouvements de protestation socialement et politiquement diversifiés.

Si l'on veut définir le populisme actuel avec une nécessaire dose d'approximation, on peut le définir comme une réaction à des forces politiques qui se présentent comme "techniques" et "impersonnelles"<sup>1</sup>. Le populisme se réfère comme à un "désir" de participation pour "compter pour quelque chose". Ce désir de "participation" a été et est caractéristique des mouvements de masse réactionnaires.

La "participation" a joué un rôle central dans la montée du fascisme et du nazisme. Le nazisme, plus encore que le fascisme, a promu une "autogestion" du "peuple allemand", de la vie sociale à la vie militaire. Celle-ci était encouragée à tous les niveaux, ce qui permettait même aux petites unités (de l'armée allemande dans la 2<sup>e</sup> guerre mondiale) d'avoir leur propre "autonomie" et leur propre champ d'action, quelque chose d'inadmissible et d'impossible parmi les grandes armées de la Seconde Guerre mondiale<sup>2</sup>.

Aujourd'hui, nous avons une série de mouvements populistes et souverainistes, qui dans certains cas deviennent des forces populistes, avec des bases de masse, qui luttent pour devenir ou sont déjà des forces gouvernementales. Une fois au gouvernement, ces forces deviennent "réalistes", comme ce fut le cas de la gauche parlementaire (Syriza en Grèce, Podemos en Espagne) ou des forces alternatives (Parti des 5 étoiles en Italie).

Il existe également des mouvements de protestation, plus ou moins dirigés par le principal État impérialiste (les États-Unis) et son chien de guerre, l'OTAN, qui se sont transformés en soulèvements populaires et en véritables coups d'État, comme dans le cas des soi-disant "révolutions colorées" qui ont balayé certains pays d'Europe de l'Est. Il n'est pas nécessaire d'avoir une théorie de la conspiration, les mouvements de protestation naissent toujours de contradictions sociales et politiques réelles, mais ils ne sont jamais "neutres". Ce n'est pas un hasard si les principaux pays impérialistes, comme dans le cas français, applaudissent ces mouvements (révolutions colorées) et les soutiennent militairement. Lorsque nous parlons de soutien militaire, nous devons considérer non seulement l'envoi direct d'armes et d'argent, mais aussi le bataillon idéologique par le biais de la construction de consensus, la "solidarité" par le biais d'ONG et la présence massive d'instructeurs militaires...

Le binôme souverainisme-populisme continue à nourrir les aspirations et à soigner les effets de ces dynamiques sans s'attaquer au "nœud" des classes et trouve donc dans la condition salariale la principale contradiction.

Le malaise social qui a donné un élan politique et électoral au populisme est en grande partie un phénomène vaste et incisif d'appauvrissement et

d'affaiblissement contractuel du travail salarié par rapport au capital.

Les projets de la gauche réformiste sont inefficaces, tout en conservant intact leur rôle de forces opportunistes liées à l'aristocratie ouvrière et aux classes moyennes dé-classifiées.

À l'heure actuelle, une nouvelle forme potentielle de populisme semble se confirmer sur le front intérieur, sous la forme du maintien des positions de la petite-bourgeoisie généralisée et d'une nouvelle érosion de l'épargne et des salaires des travailleurs, les seuls parmi les pays de l'OCDE à avoir baissé au cours des trente dernières années. Cela confirme le pacte entre le grand capital non réformiste et la petite bourgeoisie sur le dos de la seule classe productrice de plus-value.

Depuis 1980 environ, par exemple, la productivité des travailleurs américains<sup>3</sup> a doublé, mais les salaires des travailleurs de la production et des non-cadres ont stagné. Les résultats des gains de productivité n'ont pratiquement profité qu'aux investisseurs et aux propriétaires.

La politique fiscale adoptée au cours des dernières décennies dans les pays économiquement avancés, y compris aux États-Unis, a de plus en plus profité aux plus aisés.

Les années de ce que l'on appelle la mondialisation ont combiné les opportunités offertes au capital par une phase d'expansion et de maturation du mode de production capitaliste à l'échelle mondiale avec la diminution de la capacité de lutte et de résistance de la force de travail. Les profits ont gagné du terrain sur les salaires encore plus effrontément que dans d'autres moments historiques de la société capitaliste.

Ce sont également des années au cours desquelles le scénario politique des différents capitalismes a été façonné par ces relations de classe marquées et déséquilibrées.

Ce furent donc les années du dogme libéral, de la gauche "renouvelée" et "moderne" : elle a abondamment fourni du personnel politique, des idéologies axées précisément pour ces politiques d'accentuation de la position de pouvoir, y compris fiscal, des profits et de la bourgeoisie.

Il n'est guère surprenant que, lorsque les contradictions de cette phase se sont manifestées à l'échelle sociale, la "nouvelle" gauche et l'école libérale aient dû céder la place au phénomène des populismes. La force des populismes réside dans le passé trompeur des chantages de la soi-disant mondialisation.

S'attaquer réellement, même si c'est dans un sens réformiste et dans le cadre de la conservation capitaliste, aux effets des contradictions qui ont mûri dans le cycle précédent, c'est remettre en cause les

<sup>1</sup> Gouvernements centraux, banques mondiales, etc.

<sup>2</sup> Ceux qui atteindront et dépasseront cette capacité d'auto-action seront le mouvement partisan russe et Jusolstav.

<sup>3</sup> Nous prenons délibérément les États-Unis comme exemple, car ils constituent une force impérialiste hégémonique et représentent donc une "tendance générale".

conditions de la surpuissance du capital sur le travail, c'est s'attaquer à la question salariale. De ce point de vue, la tare congénitale du populisme apparaît.

Populisme et classe s'excluent mutuellement. Là où il y a l'un, il n'y a pas l'autre, puisque le concept scientifique de classe prend de la place à l'idéologie du "peuple". Il y a une grande différence entre le populisme et les masses populaires. Par le terme "masses populaires", nous désignons le camp de ceux qui, dans cette société, n'appartiennent pas au camp de la bourgeoisie impérialiste, c'est-à-dire cette étroite couche de la population qui ne vit qu'en spéculant sur le travail des autres et qu'en fonction de la valorisation de son capital. Les masses populaires comprennent des classes sociales qui peuvent être très différentes les unes des autres (par exemple, les indépendants et les travailleurs), mais elles ont toutes en commun que leurs destins respectifs sont opposés aux destins de la classe dirigeante.

Les populismes sont le fruit d'un malaise social qui a mûri en l'absence de l'autonomie prolétarienne, de la fonction éducative de la lutte des classes. Les populismes ne peuvent être qu'interclassistes dans leur praxis et leur identité sociale.

Trouver une solution au malaise qui tienne compte des intérêts des différentes classes au nom du peuple est leur vocation. Sur cette base, les initiatives socio-économiques des gouvernements actuels (qu'ils soient populistes ou libéraux) ne peuvent surprendre : croisades contre la pauvreté mais sans le moindre soupçon de redistribution des revenus, tons de défense acharnée des couches salariées mais sans toucher aux profits, coupes dans les garanties sociales...etc.

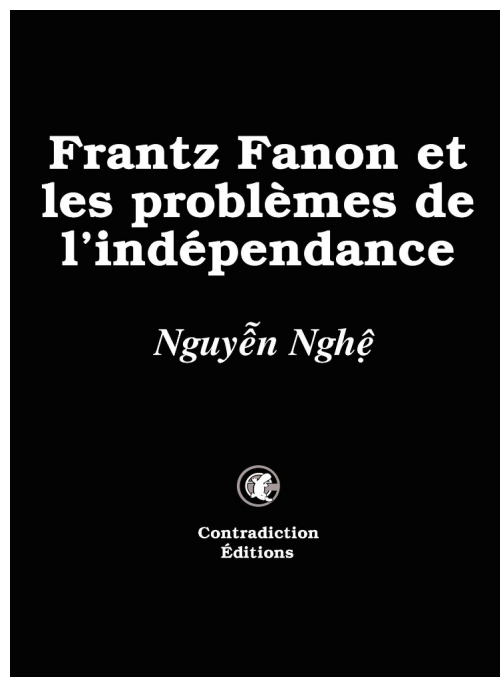
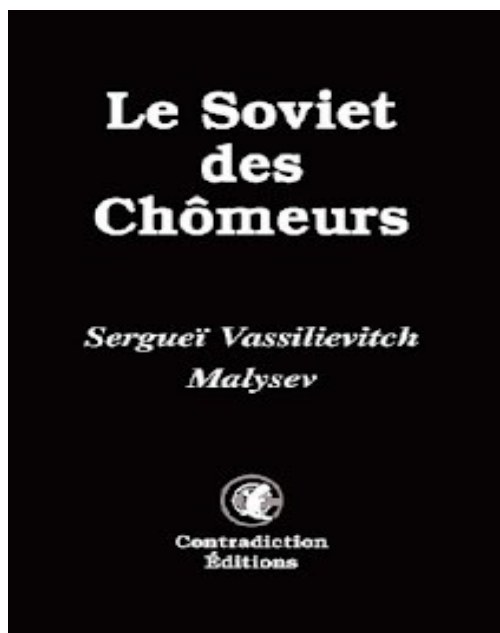
Il n'est pas certain, cependant, que le phénomène du populisme ne soit voué qu'à une éphémère saison de victoires. Il a de son côté la difficulté et le temps qui tentent de restaurer une présence "sociale-démocrate" renouvelée capable de soustraire aux populismes la représentation d'un malaise de classe avec une politique réformatrice qui ne se paralyse pas face aux revendications redistributives et à la réduction de la part de la richesse sociale accaparée par le capital et la bourgeoisie.

Les réponses de la gauche "alternative" (extrême gauche et ultra gauche) sont un mélange de protectionnisme localiste et de dimensions éthico-culturalistes qui fondent rapidement face au "feu" des rapports de force actuels entre classes et conflits. Ils ont peur de la colère prolétarienne et des formes de résistance armée et directe que se donnent les peuples opprimés. Cette gauche "alternative" minimise ou réduit l'espace des composantes des travailleurs précaires et ouvrir dans les structures intermédiaires (syndicats, associations, etc.). C'est une gauche élitiste et arrogante qui méprise fondamentalement le

prolétariat. Consciemment ou inconsciemment, elle est elle-même un phénomène qui incite à la réaction populiste.

Il n'existe pas de recettes toutes faites pour promouvoir une stratégie visant à briser la cage du souverainisme-populisme, mais il est clair que nous ne pouvons pas parler d'un mouvement marginal. Il existe un espace politique et électoral pour les populismes, ils ne sont pas la réponse aux contradictions du capitalisme, ils en sont le produit.

Anita. G



# Lénine 2024

Cela fait 100 ans que Lénine est mort. En tant que Supernova, nous n'aimons pas les célébrations, mais nous profitons de cet anniversaire pour réaffirmer l'importance de la théorie et de l'action de Lénine.

Le destin de Lénine est très différent de celui de Marx. Le premier a dirigé une révolution victorieuse, un assaut du ciel qui a modifié la planète entière (des révolutions socialistes aux révolutions anticoloniales), tandis que Marx a jeté les bases de l'idéologie scientifique socialiste.

Aujourd'hui, il n'est plus radical de se référer aux idées de Marx, tant qu'elles restent des idées. Après la crise de 2008, il a recommencé à être lu et étudié (mal) même dans les universités.

Le cas de Lénine est différent. Lénine a mis ces idées en pratique et a même gagné, pris le "pouvoir" .... La société bourgeoise était encore capable d'intégrer Marx comme critique du capitalisme et d'assumer une certaine critique sociale sous la forme de la social-démocratie. Lénine n'y est pas parvenu, car il a entrepris non seulement de critiquer le régime bourgeois, mais même de l'abolir. Il a même osé s'opposer à la vision eurocentrique du marxisme en déplaçant l'accent de l'histoire de l'Europe occidentale vers l'histoire de la Russie, contribuant ainsi de manière significative à la poursuite de l'universalisation du marxisme.

Les révolutionnaires qui ont suivi ont porté l'action communiste dans tous les coins du monde, en la détachant de son centre d'intérêt européen. Lénine concevait le marxisme comme une intervention. C'est particulièrement clair dans son article "*Que faire ?* La décision d'intervenir dans la situation de l'époque n'était pas simplement pragmatique. Il n'a pas adapté sa théorie à des exigences réalistes en faisant les compromis nécessaires, mais - au contraire - il a rejeté tout compromis opportuniste. Il s'est approprié les idées radicales du socialisme scientifique comme point de départ et les a développées dans le contexte concret de son époque. De cette manière, la théorie révolutionnaire est devenue une pratique qui a réellement changé les coordonnées de la situation, au lieu de se jeter au cou des exploités, comme l'a fait plus tard la social-démocratie allemande, pour espérer la réalisation de revendications minimales. La gauche radicale de ce pays a montré à maintes reprises que la recherche d'un terrain d'entente et d'idéologies de compromis conduit en fin de compte à l'abandon de positions révolutionnaires authentiques.

Lénine écrivait en 1920 dans "*Le gauchisme, maladie infantile du communisme*" : en Russie, il était plus facile de commencer mais plus difficile de continuer, tandis que dans les pays impérialistes, il

était plus difficile de commencer mais plus facile de continuer.

Pourquoi est-il plus difficile de commencer en France et dans d'autres pays impérialistes ? L'expérience a montré que pour commencer, les communistes doivent rompre avec la tradition électoraliste (attribuer à la participation aux luttes électorales le rôle de chemin vers la conquête du pouvoir), la tradition économiste (attribuer le rôle de chemin vers la conquête du pouvoir à des revendications économique-pratiques) et le dogmatisme. Ils doivent tracer et mettre en œuvre une ligne de conduite adaptée aux circonstances particulières et concrètes.

Se référer à Lénine, c'est se mettre en cohérence avec notre classe et ses intérêts. Lire, étudier, comprendre Lénine, c'est donc mettre en pratique le marxisme, un marxisme vivant, capable d'être une boussole dans le présent et une sonde pour l'avenir.

## Théorie et pratique de la révolution

Lénine était un marxiste orthodoxe. Cela peut être interprété comme une contradiction. De son vivant, il a été attaqué pour avoir rendu le marxisme "asiatique", "barbare". Dans ses écrits, son orthodoxie était la défense du marxisme vivant, de la révolution, contre les courants réformistes, opportunistes, qui, dans le dos des nombreuses percées révolutionnaires du prolétariat et des masses populaires, bloquaient le marxisme à une idéologie de "progrès", ou faisaient du marxisme une idée indéterminée, niant ainsi la dimension savante du marxisme (le socialisme moderne).

Sa défense du marxisme ne consistait pas à "arrêter" la recherche théorique, la lutte politique, mais à défendre l'outil du marxisme comme une arme précisément pour avancer plus vite, pour avoir une arme plus efficace dans la lutte des classes.

Si certains mouvements politiques actuels qui s'inspirent de lui se sont transformés en sectes politico-religieuses, cela ne doit pas nous faire oublier la bataille de Lénine pour un marxisme vivant et actif. Pour Lénine, il n'existe pas de marxisme "statique". Le marxisme se comprend et comprend le monde dans un processus constant de développement. Le marxisme doit donc toujours être développé. Il ne s'agit pas d'une vérité que l'on stocke dans une cave et que l'on présente ensuite au public. Il est développé sur la base de la pratique des révolutionnaires en relation avec l'action du prolétariat et des masses populaires.

Car seule la pratique permet de prouver qu'une théorie est correcte. En d'autres termes, aucune théorie qui ne peut être mise en pratique ne nous mènera nulle part.

Lénine est confronté à la question suivante : comment une théorie du socialisme peut-elle être mise en pratique ? La construction du socialisme n'était pas prévisible dans les conditions concrètes de la révolution d'octobre. Pourtant, de nombreux marxistes

accusaient Lénine de trahir ses idéaux parce qu'il avait, par exemple, élaboré la Nouvelle politique économique (NEP). D'autres doutaient fondamentalement de la faisabilité du socialisme en Russie et suggéraient de laisser les forces capitalistes prendre les devants. Lénine, cependant, a élaboré la NEP, dans laquelle les éléments capitalistes ont été autorisés pendant un certain temps afin de créer les conditions sociales, mais sans renoncer au pouvoir politique. En même temps, il ne doutait pas de la réalisation du socialisme dans son ensemble et y travaillait concrètement. Nombreux sont ceux qui préfèrent adopter une attitude attentiste afin de pouvoir dire plus tard ce qui n'a pas fonctionné. Le marxisme, quant à lui, continue à se développer à partir de ses erreurs. Si l'occasion se présente de faire un pas en avant, il faut la saisir. Sinon, on rate l'occasion. Toutefois, il ne faut pas y voir un automatisme. Nous devons identifier à l'avance des opportunités réalistes. Mais nous devons aussi toujours être prêts à prendre nos responsabilités et à mettre nos paroles en pratique. Sinon, la théorie que nous avons en tête n'aura pas de sens réel parce qu'elle n'aura pas été testée dans la pratique. Un mouvement communiste doit toujours intervenir dans les luttes de classe et se battre soit dans des phases déclarées contre-révolutionnaires, soit dans des processus révolutionnaires. Les différentes phases sont souvent liées entre elles, c'est pourquoi les communistes doivent être capables d'assumer une variété de formes de lutte. Le mouvement communiste admet les formes les plus diverses et ne les invente pas, mais se contente de les généraliser et de les organiser, et d'introduire la conscience dans les formes de lutte de classe révolutionnaire qui surgissent spontanément au cours du conflit de classe. À cet égard, les communistes apprennent, pour ainsi dire, de l'expérience pratique des masses et refusent de prétendre enseigner aux masses des formes de lutte conçues sur un clavier d'ordinateur...<sup>1</sup>

Combien se réfèrent à la révolution socialiste, mais ne sont pas prêts à s'engager dans une pratique de rue ? En fin de compte, les forces qui n'entrent pas dans la lutte maintenant ne se battront jamais, parce qu'elles attendront leur chance pour un jour futur qui ne viendra jamais: *"Dans toute guerre, chaque action introduit une désorganisation de papier dans les rangs des combattants, mais il ne faut pas en déduire qu'il ne faut pas se battre. Il faut en déduire qu'il faut apprendre à se battre"* Lénine

Il ne s'agit pas de brûler nos propres forces, mais d'apprendre dans la confrontation quelles sont les possibilités et les failles. En même temps, nous devons montrer que nous sommes sérieux, que nous

sommes prêts à faire certains sacrifices et à nous salir les mains. Les petites victoires et les petites défaites nous servent mieux que toute discussion sur les possibilités. Nous devons développer une pratique révolutionnaire à laquelle nous mesurer. D'un autre côté, notre théorie ne doit pas se limiter à ce qui est actuellement possible si nous voulons surmonter ces conditions.

L'interaction entre la théorie et la pratique est donc une relation dialectique : elles sont mutuellement dépendantes. L'une ne doit pas être sacrifiée à l'autre, et cela s'applique à tous les domaines de notre lutte. Le spontanéisme politique ou l'activisme pour l'activisme échouent parce qu'ils sont aveugles. Une discussion académique ne changera rien, comme Marx l'avait déjà formulé dans sa onzième thèse sur Feuerbach : *"Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde différemment ; l'important est de le changer"*.

### La politique, centre de la pensée léniniste

Le communisme est une science révolutionnaire qui vise à renverser l'existant, la théorie de la pratique et en même temps la pratique de la théorie. Un autre point important est que nous devons nous opposer constamment à ce système. Cet antagonisme n'est pas un défi de jeunesse, mais la prise de conscience que des changements fondamentaux au sein du système ne sont pas possibles. Si vous voulez gagner la bataille contre les moulins à vent des réformes et des petits pas, vous devez désarticuler le moulin à vent.

Ce système parvient à s'ouvrir à ses détracteurs en accueillant l'individu révolutionnaire en son sein par le biais de divers mécanismes sociaux. La perspective de vivre toujours sous la pression de la répression semble moins attrayante qu'un poste dans une université, une fondation, une ONG ou une autre carrière bourgeoise. Par conséquent, de nombreux camarades qui se sont formés pendant des années retournent en arrière. Il s'agit avant tout d'un processus progressif. Il ne peut être contré que collectivement et nous devons en être conscients.

Cet antagonisme signifie également que notre principal ennemi est l'État français et ses courants et partis politiques. Nous ne devons pas perdre cela de vue dans notre travail politique quotidien. Cela signifie que nous ne devons pas former d'alliances avec les partis bourgeois. Partout où nous en avons la force, nous devons agir comme une force indépendante et reconnaissable. Les gens doivent reconnaître la contradiction de classe entre nous et la bourgeoisie et ne pas nous considérer comme les meilleurs gardiens du statu quo. Là où des actions et des structures indépendantes ne sont pas encore possibles, nous ne devons pas sacrifier notre contenu et notre critique en faveur d'une coopération avec ces forces. Il est important de comprendre que nous devons lutter contre le système existant avec tous les moyens à notre disposition et ne pas nous limiter à vouloir

<sup>1</sup> Ce concept sera développé et systématisé par le révolutionnaire communiste chinois Mao Tze Tung en ce qui concerne ce que l'on appelle la théorie-pratique dans la ligne de masse. Toutefois, cela ne signifie pas une croyance "fidéiste" dans la créativité spontanée des masses. La capacité d'apprendre de la lutte des classes signifie analyser toutes les classes en jeu et toutes leurs tactiques, stratégies et outils respectifs.

l'améliorer, car nous ne ferions que lutter contre ses symptômes. C'est pourquoi, partout où cela est possible, nous devons montrer que seul un mouvement de lutte des classes est capable de renverser ce système et de résoudre les problèmes à long terme.

Dans son ouvrage "*Le gauchisme, maladie infantile du communisme*", Lénine a abordé des questions importantes qui sont toujours d'actualité. Pratiquement chaque année, la gauche radicale discute d'un boycott électoral. Mais la contradiction n'est pas entre la réforme sociale et la révolution, car les réformes peuvent également servir la révolution si elles ne sont pas réformistes. Le réformisme devient réformiste s'il est considéré comme le seul moyen d'améliorer les choses. Il ne faut rien exclure : de nombreux moyens peuvent nous servir dans certaines conditions. Une pratique révolutionnaire peut aussi être la lutte pour certaines réformes, comme l'augmentation du salaire minimum, pour que notre classe connaisse un peu moins de misère ou des batailles pour l'espace et la liberté politique. Cependant, nous devons toujours souligner que ces réformes sont limitées par le capitalisme et que nous avons besoin d'un changement fondamental. Si, grâce à cette lutte, les travailleurs nous considèrent comme leurs compagnons d'armes les plus cohérents dans la théorie et la pratique de la révolution, alors nous aurons fait plus pour la révolution avec cette lutte pour des réformes concrètes qu'avec la plupart des appels théoriques à la révolution. La question est toujours : est-ce que certains travaux nous font progresser dans le développement de l'autonomie prolétarienne ou est-ce qu'ils nous font reculer ? L'autonomie prolétarienne est un processus révolutionnaire qui a aussi la force d'hégémoniser toutes les forces qui peuvent contribuer d'une manière ou d'une autre au projet d'affaiblir l'hégémonie du capital.

L'autonomie prolétarienne est réalisée lorsque des structures telles que les centres, les médias, les associations sociales, les syndicats, collectif, etc. sont construites et luttent de manière indépendante et en opposition à la classe dirigeante. Notre tâche dans ces luttes est de représenter les intérêts de notre classe et de mettre l'accent sur l'élément unificateur : la contradiction avec le capitalisme. Il faut insister sur ce point et mettre en avant la perspective révolutionnaire. En ce moment, il est particulièrement important d'avoir un impact sur notre classe et de briser l'hégémonie dominante. Les radicaux ne sont pas ceux qui crient le plus fort pour le communisme, mais ceux qui créent un mouvement capable de renverser le statu quo. L'organisation et la révolution sont intimement liées. Identifier les contradictions de l'ennemi, comprendre les espaces où agir, c'est faire de la politique. Cependant, il ne faut pas y voir un mécanisme linéaire qui procède par accumulation. L'accumulation de forces elle-même ne signifie pas seulement sur le plan quantitatif, mais aussi sur le plan qualitatif, c'est-à-dire dans la capacité à rompre avec les structures dominantes dans tous ses aspects politiques et

militaires. Alors que beaucoup de gens de gauche commentent les événements actuels en spectateurs, nous ressentons le besoin de changer radicalement les conditions. Dans ce système, ces changements ne peuvent être obtenus par les urnes. Les conditions existantes ne peuvent être surmontées que par un processus révolutionnaire. Lénine le décrit comme suit : Le système dominant est en crise et la classe dirigeante ne peut maintenir son pouvoir sous une forme inchangée. Les gouvernés ont sombré dans une misère qui dépasse leur niveau habituel et réagissent considérablement par des actions de masse dans l'organisation et la révolution. Les caractéristiques subjectives qui exploitent ces conditions objectives doivent également se développer. Ce processus n'est ni permanent ni continu, mais résulte du développement des contradictions et des tensions dans la société. C'est une période où la classe dirigeante est affaiblie et où les forces révolutionnaires ont la possibilité de prendre le contrôle et de conduire le changement.

C'est pourquoi nous avons besoin d'une organisation révolutionnaire qui travaille sur la révolution de manière ciblée et continue, sans la laisser s'échapper et sans la perdre de vue. Lénine soutenait que la classe ouvrière ne prendrait pas spontanément conscience de son oppression et de la nécessité d'une révolution. C'est pourquoi le parti communiste joue un rôle décisif dans la mobilisation des masses et la réussite de la révolution. Il n'est pas possible d'évaluer de manière définitive ce que devrait être ce parti aujourd'hui. Ce qui est certain, cependant, c'est que la structure centrale devrait être l'avant-garde de la classe ouvrière, qui émerge des luttes de classe et qui, par conséquent, jouit toujours de la loyauté et de la confiance de notre classe. À partir d'un certain niveau d'organisation, cette fonction n'est pas possible sans spécialisation. Il ne suffit pas que quelques révolutionnaires veuillent changer les conditions par l'organisation et la révolution. Les conditions doivent être réunies et ce ne sont pas les individus qui font l'histoire, mais les luttes de classe. Par conséquent, les forces motrices ne sont pas de petits groupes, mais des classes.

Si les conditions ne sont pas réunies, on ne peut pas avancer et réussir. La classe doit être organisée et c'est elle qui produira le changement social. Il ne s'agit pas d'adopter une position attentiste, mais de construire continuellement notre part dans la lutte des classes et les structures révolutionnaires.

### **L'impérialisme et la stratégie communiste**

Pour finir, on ne peut pas parler de ce que signifie le nom Lénine pour nous aujourd'hui sans parler de "*L'impérialisme*". Lénine a produit au début du XX<sup>ème</sup> siècle une synthèse sur les conditions dans lesquelles les prolétariats de divers pays allaient pouvoir mener un "assaut du ciel" contre leurs bourgeoisies respectives, et dans lesquelles les colonies et semi-colonies des centres impérialistes

devenaient une part essentielle du mouvement révolutionnaire mondial<sup>1</sup>. Cette synthèse est la théorie de l'impérialisme et des contradictions qui sont propres à cette phase du capitalisme. Nous insistons sur l'importance de cette théorie pour les communistes et les prolétaires qui cherchent une voie pour l'émancipation de leur classe. Au niveau de la structure économique, l'impérialisme signifie le stade monopoliste du capitalisme. La contradiction entre la propriété individuelle capitaliste et le caractère collectif de la production aboutit à la concentration toujours plus poussée du capital, aux associations de propriétaires de capitaux sous la domination du capital financier dont les gigantesques crises entraînent tout le mouvement économique de la société. Au niveau de la superstructure politique, les contradictions et luttes antagonistes à l'intérieur de la classe dominante, entre la classe dominante et les masses populaires, entre les centres impérialistes et les pays dominés des colonies et semi-colonies sont les trois formes subjectives qui expriment le cours objectif du capitalisme mondial. Dans un monde déjà partagé entre les grands groupes impérialistes et leurs Etats, les espaces d'expansion du capital se traduisent par des guerres de partage et de repartage. Cette instabilité due aux difficultés de l'accumulation du capital à l'échelle mondiale ouvre des périodes de situations révolutionnaires dans lesquelles il devient possible que les prolétariats prennent le pouvoir. Dans la première partie du XX<sup>ème</sup> siècle, ce qu'avait théorisé Lénine se réalisait.

La bourgeoisie impérialiste plongeait le monde dans une période de bouleversements, de chaos, de destructions inouïes avec deux guerres mondiales et l'instauration de diverses formes de fascismes. Mais d'autre part, le prolétariat dirigé par les partis communistes réussit à prendre la tête des soulèvements de masses populaires contre le cours imposé par la bourgeoisie impérialiste et la première conquête du pouvoir politique par le prolétariat eut lieu en 1917 jusqu'à la création de l'Union soviétique. Dans

<sup>1</sup> Le caractère mondial de la stratégie léniniste a été rappelé par le jeune Hô Chi Minh en 1924 dans son article Lénine et les peuples coloniaux; "Lénine est mort. La nouvelle a frappé chacun, tel un coup de foudre. Elle s'est répandue à travers les riches plaines d'Afrique et les rizières verdoyantes d'Asie. Les Noirs et les Jaunes, il est vrai, ne savent pas encore très exactement qui est Lénine, ni où se trouve la Russie. Les impérialistes colonialistes ont tout fait pour empêcher de le savoir, l'ignorance étant l'un des principaux piliers de leur régime. Néanmoins, des deltas du Viêt-nam aux forêts du Dahomey, on s'est répété de bouche à oreille que, dans un coin lointain du monde, il est un peuple qui a su renverser ses exploités et qui gère maintenant lui-même ses propres affaires, sans avoir besoin de patrons, ni de gouverneurs généraux. (...) Mais ce n'est pas tout. Ces hommes ont encore appris que ce grand leader, après avoir rendu la liberté à son pays, a voulu libérer également les autres peuples, qu'il a appelé les Blancs à aider les Jaunes et les Noirs dans leur lutte pour s'affranchir du joug des roumis, des roumis de tout poil : gouverneurs, résidents, etc., et qu'il a tracé un programme d'action concret pour atteindre ce but." Les congrès de l'Internationale Communiste (IC) vont formuler cette stratégie mondiale qui combine la révolution socialiste dans les centres impérialistes avec les révolutions nationales-démocratiques dans les colonies et semi-colonies, et ainsi faire du mouvement communiste un mouvement réellement mondial.

les colonies et semi-colonies, le prolétariat et ses partis communistes se mis à la tête des luttes anti-impérialistes de libération nationale dont le point culminant fut la conquête du pouvoir politique en Chine en 1949. Dès lors, la question de la transition au socialisme et au communisme fut posée et à résoudre de façon concrète sur plus d'un tiers du globe. Cette expérience des forces révolutionnaires, fatalement démonisée par les réactionnaires de tous poils mais en particulier par toute la culture de la bourgeoisie de gauche, n'a cependant pas permis de vaincre l'impérialisme. Les vagues de révolutions socialistes n'ont pas atteint les principaux centres de la bourgeoisie impérialistes en Europe, aux Etats-Unis et au Japon, ce qui a rendu possible une reprise de l'accumulation du capital après la seconde guerre mondiale et une quasi disparition de l'ancien mouvement communiste.

Dans la situation actuelle, nous devons nous servir de deux leçons tirées de Lénine:

- L'impérialisme crée les conditions pour un internationalisme des opprimés. Cet internationalisme ne prend son sens politique que quand il correspond à la contradiction fondamentale du capitalisme : la lutte entre le capital et le travail à l'échelle mondiale. Mais l'internationalisme ne se limite pas à une solidarité ouvrière car du fait du développement inégal du capitalisme et de sa conséquence principale, la contradiction entre les centres impérialistes et les périphéries dominées, *l'internationalisme prolétarien* ne peut pas se limiter à la contradiction bourgeoisie/prolétariat. Autrement dit, la libération du prolétariat des métropoles impérialistes passe aussi par la libération de toutes les classes populaires opprimées par la bourgeoisie impérialiste partout dans le monde. Toute position "souverainiste" dans un centre impérialiste est un ralliement aux intérêts de sa bourgeoisie et en réalité une trahison des intérêts du prolétariat.

-L'accumulation de capital à l'échelle mondiale aboutit nécessairement et sous diverses formes à des affrontements inter-impérialistes. Une nouvelle situation de guerre et de révolution se dessine. Le monde va inéluctablement changer. Les équilibres de la période relativement pacifique (du moins pour les centres impérialistes) sont entraînés de se fissurer. Les institutions de chaque pays impérialiste et les relations internationales ne peuvent plus être maintenues en l'état du point de vue du capital lui-même. La solution communiste aux guerres menées par les groupes impérialistes est la transformation de la guerre en lutte pour l'élimination du capitalisme, pour l'élimination de la cause réelle des guerres. Or, cette solution exclut le pacifisme. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la question d'une stratégie communiste indépendante. Elle reste à élaborer dans les conditions actuelles.

Paul Lavrenti

## De la Palestine à la France, trois lignes de démarcations

*L'opération du « déluge d'Al Aqsa » du 7 octobre 2023 a remis la question palestinienne au centre des préoccupations en déstabilisant le mythe de l'invincibilité de l'Etat colonial d'Israël. Elle a poussé toutes les forces politiques à prendre position sur la scène mondiale et à dévoiler sans fard leurs "positions". Après 6 mois de destruction ininterrompue de Gaza, sous forme d'une punition collective, les Autorités françaises criminalisent encore et toujours le soutien à la cause palestinienne présenté comme ce qui jette de « l'huile sur le feu » dans une société déchirée. Le mouvement de solidarité fait donc face à des attaques externes mais il a aussi à se questionner sur son orientation propre, le pathos ne pouvant remplacer le combat politique. La revue Supernova a présenté une analyse historique et politique de la situation en Palestine occupée (Cf. le numéro 5 de la revue). Dans cet article, nous souhaitons aborder des questions concernant le type de solidarité que l'on doit développer ici, au cœur d'un centre impérialiste, partie prenante du conflit. Nous poserons donc quelques considérations relatives aux principes et repères qui doivent orienter notre combat internationaliste, selon une conception du monde communiste.*

### La Palestine et les démocraties impérialistes

Le premier point est un rappel qui devrait aller de soi. La Sainte Alliance des Etats capitalistes et la France impérialiste font partie du problème pour la Palestine et pas de la solution. Le 6 février 1996, à l'université de Cincinnati, Kwame Ture<sup>1</sup> militant panafricaniste révolutionnaire, prenait la parole pour rappeler une logique politique élémentaire à laquelle nous devons être particulièrement attentif : « *L'anticolonialisme n'est rien sans l'anticapitalisme, car le colonialisme n'est rien d'autre qu'une ramification, qu'un aspect du capitalisme. Donc si vous êtes anticolonialiste, vous devez être anticapitaliste. Si du moins vous voulez être logique dans votre pensée et dans votre action* ». Il ajoutait : « *Si vous êtes anticapitaliste vous devez être pour le socialisme. Le capitalisme ne peut pas unir l'Afrique, l'Afrique ne peut s'unir qu'avec le socialisme* ». Les deux points soulignés par Kwame Ture sont capitaux. Pour comprendre les racines de la lutte anticoloniale et pour dégager une perspective révolutionnaire. Ces deux points sont cruellement absents de la plupart des expressions de soutien à la cause palestinienne car la « culture militante de gauche » actuelle ne propose pas

une lecture globale de la nature du conflit au Proche-Orient.

Il y a plusieurs façons de caractériser la nature du conflit en Palestine occupée. En mettant de côté l'interprétation religieuse (Juifs contre Musulmans) qui se nourrit d'une vision idéaliste, falsifiée et pessimiste de l'histoire, on peut comprendre le conflit de trois façons :

- a) Il s'agit d'une contradiction entre le colonialisme juif et les Palestiniens
- b) Il s'agit d'une contradiction entre le colonialisme juif et le monde arabe et iranien
- c) Il s'agit d'une contradiction entre Israël, colonie, construite de toutes pièces par des centres impérialistes, et les peuples palestiniens et arabes qui veulent rétablir leurs droits nationaux.

Les deux premières interprétations sont réductrices, seule la troisième permet de comprendre les racines du conflit, de construire la solidarité et d'envisager une solution.

La colonisation de la Palestine historique par des européens juifs ashkénazes, souvent jugés indésirables dans leur pays d'Europe de l'Est, n'aurait pu être possible s'il n'y avait déjà eu un capitalisme mondial. Elle a eu lieu avec des moyens européens et une conception européenne (l'avant-poste de la civilisation contre la barbarie). Dans un premier temps, cette colonisation européenne spécifique n'avait aucun succès véritable (Après la première mondiale, 1,8 million d'émigrés juifs d'Europe partaient aux USA, 60000 seulement rejoignaient la Palestine mandataire, une terre du monde arabe dans laquelle ils ne se reconnaissaient pas un destin). L'ordre capitaliste français et anglais avait prévu déjà cet Etat (l'Etat sioniste), qui servirait leurs intérêts depuis au moins la déclaration Balfour en 1917 et les accords de Sykes-Picot en 1920, accords qui partagent les dépouilles de l'Empire ottoman entre les deux puissances coloniales. Le conflit a donc des racines dans le capitalisme européen et américain, il est rendu possible par la défense acharnée de leurs intérêts depuis des décennies. Le rôle fonctionnel d'Israël est d'être un avant-poste des intérêts impérialistes dans la région<sup>2</sup>. Tel Aviv est une « bulle européenne » richissime et libérale, tandis que Sderot abrite les « petits blancs » du sionisme qui trouvent leur dignité dans le nationalisme agressif. Un schéma typiquement européen. L'origine du sionisme réellement existant est expliqué par Samir Amin de façon limpide :

<sup>1</sup> Kwame Ture (Stokely Carmichael). Né le 29 juin 1941 à Port of Spain (Trinidad), mort le 15 novembre 1998 à Conakry (Guinée) ; militant des droits civiques ; Prime Minister du Black Panther Party ; leader du mouvement panafrican

<sup>2</sup> C'est ce dont se désolait un intellectuel favorable au sionisme au début du XXème siècle et constatant amèrement le rôle qu'il allait remplir « Le sionisme n'est pas dans les cieus et il ne possède pas le pouvoir d'unir le feu et l'eau. Soit il sera emporté par les eaux de l'impérialisme, soit il sera brûlé dans l'incendie révolutionnaire de l'Est qui s'éveille » Gershom Scholem

*« Soutenu par les Etats-Unis et l'Europe, inconditionnellement et massivement, financièrement et militairement, Israël a pu de ce fait, refaire en plein XX<sup>e</sup> siècle, l'histoire d'une conquête coloniale, chassant un peuple tout entier de son pays. Avec l'arrogance que ce soutien permet, Israël s'est livré à des agressions quotidiennes contre les peuples arabes, bombardant impunément le Liban, la Tunisie et l'Irak ; son armée se livre à l'exercice criminel de casser les mains des enfants palestiniens qui écrivent sur les murs. Mais on lui trouve toujours des excuses... Est-ce donc un produit de l'imagination arabe de constater que les opinions dominantes aux Etats-Unis et en Europe se débarrassent de cette manière honteuse de leur « problème » ? Je veux dire par là que l'ignominie antisémite qui est bien un produit occidental-lequel a certes culminé dans le génocide hitlérien mais ne se réduit pas à lui (nombreux sont les européens qui n'ont pas une conscience nette dans cette affaire) - a ainsi trouvé sa « solution normale » dans l'utilisation par l'Occident des enfants de ses victimes pour poursuivre ses objectifs impérialistes propres contre les peuples du tiers-monde »<sup>1</sup>*

L'israélien est un avatar tardif du monde euro-américain et il a été rendu possible par la destruction des juifs d'Europe. Mais alors, la vision binaire du conflit qui le limite à un horrible face à face entre colons sionistes et Palestiniens doit être révoqué. Il faut savoir cerner la nature profonde de l'ennemi contre lequel se battent les Palestiniens et contre lequel nous nous battons si nous rejoignons leur combat. Ce combat n'est pas universel dans un sens symbolique comme le seraient des archétypes tragiques qui incarnent « la terreur et la pitié » même s'il y a beaucoup d'Antigones en Palestine. Ce combat est universel car il concerne l'ordre que produit le capitalisme mondial, aujourd'hui toujours dominé par les euro-américains malgré la montée en puissance des BRICS. La dépossession des Palestiniens est une des ramifications de la dépossession capitaliste. La centralité de la cause palestinienne, qui peut poser problème si on ne lie pas cette cause à celle des autres peuples opprimés par l'impérialisme, est en fait celle de la centralité d'Israël dans les agendas et stratégies impérialistes au Moyen-Orient.

La lutte palestinienne est certes une lutte contre l'occupant mais aussi contre l'impérialisme euro-américain, et contre le capitalisme comprador des bourgeoisies arabes. En effet, la colonisation sioniste ne cherche pas uniquement à coloniser la Palestine, mais aussi toute une partie de la région arabe. Or, les diverses classes sociales et les diverses fractions des classes dirigeantes arabes n'ont pas la même attitude vis-à-vis de ce projet. C'est pour cette raison que la nature de la lutte palestinienne a été diverse. C'est une lutte à caractère national et aussi à

caractère de luttes de classes. Il faut se rappeler qu'au début de l'ère coloniale, lors de la conquête du monde par l'Europe, il y avait une élite indigène qui servait le capital (les compradors, fondés de pouvoir des firmes étrangères).

L'histoire récente de la cause palestinienne est confrontée aux nouveaux compradores : la haute bourgeoisie rentière du Golfe, qui propose depuis les années 1970 des plans de capitulations ; les autorités égyptiennes et jordaniennes qui ont conclu des paix séparées et collaborent sécuritairement avec Israël et les puissances occidentales, ou encore les accords d'Oslo qui ont détruit l'ancien mouvement national palestinien, en faisant de l'OLP un relais de l'occupation et des intérêts de la bourgeoisie d'affaires palestinienne (qui ne vit que de prébendes et non d'un système productif propre), sans obtenir en contrepartie le moindre droit national. D'un côté la « start up nation » sioniste vit des centaines de milliards d'investissements euro-américains, de l'autre une bourgeoisie palestinienne dénuée de toute marge de manœuvre, ne pouvant importer et exporter sans autorisation expresse de l'occupant. Celle-ci se maintient par des financements internationaux au prix de sa soumission définitive. La paix d'Oslo a été une autre copie de la guerre, l'humiliation de la collaboration en plus.

Face à la nature réelle et profonde du conflit, la leçon essentielle pour le mouvement de solidarité est de soutenir toutes les formes de résistance (du boycott à la lutte armée) et non de demander à la communauté internationale des Etats impérialistes d'intervenir puisque c'est précisément leur intervention qui opprime. C'est pour cette raison que la déploration humanitaire face à Gaza ravagée et à sa famine organisée ne peut pas être le programme du mouvement de solidarité. Les mêmes puissances qui larguent les colis sont celles qui rendent possible chaque jour le massacre.

### **Pour la libération de la Palestine ou pour une démocratisation du sionisme ?**

En dehors de la rhétorique humanitaire qui ferait des Palestiniens des victimes passives, un autre biais nourrit de très nombreux courants du mouvement de solidarité. Il s'agit de l'idée défendue que les principes pour prendre position doivent être ceux du droit international. Cette position s'appuie sur la reconnaissance du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » et du refus de l'occupation dans les documents principaux qui ont formé les Nations Unies depuis 1945. Ce droit qui structure les relations internationales s'est bien exprimé à plusieurs reprises en faveur de la fin de l'occupation (du moins celle des territoires de 1967) mais c'est aussi ce droit qui a entériné la création d'Israël, par la résolution n° 181 de l'ONU par laquelle les grandes puissances

<sup>1</sup> Samir Amin, L'Empire du chaos, 1991

impérialistes ont décidé du partage de la Palestine historique entre deux Etats, un juif et un arabe. Dans les faits, cette décision a entériné non seulement une dépossession mais aussi une protection militaire et politique de la colonisation. Le droit international valide les faits accomplis et leur donne l'aura d'une légitimité internationale. Ce qui existe ce ne sont pas des résolutions abstraites mais des rapports de forces réels qui les rendent possible ou non. Comme le dit un proverbe haïtien : « *Konstitution sé papié, bayonet, sé fé* », la constitution c'est du papier, la baïonnette c'est du fer. Toute la stratégie de l'Autorité palestinienne a été depuis Oslo de tenter de faire reconnaître les droits nationaux des Palestiniens par d'autres Etats et par des Cours internationales. Cette position, si elle devient la seule arme que l'on brandit, au nom d'une inexistante solution par le droit, équivaut à une intériorisation de la défaite. Le droit international ne permet pas à une lutte de libération nationale d'aboutir. Il ne peut être qu'un des moyens tactiques d'enregistrer un rapport de force qui place le projet de colonisation dans une situation si délicate qu'il est contraint de négocier. Ce n'est pas le droit qui crée le rapport de forces mais le rapport de forces qui crée le droit.

Le droit peut donc être un point d'appui mais ce n'est pas le plus légitime, ni le plus efficient. Il en va ainsi aujourd'hui avec la plainte déposée par l'Afrique du Sud devant la Cour Internationale de Justice. Elle a abouti à la reconnaissance d'un « risque plausible de génocide ». Nous pouvons et nous devons saluer la démarche sud-africaine en ce qu'elle a considérablement gêné le bloc impérialiste dans sa propagande. Mais nous devons nous rappeler comment on cloue le bec à la rapportrice spéciale de l'ONU pour les territoires palestiniens occupés. Le 25 mars 2024, Francesca Albanese, a présenté son rapport sur la base de la décision de la Cour et d'une série de documents supplémentaires. Elle demande alors un embargo sur les armes, des sanctions contre Israël et une présence militaire de protection du peuple palestinien. La réponse française est éloquente. Le point presse du Quai d'Orsay affirme le 26 mars 2024 que : « *Madame Albanese n'engage pas le système des Nations unies. Nous avons eu l'occasion par le passé de nous inquiéter de certaines de ses prises de positions publiques problématiques et de sa contestation du caractère antisémite des attaques terroristes du 7 octobre dernier.* ». Le droit au génocide assumé au nom du 7 octobre.

Cette approche par le droit et son insuffisance manifeste on la retrouve, sur un autre plan, dans les « solutions » proposées qui font l'impasse sur la libération nationale de la Palestine en lui substituant l'idée d'une égalité des citoyens dans un Etat commun. Le droit à l'égalité civique vaudrait finalement plus que le droit à l'auto-détermination. En somme, faute de pouvoir démanteler le sionisme dans une lutte de longue haleine, il s'agit de constater qu'il n'y a aujourd'hui qu'un seul Etat dans les faits et d'exiger l'égalité des droits. On avance alors comme arguments

l'imbrication des deux populations, la présence de 800000 colons en Cisjordanie, dans des places fortes devenues inexpugnables. La lutte de libération étant impossible à court terme et la promesse du « deux peuples, deux Etats » n'étant pas tenue, un mouvement de droits civiques remplacerait ainsi la lutte de libération nationale. Au final, un Etat commun, un Etat binational, un Etat « de tous les citoyens présents » serait la seule solution possible et souhaitable. Cette idée est aujourd'hui portée par des israéliens progressistes comme Eyal Sivan ou Shlomo Sand mais aussi par certains intellectuels palestiniens qu'ils soient dans les territoires de 1948 ou dans ceux de 1967 ou en exil. Elle a irrigué diverses expressions de la campagne BDS (boycott, désinvestissement, sanctions). Cette solution se présente comme une alternative à l'arche croulante du mantra « Deux peuples, deux Etats ». Le problème essentiel de ce genre de solution est qu'elle suppose deux postulats : 1) Il est possible que le sionisme change de nature 2) il est impossible qu'il puisse se passer des Palestiniens. Ces deux postulats sont erronés. Le premier parce qu'aucune domination politique ne choisit le suicide comme option, le second parce que se débarrasser des Palestiniens et compter sur une immigration du travail est envisageable pour le sionisme.

Le problème central du sionisme est et a toujours été le colonialisme, en l'occurrence la tentative de remplacement des Palestiniens par une population de colons dans le but d'établir une société distinctement différente sur des terres volées. Le colonialisme de peuplement en question possède une logique d'élimination comme le dit Patrick Wolfe. Cette logique est celle d'empêcher le retour des peuples autochtones sur leur terre et en fait compte de ne laisser exister qu'une nostalgie proposée aux peuples disparus et exilés de force. Dans son dernier livre, Shlomo Sand va jusqu'à dire que Menahem Begin, le dirigeant sioniste de droite, premier ministre de 1977 à 1983, était un partisan de la citoyenneté israélienne pour tous les arabes qui la souhaitait. Cette mesure souhaitée viendrait se son noble souci de ne pas ressembler à la Rhodésie raciste. C'est une vision entièrement romanesque de l'histoire. Il n'y a pas eu un seul gouvernement israélien au pouvoir ou une personnalité sioniste de premier plan qui n'ait, d'une manière ou d'une autre, défendu et fait progresser ces objectifs fondamentaux. Même avant la montée des dirigeants israéliens de droite actuels au lendemain de la guerre d'octobre 1973, le nettoyage ethnique et l'asservissement des Palestiniens étaient la pratique établie de la direction « socialiste » autoproclamée et dirigée par les travaillistes. Des centaines de milliers de Palestiniens se sont retrouvés victimes d'un nettoyage ethnique par beaucoup de ceux qui se présentaient comme étant de gauche. Il semble que, quelles que soient les divergences du régime au pouvoir concernant la gestion du projet colonial, l'assujettissement des Palestiniens a été un fil conducteur constant – et cela continuera de l'être sous

tout nouveau gouvernement israélien. Le mouvement de solidarité a comme responsabilité de lutter contre le mythe d'un sionisme « à visage humain », acceptable et démocratique ou au mythe d'un bon gouvernement israélien qui contrairement à celui de Netanyahu ne serait pas dirigé par des illuminés racistes favorables au transfert. Il n'y a pas de bon gouvernement pour les colonisés.

## La violence des opprimés

Un dernier point sera soulevé ici, il s'agit de la question dite du « terrorisme » c'est-à-dire pour utiliser le langage courant de l'utilisation de la violence contre les civils. Chacun sait que c'est cet épouvantail absolu qui est brandi face au soutien à la cause palestinienne. « *Vous pouvez soutenir la cause des palestiniens mais pas quand ils prennent des armes et qu'ils s'en servent pour toucher des cibles qu'ils ont défini* ». Les opprimés sont bons lorsqu'ils sont désarmés, impuissants, pétris dans la défaite. En France et en Allemagne, il est même prescrit que dans l'espace public toute prise de parole sur la situation palestinienne s'ouvre par une condamnation rituelle totale de l'opération du 7 octobre et des centaines de morts parmi les civils israéliens. Le terrorisme est moralement condamnable nous dit-on. Très bien. Si on veut bien accepter cette prémisse, force est de constater que le terrorisme est avant tout d'origine étatique. Les morts civils sont massivement le fait d'Etat qui bombardent des populations récalcitrantes. C'est un fait des guerres modernes. Et du point de vue de la morale, il faut condamner toute mort provoquée, toute tragédie personnelle. Or, la morale ne permet pas de juger une situation politique, c'est-à-dire de savoir si un combat est juste ou non. Il faut donc se demander ce qu'on condamne politiquement et non moralement dans un usage de la violence.

La doctrine d'engagement des forces israéliennes ne fait pas de distinction entre civils et combattants palestiniens. Chacun a pu s'en apercevoir avec les bombardements meurtriers de Gaza en prétextant que la population civile était un bouclier humain du Hamas. Déjà pour le soldat otage Gilad Shalit, les bombardements avaient fait 1200 victimes civiles. Il s'agit des règles d'engagement de la « doctrine Dahiya » élaborée lors de l'enlèvement des soldats israéliens par le Hezbollah libanais. Toute attaque doit entraîner une riposte israélienne qui consiste à détruire les infrastructures civiles et militaires, y compris des villages, des quartiers entiers de villes. C'est une politique de terre brûlée. Cette situation signifie que si les combattants attaquent des cibles militaires, la réponse sera la même que s'ils attaquent des cibles civiles. C'est cette situation et celle du blocage politique et diplomatique complet qui est à l'origine de l'opération du 7 octobre<sup>1</sup>. Au final, la principale différence entre les crimes commis par

Israël contre les civils palestiniens et ceux commis par les Palestiniens réside donc dans l'existence d'un réseau international qui légitime, précise et codifie la logique qui sous-tend les actions militaires israéliennes. Cela lui donne une apparence de respectabilité, même lorsque le raisonnement sous-jacent semble profondément erroné ou justifier le massacre à grande échelle de civils palestiniens à Gaza.

La question présente est celle d'une situation qui atteint des civils du camp ennemi dans une lutte de libération nationale. Les impérialistes tuent des civils dans chacune de leurs guerres (Yougoslavie, Libye, Afghanistan, Irak) en les désignant comme des « dommages collatéraux ». On peut être tenté de répondre de la même manière et d'une façon correcte, les morts civils sont le prix à payer d'une occupation coloniale. Mais la question qui se pose en termes politiques est encore plus précise : c'est celle de la légitimité puis celle de l'efficacité. La cause est-elle légitime ? L'opération a-t-elle fait chuter la sympathie internationale pour la cause palestinienne ? Il y a donc ici un principe de réalité : les luttes de libération nationale se développent et gagnent lorsque le prix pour maintenir « l'ordre » de la domination est trop élevée. La société française ne voulait plus de 500000 soldats mobilisés en Algérie pour maintenir une colonie de peuplement qui avait perdu les « cœurs et les esprits ». La société étatsunienne ne voulait plus supporter le poids moral et humain de la guerre du Vietnam. La lutte armée des colonisés crée un capital politique qui oblige les centres impérialistes à modifier leur politique. Il est utile de rappeler d'ailleurs que cela se fait dans ce sens et non dans le sens inverse. La lutte armée dans les pays dominés fait changer les esprits dans les métropoles. Et c'est déjà sa vertu de nous rappeler dans quel monde nous vivons.

J.S.



<sup>1</sup> Situation analysée dans un article très éclairant d'Abdaljawad Omar paru sur le site Mondoweiss.

# Enquête ouvrière

## Secteur restauration-hôtellerie

interview avec les camarades espagnols d'Iniciativa Comunista

Nous poursuivons nos échanges avec des groupes de travailleurs qui interviennent dans le secteur de l'hôtellerie-restauration<sup>1</sup>. Nous présentons ici l'entretien mené avec les camarades espagnols madrilènes d'Iniciativa Comunista<sup>2</sup> concernant leurs interventions dans ce secteur.

### **Quelles sont les conditions de travail dans le secteur de la restauration - hôtellerie aujourd'hui?**

Traditionnellement, il s'agit d'un secteur où l'exploitation est très normalisée. Il s'agissait souvent d'un travail auquel les gens avaient recours lorsqu'ils n'avaient pas d'autre alternative. En ce sens, le secteur de l'hôtellerie-restauration avait - et a toujours - pour rôle d'absorber la main-d'œuvre dite "peu qualifiée", palliant ainsi les lacunes du marché du travail précaire espagnol.

Ce fait doit être mis en relation avec le poids du secteur tertiaire dans l'économie. Celui-ci représente près de 70 % du produit intérieur brut (PIB) de l'État espagnol, comme dans toutes les économies impérialistes occidentales. Nous pouvons donc conclure que la majeure partie de l'économie dépend de l'exploitation sauvage, en sautant - en règle générale - la légalité bourgeoise elle-même, exercée sur des personnes en situation de vulnérabilité particulière.

Cette exploitation particulièrement aiguë s'exprime sous diverses formes. Les employeurs ignorent la législation existante et l'État ferme les yeux sur cette réalité. Les abus et les violations constantes des droits sont une réalité socialement acceptée. Nous constatons des taux élevés d'emplois temporaires qui facilitent les licenciements. Dans ce secteur, l'exploitation s'exprime par : l'absence de contrats de travail ou contrats frauduleux, les heures de travail supérieures à celles autorisées par la loi, les heures supplémentaires non rémunérées, les jours fériés travaillés sans majoration salariale, obstacles à la conciliation familiale, harcèlement par les patrons et les clients, privation de jours de congé et de vacances... La liste des abus des entreprises pourrait être encore longue... Il faudrait y ajouter un autre secret de polichinelle, à savoir la fraude des entreprises quant à leurs déclarations de leurs bénéfices réels ce qui a évidemment un impact sur leurs paiements d'impôts.

Cette réalité était très normalisée jusqu'en 2020, c'est à la période de la pandémie et des confinements qu'une certaine polémique a commencé à naître. Les plaintes des hôteliers et restaurateurs concernant le manque supposé de main d'œuvre, l'absence d'aide de l'État face à la situation que traversait le secteur ont fait davantage apparaître ces faits.

### **Ces dernières années en Espagne, Avez vous vu apparaître des tentatives de créations de nouveaux syndicats, une volonté d'organiser de nouveaux secteurs, souvent négligés par le "vieux" syndicalisme ?**

Oui, de telles tentatives ont émergé. Les exemples les plus connus sont peut-être ceux des livreurs (les riders) de plateformes comme Glovo ou UberEats, les kellys (travailleuses des services de nettoyage des hôtels), ce dernier exemple cité est très féminisé. Elles appartiennent sans aucun doute au prolétariat le plus exploité et négligé par les grands syndicats. C'est pourquoi leur association et leur lutte ont été l'œuvre des travailleuses elles-mêmes.

Par leurs efforts et leur persévérance, elles ont réussi à attirer l'attention de la société sur leurs problèmes. Cependant, les améliorations dans ces secteurs sont très rares, voire inexistantes.

Cela s'explique par la nature structurelle de l'exploitation de ces secteurs. Les propriétaires des principales applications de livraison, les gérants d'hôtels disposent de nombreuses ressources et de moyens pour contourner la loi, même lorsque des décisions de justice ont déjà été rendues en faveur des travailleurs. Dans ces cas, le droit bourgeois apparaît pour ce qu'il est, la volonté de la classe dominante élevée au rang de loi.

Dans le secteur de l'hôtellerie - restauration, il existe également des exemples de travailleurs qui s'organisent eux-mêmes, en dehors des grandes centrales syndicales. Il faut souligner ici le travail effectué par le syndicat de l'hôtellerie - restauration de Madrid, intégré par la suite au syndicat alternatif Solidaridad Obrera, ou encore le travail constant de centaines de syndicalistes qui luttent chaque jour dans leurs petites entreprises.

Ces luttes ne dépassent que très rarement le niveau local et se déroulent loin des feux de la rampe. Cependant, ce travail apparemment invisible a contribué à rendre la situation du secteur plus tendue et l'exploitation moins normalisée.

Les problèmes du secteur de la restauration - hôtellerie sont principalement traités par les syndicats alternatifs. Cependant, il faut préciser qu'il ne s'agit pas d'un manque de volonté de la part des grands syndicats.

Dans un pays impérialiste comme l'Espagne, le syndicalisme a ses limites. Les syndicats "traditionnels" rassemblent la plupart des travailleurs syndiqués (environ deux millions de personnes). Cependant, la population syndiquée ne représente qu'environ 10% du nombre total de travailleurs. En d'autres termes, la majorité absolue de la population active n'est organisée dans aucun syndicat. Cela nous amène inévitablement à la conclusion qu'il existe des conditions objectives qui ne peuvent être résolues par une sorte de syndicalisme "alternatif" ou "militant".

Il existe des limites réelles au travail et à la représentation syndicale. La dure réalité nous révèle que le syndicalisme en Espagne est, dans une large mesure, un outil de l'aristocratie du travail, des sections privilégiées du prolétariat, qui sont intégrées dans le système. En revanche, pour le prolétariat - celui qui constitue la majorité de la classe ouvrière -

<sup>1</sup> Supernova n.5, 2024. Enquête ouvrier: Sud Hôtellerie et Restauration 13 Marseille et CNT-SO branche Nettoyage Marseille

<sup>2</sup> <https://iniciativacomunista.net/>

le syndicalisme seul, s'il est séparé de la lutte politique, s'avère incapable d'apporter des améliorations structurelles à leur situation de travail.

### **Quelle est la composition actuelle des travailleurs du secteur de la restauration et de l'hôtellerie ?**

Il s'agit d'un secteur très hétérogène qui regroupe des travailleurs à la fois qui ont passé toute leur vie dans le secteur et des jeunes qui y trouvent leur premier emploi, la population autochtone et immigrée. Les abus en matière de travail les affectent de différentes manières.

Par exemple, les travailleurs âgés sont soumis à un chantage selon lequel ils ne seront pas en mesure de trouver un autre emploi et sont donc contraints d'accepter leurs conditions. En revanche, les abus commis à l'encontre des jeunes travailleurs sont justifiés par le "manque d'expérience". Quant à la population migrante, les employeurs profitent de son statut légal, de la rareté des alternatives de travail et du racisme.

Il n'y a pas si longtemps, les employeurs du secteur de l'hôtellerie - restauration se sentaient en mesure de choisir et d'écarter facilement les candidats aux emplois qu'ils proposaient. Surtout après la crise de 2008. C'est pourquoi nombre d'entre eux étaient réticents, par exemple, à embaucher des migrants. En particulier pour les postes en contact avec le public. Toutefois, après la pandémie, la situation a changé. Les employeurs eux-mêmes se plaignent du manque de main-d'œuvre et sont contraints d'embaucher des profils qu'ils auraient rejetés par le passé. Ce n'est pas parce qu'il y a moins de travailleurs qualifiés, mais simplement parce qu'une série de facteurs se sont conjugués pour les amener à se tourner vers d'autres secteurs et à ne pas accepter des conditions qui étaient auparavant considérées comme "normales".

Ainsi, face aux demandes légitimes des travailleurs afin que les employeurs respectent la législation du travail, les employeurs vont toujours recruter des profils qui acceptent des conditions très précaires et illégales.

Heureusement, il y a apparemment moins de personnes prêtes à accepter cette exploitation à l'heure actuelle.

### **Quelles sont les principales difficultés liées à la syndicalisation de ce secteur en Espagne ?**

Comme mentionné ci-dessus, un certain nombre de difficultés sont systémiques, c'est-à-dire inhérentes à la structure économique de l'État impérialiste espagnol.

Toutefois, certains problèmes spécifiques peuvent être cités. Par exemple, la répression syndicale. Dans le secteur, il est très facile de licencier un travailleur qui "fait des histoires", c'est-à-dire qui se plaint des conditions de travail ou, pire encore, qui devient syndicaliste. Bien que le fait de licencier légalement quelqu'un pour ses activités syndicales puisse entraîner de gros problèmes pour l'employeur - puisqu'il s'agit d'une atteinte à ce qui est considéré comme un droit fondamental - il existe de nombreuses façons de déguiser ce licenciement. Une approche possible consiste à exiger du travailleur "problématique" qu'il accepte une réduction de son temps de travail, sous prétexte que l'entreprise a subi une baisse de ses bénéfices. Si le travailleur n'accepte pas cette réduction, il est invité à démissionner.

Cette procédure est parfaitement légale. Toutefois, si le travailleur tombe dans le piège et accepte la réduction du temps de travail, au bout d'un certain temps, une lettre de licenciement est envoyée. Dans ce cas, comme le travailleur ne travaille pas à temps plein, l'indemnité de licenciement est moins élevée et l'employeur est gagnant. À ce type d'astuce juridique s'ajoutent les pressions psychologiques et les humiliations auxquelles sont souvent soumis les travailleurs qui osent s'élever contre les abus.

D'autre part, en l'absence de culture et de traditions syndicales, de nombreux travailleurs manquent tout simplement d'informations de base sur leurs droits et ne savent pas que leurs conditions sont illégales. En outre, comme nous l'avons mentionné plus haut, de nombreux travailleurs se tournent vers le secteur en dernier recours et sont obligés de supporter n'importe quel abus pour pouvoir manger.

Enfin, le travail syndical est exigeant. Au minimum, un travailleur doit y consacrer du temps, ce que beaucoup n'ont pas, précisément à cause des horaires de travail abusifs qui ne prévoient même pas les pauses nécessaires pour reconstituer ses forces de manière adéquate afin de pouvoir travailler correctement, effectuer des choses élémentaires comme dormir, préparer la nourriture et l'uniforme pour le lendemain.

Il est également extrêmement rare qu'un comité d'entreprise au sein des structures de petites tailles puisse se constituer. Cela permettrait aux délégués du personnel ayant droit à des heures syndicales de consacrer du temps exclusivement au travail syndical.

C'est pourquoi la syndicalisation dans le secteur de l'hôtellerie - restauration a un prix encore plus élevé que dans d'autres secteurs. Tout le monde ne peut pas se le permettre. En fin de compte, il s'agit d'un cercle vicieux qu'il est très difficile de briser.



"Ceux qui sont contre le fascisme sans être contre le capitalisme, qui se lamentent sur la barbarie issue de la barbarie, ressemblent à ces gens qui veulent manger leur part du rôti de veau, mais ne veulent pas qu'on tue le veau. Ils veulent bien manger du veau, mais ils ne veulent pas voir le sang. Il leur suffirait, pour être apaisés, que le boucher se lave les mains avant de servir la viande. Ils ne sont pas contre les rapports de propriété qui engendrent la barbarie, ils sont seulement contre la barbarie. Ils élèvent leur voix contre la barbarie dans des pays où règnent les mêmes rapports de propriété, mais où les bouchers se lavent les mains avant de servir la viande."

Bertold Brecht



3 euros